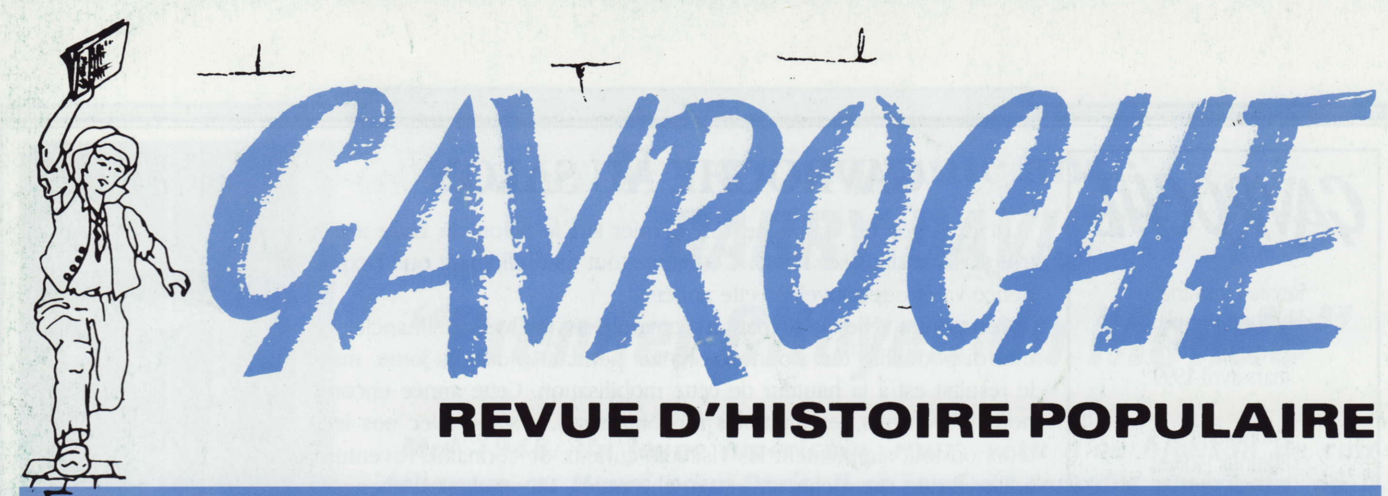


GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 104 – 18e année – mars-avril 1999

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 104
mars-avril 1999

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
E. COMMUN
C. DEMEULENAERE-DOUYERE
G. DOUART
J.J. GANDINI
C. JACQUIER
C. LE TALLEC
A. LORRY
J.L. PANNE
W. PASQUET
G. PELLETIER
B. TILLIER
J. TREMINTIN
B. VANDEPLAS

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

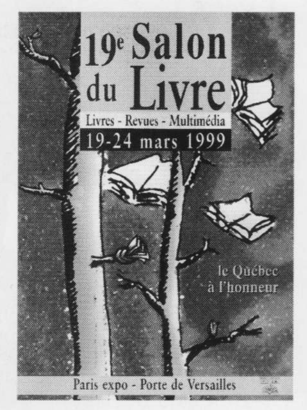
Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

GAVROCHE AU SALON

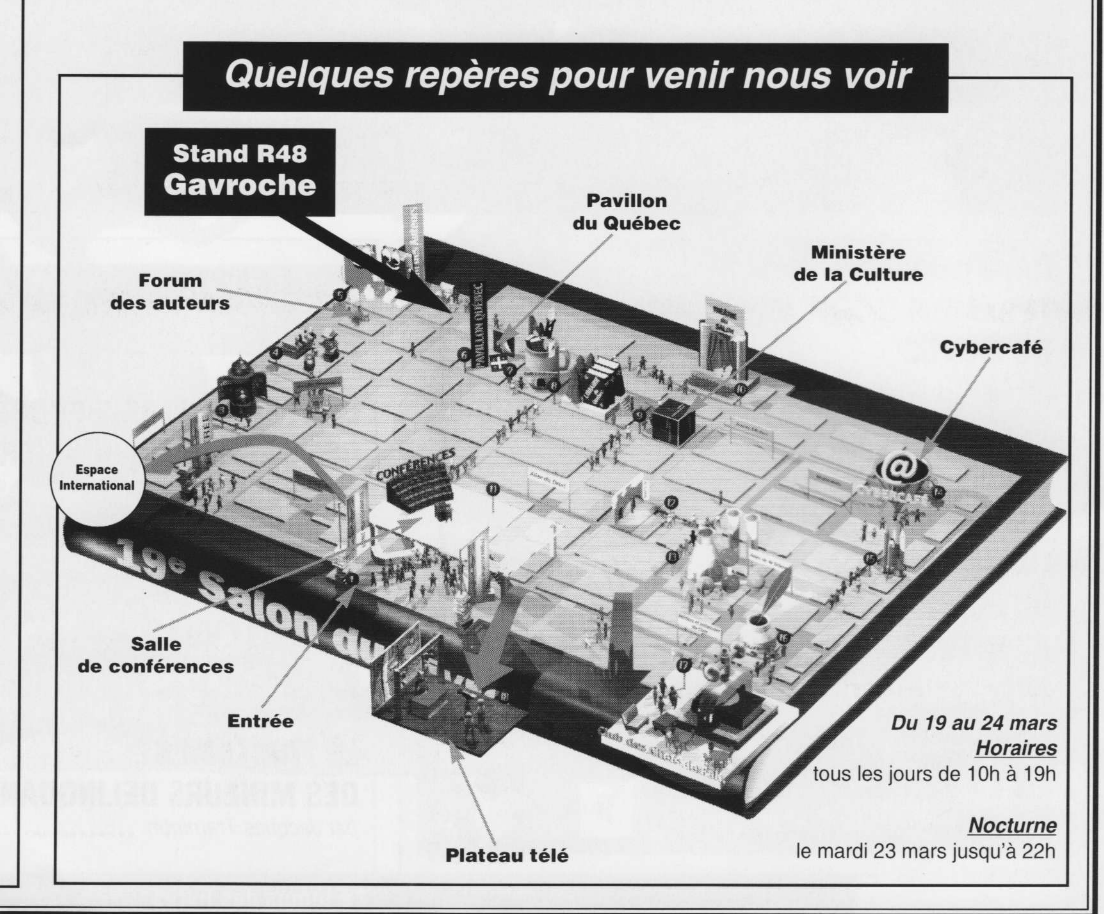


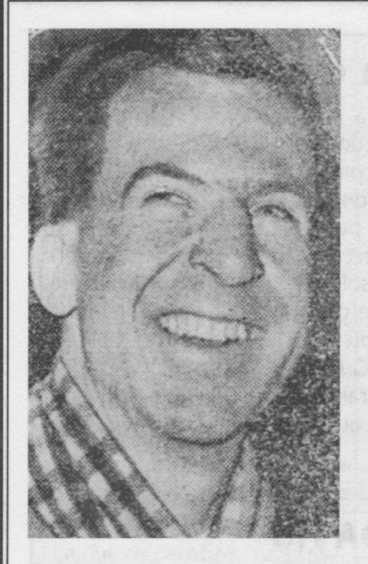
La présence de Gavroche l'an dernier sur le Salon du Livre a été très positive dans ses effets. C'est donc tout naturellement que l'expérience va être renouvelée cette année.

Certes une telle participation demande un réel effort financier et une disponibilité des bonnes volontés pendant plusieurs jours, mais le résultat est à la hauteur de cette mobilisation. Cette année encore, nous le pensons, les multiples rencontres sur le stand avec nos lecteurs ou tout simplement les visiteurs curieux de connaître l'aventure éditoriale de Gavroche seront enrichissantes. Plus riches d'échanges, de discussions, que d'espèces sonnantes et trébuchantes sous forme de bulletins d'abonnement ou de ventes au numéro. Mais les rentrées financières ne doivent pas en réalité se comptabiliser au soir de la fermeture du salon. Les retombées d'une telle manifestation se mesurent encore plusieurs mois après avec la prise en compte de nouveaux abonnés qui avaient remarqué la revue sur le Salon. Il faut aussi, et peut-être surtout, retenir que le Salon de l'an dernier a permis d'étoffer l'équipe de rédaction. Tel ou tel qui, découvrant Gavroche au hasard des stands, s'y intéressant et discutant pour repartir en proposant d'envoyer des articles… effectivement reçus quelques semaines plus tard. C'est ce renfort d'énergies créatrices que vous êtes nombreux à avoir remarqué dans la diversité et l'originalité des articles proposés qui permettent à Gavroche de conserver sa jeunesse.

L'exemple du dernier Salon nous fait croire à la réussite de celui-ci, d'autant plus que des moments forts sont d'ores et déjà programmés, permettant des rencontres intéressantes. A retenir notamment le samedi 20 la venue de Mme Marchand, animatrice du mouvement *Citoyens du monde* et le dimanche 21 de Mme Dubouin, directrice de la Revue "La Grande Relève" qui informe ses lecteurs sur *l'économie distributive*.

D'autres contacts sont en cours, mais de toute façon, quels que soient le jour et l'heure venez nous voir si vous passez au Salon. C'est toujours un bon moment quand un lecteur vient nous saluer. C'est pour nous un encouragement, le signe que le pari renouvelé, d'années en années, de continuer cette aventure un peu folle par certains côtés, a quand même un sens : celui de partager une passion, celle de l'histoire populaire avec ses héros trop souvent méconnus par la grande Histoire. Si vous ne pouvez pas venir, pensez un peu à nous, parlez de *Gavroche* à l'occasion, la grande famille peut et doit largement s'agrandir encore.





Il y a cinquante ans :

GARRY DAVIS

"Premier Citoyen du Monde"

Mai 1948. Un jeune américain, roux, vêtu d'un blouson de cuir débarque au Havre pour Paris. Il se rend au consulat américain, où il restitue son passeport, renonçant ainsi à sa nationalité. Un permis de séjour en France lui est accordé jusqu'au 12 septembre. C'est à cette date que débute l'épopée incroyable du jeune Garry Davis, que toute la France connaîtra bientôt sous le nom de "Premier citoyen du Monde".

En effet, le 12 septembre 1948, le jeune "américain" - qui prétend ne plus l'être - s'installe sur les marches du Palais de Chaillot dont le théâtre vient d'être aménagé en salle de conférences. Elle est destinée à la troisième session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui doit débuter le 21. Le jeune homme est un ancien pilote de bombardier qui accomplit pendant la guerre sept missions au-dessus de l'Allemagne. Ecœuré par ces méthodes de combat assassines, il est converti au fédéralisme mondial et décide de venir en Europe pour mettre ses idées en application. Peut-on trouver endroit plus symbolique que celui de Chaillot où va siéger l'ONU ? Garry s'installe sous une tente, et proclame à qui veut l'entendre qu'il est "Citoyen du Monde".

Les idées de Garry Davis sont simples - simplistes aux yeux de certains -. Il demande simplement la réforme de la Charte de l'ONU par l'article 109, dans le but d'ouvrir la voie à l 'élaboration d'une constitution mondiale permettant d'acquérir le titre de *Citoyen du Monde*. A partir de là, il n'y aura plus de frontières, plus de douanes, plus de visas, plus de patrie à défendre, plus de guerre...

L'idée n'est pas nouvelle, il existe déjà le MUCM (Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale). La nouveauté consiste à créer spontanément une *Union des Citoyens du Monde* par l'inscription volontaire des partisans, de la distribution de cartes, la création et la mise à jour d'un registre international prouvant, par son importance, la volonté des hommes de vivre mondialement en paix et de s'opposer à toute nouvelle guerre.

Devant l'ONU, Garry distribue les 1 000 premières cartes de "Citoyens du Monde" imprimées la veille dans une imprimerie du quai de Valmy. Le soir même, comme prévu, il est arrêté par la police de l'ONU qui le remet à la police française. Relâché, il réintègre le soir sa tente, puis est de nouveau arrêté le lendemain matin.

Il donne sa première réunion d'information à la Cité Universitaire, devant une cinquantaine de personnes. Puis le 22 octobre, un *Comité de Solidarité* est présenté à la Presse au Cité-Club sans grand effet médiatique.

"Le complot de la Paix" à l'ONU

Le 17 novembre, Garry convoque ses amis au restau-

POUR APPUYER LE " CITOYEN DU MONDE

Breton, Paulhan et Vercors ont distribué des prospectus sur les grands boulevards

COMBAT

VENDREDI 3 DECEMB

Il était midi moins dix. Au carrefour Richelieu-Drouot, des photographes et des cameramen attendaient l'événement. Devant la bouche du métro, un groupe se formait, auquel venait s'agglutiner Jean Paulhan, André Breton, Benjamin Péret, le professeur Girard, Sarrazac, Vercors, Louis Martin-Chauffier, et bien d'autres (parmi lesquels Maurice Henry).

Au milieu se trouvait le « petit homme roux », Garry Davis, portant un blouson de cuir orné d'une « pin-up » déteinte. Soudain le groupe éclata. Il était midi. Tous, anonymes et célébrités, tenaient à la main un des tracts blancs et jaunes qu'ils commencèrent à distribuer. Tous les passants en reçurent un, tandis que, lentement, les compagnons du citoyen du monde se dirigeaient vers l'Opéra.

C'est ainsi que les Parisiens apprirent que Garry Davis les conviait le vendredi 3 décembre, à 20 h. 45, à la Salle Pleyel, pour leur demander leur appui afin d' « exprimer l'inquiétude du peuple face à l'O.N.U. ».

Albert Camus et Claude Bourdet ainsi que les autres « compagnons » se joindront ce soir à Davis pour lancer cet appel. Des personnalités étrangères comme Sir John Boyd Orr ou Albert Einstein, éloignées de Paris, ont répondu par avance en envoyant des télégrammes de solidarité — on lira, plus haut, le texte de celui d'Einstein.

En même temps que les passants, les gardiens de la paix apprirent l'existence de ce meeting. Ils eurent d'autres réactions : six compagnons de Davis ont été conduits au poste pour « avoir distribué des prospectus dans le périmètre interdit. »

Devant le commissariat le brigadier qui dirigea l'opération répressive se cacha le visage derrière sa pèlerine, comme un malfaiteur, pour qu'on ne le photographie point. Sans doute songeait-il que le Grand Palais se trouve dans ce fameux « périmètre », et qu'à l'occasion du Salon de l'Auto par exemple, des dizaines de personnes distribuent des centaines de milliers de prospectus sans que l'on y trouve à dire...

« LE PETIT HOMME »

Pendant ce temps le « petit homme » avait disparu, enlevé par ses amis. Le « petit homme » disparaît toujours. Aussi paradoxal que cela puisse paraître il déteste la publi-



Pour appuyer le ‹citoyen du monde›

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

cité. Jamais il ne fait de grandes déclarations en public. Mieux, quand il me reçut, hier, après la manifestation, il me dit : « Je suis prêt à céder ma place. Je ne me donne en spectacle que pour personnifier la citoyenneté mondiale qui paraissait jusqu'alors une idée nébuleuse ».

Timide, Davis l'est certainement. Ce qui surprend en lui c'est qu'il n'a rien d'un exalté. Ce garçon de 27 ans est simplement doué de courage et de bon sens.

Bien qu'il veuille être considéré surtout comme le symbole de Monsieur Tout-le-monde, Garry Davis est devenu une personnalité. On veut savoir « qui » il est.

Quand je lui dis cela, il partit mécontent. Il accepta cependant de me dire qu'il était né à Bar Harbor, dans le Maine, que son père était chef d'orchestre à Philadelphie, qu'il était lui-même devenu comédien après avoir suivi des cours au Carnegie Institute de Pittsburgh.

Quand on lui demande ce qu'il a fait pendant la guerre, il répond : « Pilote de guerre. Sept missions au-dessus de l'Allemagne. Touché par la D.C.A. au-dessus de Peenemunde. Mon avion s'écrase en Suède. Je m'échappe et rejoins l'Ecosse puis les Etats-Unis où je deviens instructeur. »

Puis Davis explique :

« Un an après ma démobilisation je me rendis compte que nous retournions à l'état de guerre. On n'avait, par exemple, jamais cessé de fabriquer des bombes atomiques. Je compris que si je n'agissais pas, mon avenir serait condamné. Je ne me sentais même pas en sécurité dans le plus grand pays du monde.

« Quelqu'un devait élever la voix. Je n'étais peut-être pas très compétent, mais quelqu'un devait le faire. Aussi je l'ai fait. »

Maintenant Garry Davis n'est plus seul. Il est entouré par des compagnons chaque jour plus nombreux. Il est intégré dans un mouvement qui tend à prendre de l'ampleur. Le meeting de ce soir le montrera sans doute.

Sylvain ZEGEL.

Garry DAVIS et ses compagnons exposeront leur programme ce soir, à 20 h. 45, salle Pleyel.

EINSTEIN



Un orateur imprévu au Palais de Chaillot

GARRY DAVIS





Mais les bourrades pleuvent sur Gary Davies qui a proclamé des vérités premières. Nos photos montrent que le citoyen du monde reste toujours aussi indésirable dans le sanctuaire des Nations Unies.

DES TRIBUNES DE L'O.N.U.

Garry Davis, premier citoyen du monde cria :

« Convoquez une constituante mondiale des peuples ou écartez-vous »

Extraits de presse.



Distribution de tracts place de l'Opéra.

rant de l'Hôtel des Etats-Unis, pour les informer d'une action prévue le 19 à l'ONU. Son idée est de s'exprimer devant l'Assemblée dans un court message. Il s'agit d'occuper les sièges près de l'endroit où il doit s'exprimer, et de bloquer les portes pendant l'intervention. Tout est en place. Le délégué de Yougoslavie termine son discours. Garry descend l'allée centrale en compagnie d'une femme et d'un garde du corps. Du haut de la salle un homme crie : "La parole est au peuple, Garry Davis va faire une déclaration." Garry saute alors une balustrade mais reste muet d'émotion. Policiers et journalistes l'entourent. Pendant ce temps un complice, ancien résistant, M. Sarrazac se précipite sur la coursive de droite et arrive à lire le court texte prévu, réclamant la convocation par l'ONU d'une Assemblée Constituante mondiale "qui lèvera le drapeau de la souveraineté d'un seul gouvernement pour un seul monde". Les manifestants jettent des tracts dans la salle et d'autres les distribuent à l'extérieur.

Le "complot" a partiellement réussi. Les journalistes accourus sont informés qu'une conférence de presse sera donnée à 18 heures par Albert Camus au Café du coq hardi, face au Palais. Alors qu'Albert Camus demande à la presse une large diffusion de l'événement, le président Evatt à l'ONU, de son côté, minimise l'incident "qu'il ne souhaite pas se voir reproduire".

De la Salle Pleyel au Vel' d'Hiv'

Une réunion populaire s'avère maintenant indispensable aux yeux des sympathisants. La salle Wagram est occupée par le Congrès des Radicaux, mais la salle Pleyel est libre. Ce sont les pacifistes qui financent les 50 000 F nécessaires à sa location. La publicité est assurée par les personnalités qui distribuent les tracts sur les grands boulevards. André Breton, Tréno, Mme Madeleine Paz et Garry en personne arpentent les rues de la capitale à la grande joie des Parisiens. Photographes et cinéastes sont présents. On apprend que le professeur Einstein lui-même ainsi que les savants atomistes Urey et Brown ont adressé un télégramme de soutien à G. Davis le 28 novembre :

"... Il est urgent de mettre sur pied une institution supranationale qui disposerait de pouvoirs suffisants et de l'indépendance nécessaire pour assurer vraiment la sécurité mondiale...

C'est dans cet esprit que je salue l'assemblée qui va se tenir à Pleyel pour contribuer à la réalisation de la tâche essentielle qui est dévolue à notre génération."

Ce soutien imprévu du célèbre savant contribue certainement à attirer la foule qui arrive en masse. Déjà 3 000 personnes parviennent à s'entasser dans la salle alors que 2 000 autres restent devant les portes, sous une pluie battante, restant en contact avec la salle grâce à une voiture-radio installée à cet effet.

Une ovation délirante signale l'entrée sur scène de Garry qui commence son discours en mauvais français. Il parle de besoin de paix, des pays qui s'arment "follement" et finalement demande que chacun le suive pour obtenir la sécurité totale dans le monde. Ce soir-là, le jeune américain de 27 ans a conquis la jeunesse parisienne et tous ceux pour qui la paix, dans cette période troublée par l'éventualité d'un conflit Est-Ouest, est la première des préoccupations.

Dans le sillon du succès de Pleyel, une nouvelle réunion est aussitôt organisée qui doit se dérouler avant la dernière session de l'ONU : le Vel' d'Hiv' est retenu pour le 9 décembre. On ne quémande plus les pacifistes pour avoir des fonds, de généreux hommes d'affaire avancent spontanément l'argent pour financer cette gigantesque manifestation.

A 21 heures, la salle est comble, 17 000 personnes acclament Garry, plus souriant que jamais. Dans son discours, il explique que le samedi précédent il s'est rendu à l'ONU avec trois camarades afin de remettre une pétition collective au Dr Evatt, président de l'assemblée. Il ajoute avoir rencontré, le lundi suivant, le Dr Evatt en personne pour insister sur l'urgence de réclamer un gouvernement mondial. La réponse, il vient juste de la recevoir avant la réunion : *"L'ONU est impuissante à faire la paix... ce n'est pas son rôle."*. Garry exulte : *"Nous ne pouvons accepter plus longtemps d'être conduits par des hommes d'Etat qui se servent de nous, comme des pions, dans le jeu des intérêts*

Le soutien des Jospin

En province, le soutien à Garry Davis est important comme en témoigne le bulletin reproduit ci-dessous : *Compagnon de Garry Davis* édité par le *Centre Rouennais d'Enregistrement des Citoyens du Monde.* Ce n'est pas Garry Davis qui devait animer la réunion publique annoncée pour le 16 novembre 1949, mais Robert Jospin (le papa de Lionel). Robert Jospin le pacifiste absolu, le libertaire qui avait été, dans les années 30, secrétaire général de la *Ligue Internationale des Combattants de la Paix (LICP)* aux côtés de Marcelle Capy, Georges Pioch, René Guérin, Félicien Challaye. C'est tout naturellement que ce grand humaniste se retrouve en 1949, avec sa femme Mireille aux côtés de Garry Davis.



Numéro 3 MENSUEL OCTOBRE 1949

Compagnon de GARRY DAVIS

Centre Rouennais d'Enregistrement des Citoyens du Monde

La Crise Mondiale et la Citoyenneté Mondial[e]

Les Responsables du Centre Rouennais d'Enregistrement des Citoyens du Monde (Groupe Garry DAVIS) vous prient d'assister à la CONFÉRENCE qui aura lieu le Mercredi 16 Novembre, à 20 h. 30, Salle du Bâtiment, 27, boulevard des Belges, à Rouen (entre la rue Lenostre et la rue Duguay-Trouin)

SUJET TRAITÉ :

L'OBJECTION DE CONSCIENCE

par Robert JOSPIN

INVITATION

Mercredi 26 OCTOBRE

L'Objectio[n]

Membres du Comité de Solidarité présentés le 22 octobre 1948, à la conférence de presse au Cité-Club. :

Georges Altman, Mme Jeanne Allemand-Martin, Claude Aveline, Claude Bourdet, André Breton, Albert Camus, Mme Camille Drevet, Professeur Pierre Girard, Mme Louise Guiyesse (Belle-sœur de Romain Rolland), Jean Hélion, Kobloth-Decroix, Jean Maigne, Paul Montuclard, Emmanuel Mounier, Louis Martin-Chauffrier, Mme Magdeleine Paz, l'abbé Pierre, Jean Paulhan, Raymon Queneau, Louis Rosen, le pasteur Roser, Robert Robin, Robert Sarrazac, Vercors, Richard Wrignt.

nationaux. Nous voulons être dirigés par des hommes qui nous représentent directement. Nous, les individus de la communauté humaine, nous voulons un gouvernement mondial."

Garry est acclamé. Va-t-il profiter de la situation pour demander à la foule de l'accompagner pour manifester devant l'ONU à la veille de la clôture définitive de la session ? C'est ce que le public attend. Mais Garry hésite, et brusquement, profitant du brouhaha général, il s'éclipse par une porte dérobée.

Le 24 décembre, le sans-papier Garry Davis est reçu en audience par le Président de la République, Vincent Auriol. Celui-ci lui exprime sa sympathie pour son œuvre et lui permet de poursuivre son action sans crainte d'être arrêté.

Dès lors, le mouvement suscité par Garry Davis est unanimement reconnu.

A qui profite le succès ?

Au milieu de décembre 1948 sort le premier numéro de *La Patrie mondiale,* dans lequel on trouve le premier article de G.Davis, ainsi que les signatures d'Albert Camus et d'André Breton. A la fin de l'année, dans le journal *Combat*, paraît une feuille spéciale : *Peuple du Monde,* où est annoncé la création d'un *Registre International des Citoyens du Monde* dans lequel seront inscrits les nouveaux *Citoyens du Monde,* appelés à participer à l'élection d'une *Assemblée des Peuples.*

Le succès de masse s'accompagne d'un succès financier qui entraîne tout naturellement des querelles internes, et provoque le "limogeage" de bénévoles pacifistes, soutiens des premiers jours. C'est le cas de Guy Marchand qui accuse le "brain-trust" de transformer Garry en marionnette : *"Le brain-trust, écrit-il, pourvoit à tous ses besoins matériels et, le jour venu, il est sorti pour le public... "*

Les lettres arrivent par milliers, et l'enregistrement de milliers de *Citoyens du Monde* amène un développement de secrétariats dotés d'employés salariés. On envoie Garry, le "Pacte des Citoyens du Monde" sous le bras, recueillir des signatures sur les boulevards, dans le métro ou dans le bus. Puis on organise une série de conférences à travers le pays pour porter la bonne parole.

En fait, cette existence ne convient pas à Garry. Il préfère ses actions solitaires qui, il faut l'admettre, lui ont si bien réussi. Il est loin des problèmes politiques, économiques ou religieux dans lesquels il ne souhaite pas s'impliquer. Il décide en juin de se séparer de son "brain-trust", mais hésite à le déclarer publiquement.

Au service de l'Objection de Conscience

Un objecteur de conscience, J.-B. Moreau, se retrouve en prison pour avoir refusé de faire son service militaire. Garry, le pacifiste décide de lutter pour sa libération.

D'autres avant lui, le pasteur Roser, le pasteur Trocmé, Daniel Parker, Frank Emmanuel, ainsi que de nombreux anonymes s'étaient retrouvés au poste pour avoir pris la défense des objecteurs.

Cette fois-ci, Garry Davis, fidèle à sa méthode, campe devant la porte du Cherche-

Parce qu'il voulait partager le sort de l'objecteur conscience Jean MOREAU, emprisonné à Versail

GARRY DAVIS est arrêté trois fois de suite...

pour "camping illégal" devant la prison du Cherche-Midi

11 heures : Garry Davis est conduit au poste pour la troisième fois en douze heures. Au préalable, il avait « campé » devant le Cherche-Midi et donné des conférences à ses admirateurs à la porte de la prison.

GARRY DAVIS

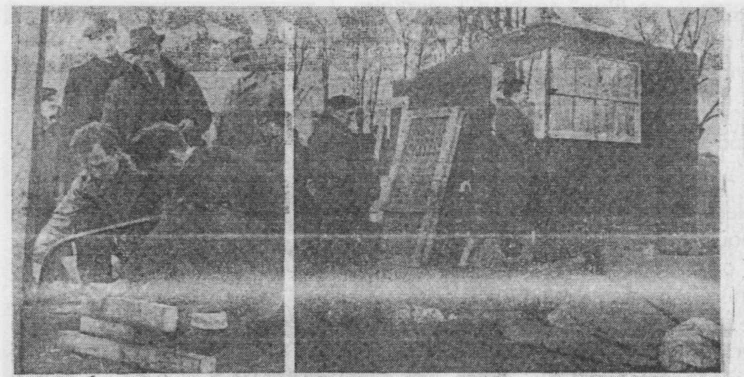
DAVIS et la police

Extrait de presse.

Camping devant la porte du Cherche-Midi.

J.-B. MOREAU : un an de prison

QUAND SE DÉCIDERA-T-ON A ACCORDER UN STATUT AUX OBJECTEURS DE CONSCIENCE ?



A la manière de Garry Davis

Emule de Garry Davis, M. Henri Marçais, avocat, s'était déjà signalé à l'attention de la police en venant, il y a deux mois, manifester devant le Palais-Bourbon. Il prétendait obtenir l'autorisation de prendre la parole à l'Assemblée pour dénoncer le péril atomique.

M. Marçais, qui a de la suite dans les idées, — dans cette idée tout au moins, — s'est présenté hier de nouveau à la grille du Palais-Bourbon, après s'être fait annoncer. A défaut des députés, en vacances, le commissaire était au rendez-vous.

L'entretien fut « des plus cordiaux », M. Marçais dixit. Après quoi ce dernier convoqua « ses camarades citoyens du monde » à un café voisin. Cette fois, le service d'ordre n'eut pas à intervenir. On ne s'y bousculait pas.

Dans le no man's land

GARRY DAVIS a terminé la construction de la "cabane du bonheur"

GARRY DAVIS, qu'on voit ici en train d'achever, avec l'aide de ses sympathisants, sa « Cabane du Bonheur » du bord du Rhin, est maintenant dans ses meubles. De là il a adressé, hier, un appel à ses amis de France. Se réjouissant à l'idée que la Haute Commission interalliée s'occupe à nouveau de sa demande de visa, il veut, dit-il, « donner à la France une chance de manifester, une

Me Henri Marçais conduit au poste de police

Soucieux, lui aussi, de prendre la parole à l'Assemblée nationale, Me Henri Marçais, avocat à la Cour et « Citoyen du monde », qui entendait traiter du péril atomique et du gouvernement mondial, s'est présenté hier après-midi, à 14 h. 30, devant la porte principale du Palais-Bourbon. Mais deux inspecteurs l'ont immédiatement conduit au poste de police de la rue de Bourgogne. Me Marçais a ensuite été reçu à la présidence de la Chambre par M. Friol, directeur du cabinet de M. Edouard Herriot.

DESIREUX de prendre la parole à l'Assemblée nationale sur « le péril atomique et le gouvernement

GARRY DAVIS ?... CONNAI

Le 21 septembre dernier, Garry Davis dans un hôtel de Strasbourg — non pas ce qui n'était pas dans ses moyens, ma personnel de l'hôtelier.

Le lendemain, Garry sorti, un policie

— Vous n'avez pas déclaré ce client.

— Ce n'est pas un client, c'est un am

— Il a pourtant couché dans une ch hôtel...

— Et après ? J'y couche bien moi-mêm d'appartement privé.

— Veux pas le savoir. Z'allez lui faire r ou c'est 1.000 francs.

— Demander cela à un invité ? Ce mufle !... D'ailleurs, n'avez-vous pas vous les hôteliers à ne pas faire remplir de fi nalités de passage à Strasbourg duran européennes ?

— Peut-être... Mais Garry Davis n'est

midi où est enfermé Moreau. Auparavant, il avait adressé, le 13 septembre 1949, une lettre au Président de la République lui demandant l'autorisation de partager le sort de J.-B. Moreau tant qu'une loi sur l'Objection ne serait pas votée. Sans réponse du Président il continue d'occuper les lieux, relayé par une série de manifestations non-violentes, lorsqu'il est arrêté pour "infraction à la législation sur les étrangers".

Le 4 octobre, il passe en procès. Devant une foule nombreuse, il lit une déclaration dans laquelle il s'étonne d'avoir pu circuler librement sans papiers, alors qu'aujourd'hui on l'arrête pour la même raison, il ajoute vouloir partager la peine de Moreau dont il partage les idées.

Le pasteur Roser et l'abbé Pierre sont là pour le défendre. Il font chacun une intervention émouvante "qui arrachent les larmes des yeux du public". Garry est condamné à huit jours de prison et relâché dès le lendemain.

Retour au pays

Guy Marchand, devenu son secrétaire, assiste à la fin de son parcours en France. Garry souhaite manifestement rentrer dans son pays. Avant de rejoindre les Etats-Unis, on le voit à Strasbourg tenter son dernier "coup" médiatique dans sa "Cabane du Bonheur" placée sur le pont de Kelh, entre France et Allemagne. Pour la première fois, devant une salle pleine, il se fait chahuter par les étudiants, mais obtient le silence dès qu'il intervient.

Les autorités locales lui interdisent de franchir la frontière. Cette fois-ci, Garry obéit. Il se retire à Champ-du-feu dans les Vosges pour y écrire ses mémoires. Il annonce à la presse vouloir rentrer aux Etats-Unis pour épouser Mademoiselle Andrey Peters dont il était tombé amoureux par correspondance.

On peut penser ce que l'on veut du personnage, mais reconnaissons que cet "Apôtre de la Paix" a laissé, de son court passage en France, à tout jamais, l'image adulée de "Premier Citoyen du Monde".

G.Pelletier

Les illustrations ont été fournies par Mme Marchand



3000 personnes le 15 novembre 1968 pour lancer la Première Election Transnationale de l'Histoire de l'Humanité à un Congrès des Peuples de la Mutualité.
1er rang : J. de Castro, J. Hromadka, A. Kastler, Mme Nehru, J. Rostand, I. Supek, J. Haslé, l'auteur.
2e rang : E. Georgiadès, J. Muhlethaler, L. Quesnel, P. Boulet, R. Brent, L. Moguy, G. Casalis, R. Cruse, T. Pontzen, J. Diedisheim, A. Gaymart-Rollet.
3e rang : L. Périllier, R. Wellhoff, A. Bossin, Th. Monod, L. Lecoin, R. Mouton, D. Parker, Clara-Candiani.

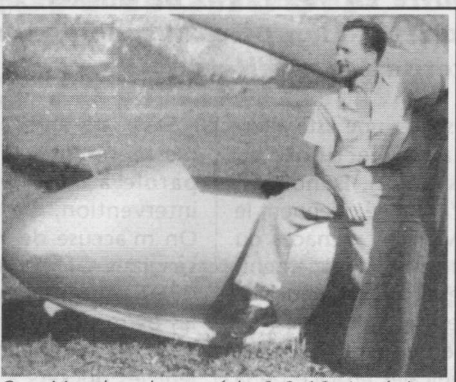
Citoyens du monde aujourd'hui

Rencontre avec Mme Marchand

Gavroche : C'est grâce au livre écrit en 1951- et édité en 1988- par votre mari : L'épopée Garry Davis, ainsi qu'aux documents que vous nous avez aimablement communiqués, que nous avons pu écrire cet article. Nous vous en remercions bien sincèrement. Pour ceux qui ne le savent pas, nous rappelons que l'association "Citoyens du Monde" existe toujours et que vous en êtes la principale animatrice.

Alors, une première question : Qu'est devenu Garry Davis ?

Mme Marchand : *Garry Davis est toujours de ce monde. Il réside actuellement aux Etats-Unis où il continue de militer pour le mondialisme au sein du World Service Authority.*



Guy Marchand est né le 3.3.19. Ingénieur, deviendra mondialiste fin 1943 après un passage dans les prisons de la Gestapo et un séjour insolite en Allemagne. Il quittera définitivement son milieu bordelais pour étudier les problèmes de la paix et de justice. Fait un Tour du Monde avant de rencontrer le 16.9.48 Garry Davis dont il sera quelque temps le secrétaire. En 1949, crée avec Renée Cosson, qui deviendra sa femme en 1952, l'Agence Mondialiste de Presse, feuille hebdomadaire en 4 langues. Entre-temps il battra le Record du Monde de durée en planeur (40h51') et, par ses conférences en Allemagne oblige les 3 Grands à libérer l'aviation dans ce pays. Pendant plus de 20 ans, Renée et Guy Marchand animeront des mouvements, des publications et aideront à l'organisation de Congrès comme ceux du Japon (1963) et de San Francisco (1965). Ils parcourent le monde avec leurs enfants Brigitte et Didier. Ils participent activement au deuxième souffle du mondialisme.

G. : De 1949 à 1999, quel a été le chemin parcouru par les "Citoyens du Monde" ?

Mme Marchand : *Nous avons assisté à une baisse de popularité à partir de la guerre de Corée, en 1950, lorsque la population pensait que la guerre était devenue inévitable. La guerre d'Algérie a constitué une deuxième entrave à notre développement. L'association a toutefois poursuivi son œuvre. J'ai moi-même milité au sein des Fédéralistes mondiaux et en 1963, avec mon mari, nous avons relancé le Registre français. En 1966, lors de l'Appel signé par treize personnalités de l'Est et de l'Ouest, nous avons tenu un congrès des Peuples. La continuité a été permise dans cette optique. Depuis, dix Elections trans-nationales ont eu lieu dans le monde entier. Nous continuons toujours d'inscrire de nouveaux "Citoyens du Monde"...*

G. : A combien peut-on estimer le nombre de "Citoyens du Monde" en France ?

Mme Marchand : *Il est difficile de vous répondre avec précision, car nous remettons une carte à ceux qui se déclarent Citoyens du Monde sans avoir forcément de nouveaux contacts avec ces personnes. Ce qui est certain, c'est que plus de 100 000 personnes se sont inscrites à ce jour et plus de 7 000 sont inscrits pour recevoir notre bulletin trimestriel.*

L'extrême modestie de Madame Marchand ne laisse aucun doute sur l'authenticité de ses déclarations. Le *Comité de soutien* de l'Association qu'elle défend avec un dévouement désintéressé depuis un demi-siècle est à nos yeux la meilleure preuve du sérieux de l'entreprise. Nous y relevons par exemple quelques noms de personnalités (dont certaines sont aujourd'hui disparues) : E. d'Astier de la Vigerie, Guy Aurenche, Hervé Bazin, Pierre Bergé, François Billetdoux, Georges Blond, Edouard Bonnefous, Robert Buron, Clara Candiani, Bernard Clavel, Jean-Roger Caussimon, Yves Coppens, Mylène Demongeot, André Diligent, Jacques Duboin, René Dumont, Jean Fourastié, Jean Grandmougin, William Grossin, Albert Jacquard, Mireille R. Jospin, Henri Laborit, Théodore Monod, Georges Moustaki, Frédéric Pottecher, Hubert Reeves, Eugène Riguidel, Jules Romain, Mme Romain-Rolland, Pierre Schaffer, Jacqueline Thome-Patenotre, Paul-Emile Victor ; Dr Marie-Andrée Weill-Hallé...

Pour ceux de nos lecteurs qui voudraient en savoir plus, ou pourquoi pas se déclarer "Citoyen du Monde" et recevoir la carte, ainsi que le bulletin, nous leur demandons de s'adresser à : Citoyens du Monde, Centre français, 15 rue Victor-Duruy, 75015 Paris.

Le 3 mars 1966,

13 CITOYENS DU MONDE

de réputation mondiale déclarent :

"En l'absence d'une loi supranationale, les Etats sont obligés de compter sur la force pour défendre leurs intérêts. Conséquence : la guerre, voulue ou accidentelle, devenant depuis la désintégration de l'atome et le développement des armes bactériologiques, l'absurde "solution finale", le génocide étendu à toute la race humaine.

En l'absence d'institutions mondiales capables d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux communs à tous, la personne humaine est bafouée. Tandis que d'immenses richesses sont gâchées, les deux tiers de l'humanité souffrent de la faim.

Les progrès de la science et de la technique rendent pourtant possible l'organisation d'une communauté mondiale où règneraient la paix et l'abondance, où les libertés fondamentales seraient garanties aux individus, aux peuples, aux nations.

Pourquoi n'en est-il pas ainsi ? Parce que les gouvernements, hypnotisés par leur devoir de faire primer les intérêts nationaux de leurs pays, loin d'accepter les transformations nécessaires, entravent même l'action des institutions internationales créées pour défendre la paix universelle et servir l'homme.

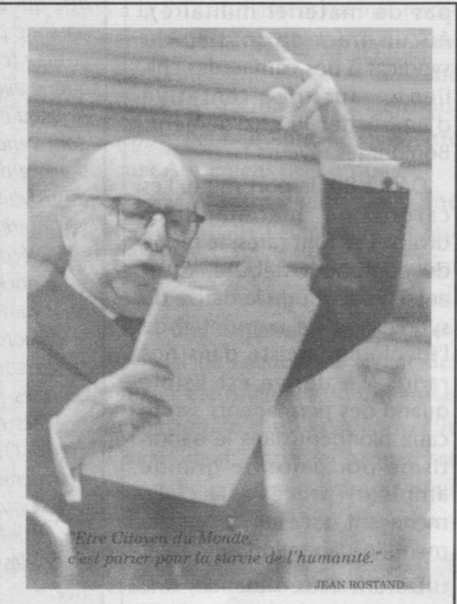
Le salut, alors, ne peut venir que du peuple du monde, des individus qui le forment, de chacun de nous.

Le premier acte, simple mais efficace, que nous invitons chacun de vous à accomplir, comme nous l'avons fait nous-même, c'est de vous ENREGISTRER COMME CITOYEN DU MONDE.

Le second pas que nous ferons ensemble, si vous êtes assez nombreux à répondre à notre appel, sera d'organiser, sur une base transnationale, l'élection de délégués chargés de défendre la cause de l'homme, d'exprimer les revendications du peuple du monde et, finalement, d'élaborer la loi du monde pacifique et civilisé." (*)

Lord BOYD ORR (Grande Bretagne) Premier directeur de la F.A.O. (1945-1948) Prix Nobel de la Paix 1949.
Josué de CASTRO (Brésil) Ex-Président du Conseil de la F.A.O. Président Fondateur du Centre International de Développement.
Danilo DOLCI (Italie) Pionnier du développement socio-économique de la Sicile.
SHINZO HAMAI (Japon) ancien Maire d'Hiroshima.
Pr. J-L. HROMADKA (Tchécoslovaquie) Professeur de théologie. Président de "Christian Peace Conference".
Pr. Alfred KASTLER (France) Prix Nobel de physique 1966. Membre de l'Institut (Académie des Sciences).
Mme Rajan NEHRU (Inde).
Pr. Linus PAULING (U.S.A.) Prix Nobel de Chimie 1954. Prix Nobel de la Paix 1962.
Abbé PIERRE (France) Fondateur des Communautés d'Emmaüs.
Jean ROSTAND (France) Biologiste et écrivain. Membre de l'Institut (Académie Française)
Lord Bertrand RUSSELL (Grande-Bretagne) Philosophe. Mathématicien. Prix Nobel de Littérature 1949.
Pr. Ivan SUPEK (Yougoslavie) Professeur de philosophie et de Sciences. Membre de l'Académie des Sciences et des Lettres. Président du mouvement Pugwash yougoslave.
Pr. Hans THIRRING (Autriche) Professeur de physique à l'université de Vienne. Membre de l'Académie des Sciences.

(*)Neuf élections au Congrès des Peuples ont déjà eu lieu en 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1984, 1987 et 1994.



"Etre Citoyen du Monde, c'est parier pour la survie de l'humanité."
JEAN ROSTAND

Histoire de Wilfrid

Je suis entré sur le port du Havre en 1971. Fils de docker, après 180 jours de travail, je suis devenu docker professionnel, carte G. Mon père, libertaire, m'avait 'expliqué' le port : "Il faut respecter les anciens, payer sa cotisation syndicale..."

De 70 à 80, j'ai connu les cargos (café, tabac, coton, *'frigo'* (produits congelés). Un travail très dur, mais vécu avec bonheur grâce à la solidarité qui régnait entre nous. En 1973, candidat de la Ligue Communiste aux législatives, j'ai pu entrevoir la nature de la direction syndicale. On m'a fait sentir instamment qu'il ne fallait pas sortir du troupeau.

Le secrétaire général du syndicat, qui proclamait son corporatisme, m'a dénoncé en assemblée générale. Cependant, protégé par le respect qu'il vouait à mon père, alors décédé, par ma mère qui était encore serveuse au foyer des dockers, il en est resté là.

En 1973 également, Pinochet prenait le pouvoir au Chili. Du matériel militaire devait être chargé au havre en direction de ce pays. Les dockers ne le chargèrent pas. Aussitôt, la fédération anarchiste, l'OCI, firent l'apologie du soutien des dockers à la lutte antifasciste. Il n'en était rien. Nous n'appliquions que les accords en vigueur depuis les années 50 (on ne charge pas de matériel militaire). Aucun tract de soutien du syndicat à nos camarades chiliens, aucune tentative d'empêcher le chargement. Bonjour les rêveurs !

Début 80, le port mute. Les cargos de marchandises diverses se font rares, le règne du conteneur débute. C'est aussi, le début de la dérive du syndicat et de la montée de l'idéologie fasciste dans nos rangs. La dérive est lisible quand des permanents syndicaux plongent dans le banditisme portuaire de grande ampleur (procès à la clef), menaçant par leur comportement l'organisation syndicale.

Devant cette situation, une vingtaine de dockers se réunit pour présenter une liste alternative aux élections du bureau syndical. Dénoncés, seuls 5 d'entre eux tiennent le coup devant les menaces ou les promesses d'avancement. Je décide, face à la démoralisation de mes camarades, de me présenter seul aux élections syndicales en face de la liste des 19 candidats du syndicat. Sur 2 000 votants, j'obtiens 998 voix, talonnant le dernier élu *'officiel'*. Stupeur au syndicat. Mes potes d'enfance, partagés entre moi et le syndicat, m'évitent. Coup de blues, déprime.

Deux ans après, par défi, je me représente. Je prends la parole à l'AG. Après mon intervention, c'est ma fête. On m'accuse de vouloir casser la CGT pour créer la CFDT. Au moment du vote, les permanents syndicaux, en ligne, devant les urnes, appellent les dockers à rayer mon nom. J'obtiens cependant 770 voix. Mais le match est perdu. Fin 80 commencent les années FN. Tracts racistes non signés distribués sur les quais. Massivement on rigole des infamies sur les juifs ou les arabes.

Le secrétaire général fait appel à des militants plus jeunes. Très vite, ils le virent dans des conditions restées obscures. Début 90, tout bascule. Le gouvernement socialiste attaque notre statut, les idées FN continuent à progresser sur le port. La grève contre la nouvelle loi (Juin 92) sur les dockers est très dure, très longue (grève chaque semaine pendant 2 ans). Des militants FN, organisés, mettent la pression et récupèrent tout le mécontentement contre les socialistes. Après des débordements très graves (incendie de locaux informatiques d'une entreprise de manutention portuaire, menaces physiques sur des patrons à leur domicile...) la direction syndicale appelle à la reprise. On quitte le front uni de tous les ports et on négocie, discrètement, pour le seul cas du Havre.

Le bilan est lourd. Sur environ 2 000 dockers, 800 dockers partent en préretraite, dans des conditions inégales. Certains sont plus *'égaux'* que d'autres. Devinez lesquels ? 300 autres, plus jeunes, partent avec une prime. C'est mon cas. Certains sont même partis avec des arguments *'persuasifs'* des dirigeants syndicaux. Aujourd'hui, des dizaines d'entre eux sont au RMI car le suivi social n'a pas été à la hauteur. J'en ai vu d'autres faire la manche.

Une véritable direction syndicale, de lutte de classe, se serait battue contre la mensualisation et contre la montée de l'idéologie fasciste. Aujourd'hui, le constat est clair. Cette idéologie triomphe à la base et la direction est corrompue.

Je compte bien faire, avec d'autres, le bilan de cette dérive, en mémoire de nos pères qui se sont battus pour notre statut.

W. Pasquet
Décembre 98

QUELQUES PRÉCISIONS SUR LA PROFESSION DE DOCKER EN FRANCE ET SUR SON ORGANISATION

Le statut instauré en 1941 et confirmé en 1947 crée une catégorie particulière : les dockers professionnels dont les effectifs sont limités par un organisme local tripartite (le Bureau Central de la Main d'œuvre – BCMO) en fonction de l'activité moyenne du port. Le docker professionnel dispose d'une carte : la carte G avec un numéro de matricule.

Le G signifie 'garantie' parce que le docker professionnel touche une indemnité de chômage dite indemnité de garantie chaque jour où il ne travaille pas (dans la limite de 150 jours par an). En contrepartie, il n'a pas le droit d'exercer un autre métier.

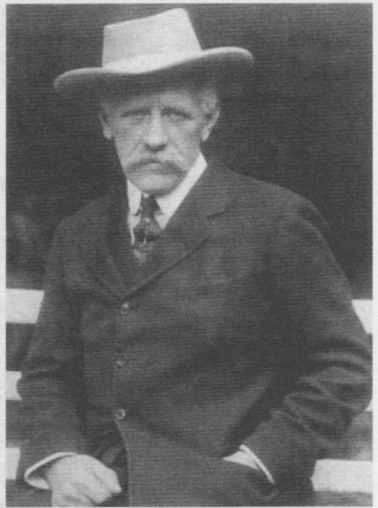
Pour devenir docker professionnel, il faut avoir été docker occasionnel c'est-à-dire avoir travaillé comme docker les jours où l'effectif des dockers professionnels est insuffisant pour faire face à la demande, mais sans carte et sans indemnité. En pratique, la plupart des occasionnels sont des fils ou parents de dockers professionnels qui attendent que le BCMO distribue de nouvelles cartes. Ce passage plus ou moins prolongé par la précarité va engendrer une grande fermeté individuelle et collective dans la défense de la carte quand elle est obtenue.

Jusqu'en 1992 le docker professionnel est un travailleur indépendant vendant son travail à la journée à une entreprise de manutention. Le docker peut donc changer d'entreprise tous les jours, il est un travailleur intermittent et le syndicat, qui défend au jour le jour ses intérêts professionnels, représente un élément de stabilité dans sa vie économique.

Le docker professionnel peut se voir retirer sa carte par la BCMO pour faute professionnelle. De tels retraits sont extrêmement rares, la corporation faisant bloc contre tout retrait. Cette situation facilite les coups d'éclat politiques comme les refus de chargements d'armes puisque les entreprises sont obligées de faire travailler les dockers et eux seuls même si elles ne les portent pas dans leur cœur. On imagine ce qui arriverait à un ouvrier d'une usine d'armement s'il refusait de produire pour tel ou tel client !

La nouvelle loi (de 1992) organise la mensualisation des dockers professionnels dans les entreprises de manutention. Ils deviennent donc des salariés liés par un contrat de travail à durée indéterminée.

L'attribution du "passeport Nansen" au réfugiés arméniens



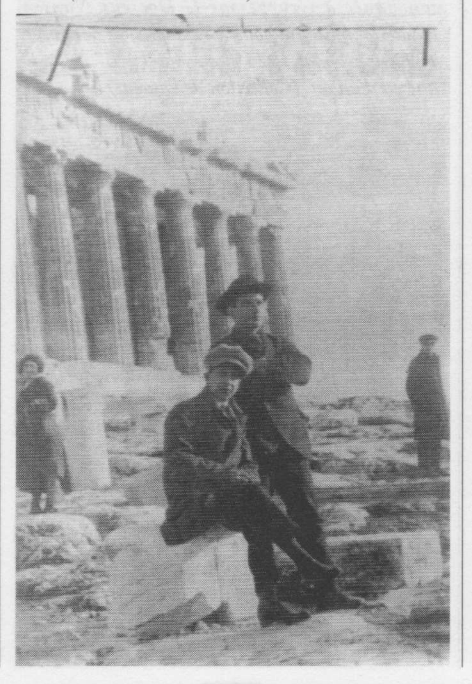
L'explorateur norvégien Fridtjof Nansen (1861-1930). Ardent partisan de la Société des Nations, il est à l'origine du célèbre "passeport Nansen" destiné aux réfugiés russes, puis arméniens. Dans un ouvrage publié en 1928 et intitulé "L'Arménie et le Proche-Orient", Nansen écrira notamment : "Il m'est difficile de croire qu'on puisse être mis au courant du sort de ce peuple remarquable sans être ému par son destin tragique…" (D.R.)

Lorsque la Société des Nations pria le Docteur Fridtjof Nansen d'assumer les fonctions de haut-commissaire pour les réfugiés russes en 1921, il apparut clairement qu'une de ses tâches primordiales serait de doter ces "apatrides" de papiers d'identité reconnus. Pourtant, on constata rapidement que ces difficultés affectaient d'autres catégories que les seuls Russes. En effet, bien des rescapés arméniens ne disposaient plus également, à cette date, des papiers requis (1). Qu'ils aient vécu sous le régime ottoman, dans l'empire du Tsar ou dans l'éphémère République d'Arménie (1918-1920), ils étaient devenus, aux yeux des Occidentaux, de véritables "apatrides", aux origines géographiques mal connues du grand public. Sur le plan législatif, après le mois d'avril 1923, le gouvernement turc se refusa d'ailleurs à traiter comme des ressortissants les Arméniens qui s'étaient réfugiés en Europe à la suite des terribles massacres de 1915…

Dès 1921, l'élaboration d'un statut juridique pour les réfugiés russes donna lieu à des discussions interminables. Alors que les juristes russes exilés plaidaient pour l'adoption d'une pièce d'identité, Fridtjof Nansen se montra pour sa part, favorable à l'établissement d'un passeport. C'est vers la fin de l'année que, sur la demande du haut-commissariat, un projet fut établit par la Section juridique du Secrétariat de la S.D.N. Ce projet prévoyait des papiers d'identité spéciaux dénommés "certificats de réfugiés", délivrés par le gouvernement central de chaque pays. Il fut ensuite présentés aux juristes russes, qui acquiescèrent.

Puis, en juin 1922, on parvint enfin à cerner la situation juridique des réfugiés de l'Est : un Russe ayant quitté son pays durant la Révolution ou la Guerre Civile était "une personne d'origine russe n'ayant acquis aucune autre nationalité (2)". Bien des émigrés se déclaraient alors satisfaits car ils ne pouvaient plus, juridiquement, être assimilés à des citoyens soviétiques… La conférence intergouvernementale de Genève, qui se tenait en juin 1922 sous les auspices de la S.D.N., conduit à un premier arrêté relatif à la délivrance, par l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvaient, de certificats d'identité à ces "personnes d'origine russe n'ayant acquis aucune autre nationalité" Ce certificat, mondialement connu sous le nom de "passeport Nansen", sera présenté officiellement par le haut-commissariat en juillet 1922. Il fut rédigé en français et dans la langue du pays émetteur.

Réfugiés arméniens en Grèce (1922). Principal foyer d'accueil, la Grèce acceptera, sans discrimination, quatre-vingt-dix mille réfugiés arméniens. Cependant, en juin 1924, le gouvernement hellène s'inquiètera de cet afflux et priera la SDN de faciliter les départs hors de ce "lieu de transit" provisoire. (collection de l'auteur)



Le rôle du Bureau international du Travail

Bien entendu, un tel statut ne manqua pas de susciter l'intérêt de tous les réfugiés et, en septembre 1923, Gabriel Noradounguian (3), le nouveau président de la Délégation Nationale Arménienne, réclama à la S.D.N. l'extension aux rescapés arméniens des aménagements auparavant accordés aux seuls Russes. Un Arrêté du 31 mai 1924 ratifia cette extension. Le "passeport Nansen" put dès lors, être attribué aux Arméniens de Turquie.

L'année 1924 resta décidément une année charnière dans l'évolution du statut de ces réfugiés. Dès le 7 juin, Fridtjof Nansen avait en effet soumis au Conseil de la S.D.N. une demande visant à transférer l'essentiel de l'action en faveur des réfugiés russes et arméniens à l'Organisation internationale du Travail (4) et le Conseil avait, le 12 juin, approuvé ses propositions. Pour Nansen, comme pour nombre de ses contemporains, les principaux problèmes liés à ces vagues migratoires étaient en passe d'être résolus. Seuls demeuraient les questions de l'em-

"Passeport Nansen" d'origine grecque, attribué à une famille arménienne résidant à Athènes (janvier 1925). Le texte précise que le certificat "cessera d'être valable si le porteur pénètre sur le territoire turc". Un autre volet, rédigé en français, complète le document. (collection de l'auteur).

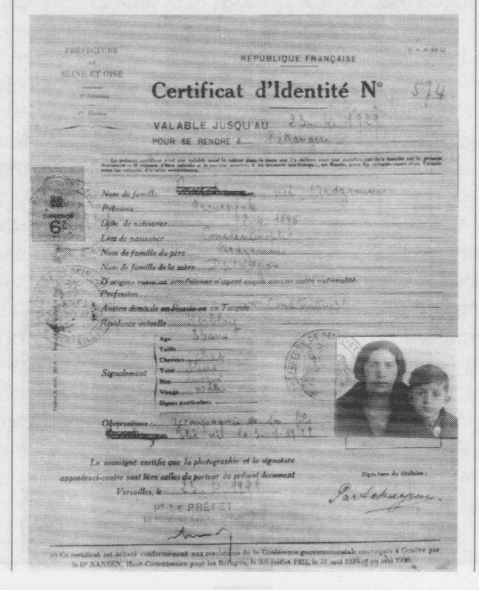
ploi et de la réinsertion dans les pays d'accueil, ultimes problèmes méritant d'être traités par un organisme permanent. Ainsi le haut-commissariat continua-t-il à prendre en charge les questions purement politiques ou juridiques, alors que l'O.I.T. se consacra *"à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs émigrés, à la recherche d'emplois et de possibilités d'implantation à l'étranger* (5)".

C'est donc le Bureau international du Travail qui accueillit, en mars 1925, la réunion du comité consultatif du haut-commissariat pour les réfugiés. Les organisations des rescapés arméniens y étaient représentées par Léon Pachalian, secrétaire général du Comité central des réfugiés arméniens à Paris, et Alexandre Khatissian, président de la délégation de la République d'Arménie (6). Lors de cette réunion, il apparut que le système des cartes Nansen était reconnu par 23 gouvernements dans le cas des rescapés arméniens (et par 38 Etats dans le cas des réfugiés russes). Le comité nota également avec dépit que certains gouvernements prélevaient des droits élevés de chancellerie pour le visa de ce passeport (ce qui n'était pas conforme à la démarche du haut-commissariat), alors que la France et la Grande-Bretagne ne percevaient que des droits minimum…

Une certaine liberté de circulation

Enfin, le document adopté en 1922 resta l'objet de nombreuses critiques de la part de ses détenteurs. En effet, ce "passeport Nansen" ne donna alors ni le droit de se déplacer librement, ni aide et protection du pays de résidence, ni même la possibilité de bénéficier des réglementations adoptées pour les étrangers détenteurs de leurs passeports nationaux. Cependant, *"une certaine liberté de circulation fut acquise par les réfugiés au terme d'une nouvelle conférence intergouvernementale, par l'Arrangement du 12 mai 1926, avec l'approbation du principe d'apposition sur le certificat du visa de retour pour les réfugiés quittant le pays qui l'avait délivré* (7)". De plus, un timbre de couleur brune (pour les Arméniens) comportant l'effigie de Nansen fut désormais appliqué sur chaque certificat établi. Cette taxe de 5 francs-or était destinée à alimenter un fond de roulement institué par la S.D.N. afin de couvrir les dépenses afférentes à l'assistance aux populations proscrites. Puis, en 1928, le "passeport Nansen" fut étendu aux réfugiés assyriens, assyro-chaldéens et assimilés, venus d'Asie Mineure et de Transcaucasie.

"Passeport Nansen" d'une femme arménienne, attribué par la Préfecture de Seine-et-Oise (avril 1928). "Ce certificat est délivré conformément aux résolutions de la Conférence gouvernementale convoquée à Genève par le Docteur Nansen, Haut-Commissaire pour les Réfugiés, le 3-4 juillet 1922, le 31 mai 1924 et en mai 1926". Sa validité est d'un an. (Collection de l'auteur)


PRÉFECTURE DE SEINE-ET-OISE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Certificat d'Identité N° 574
VALABLE JUSQU'AU
POUR SE RENDRE A
Nom de famille
Prénoms
Date de naissance
Lieu de naissance
Nom de famille du père
Nom de famille de la mère
Profession
Résidence actuelle
Taille
Cheveux
Sourcils
Signalement
Front
Yeux
Nez
Bouche
Visage
Teint
Observations
Versailles, le
LE PRÉFET

Il faudra attendre la Convention de Genève, rédigée par une assemblée de plénipotentiaires réunis en juillet 1951 (en exécution d'une résolution de l'assemblée générale des Nations Unies) et ratifiées par la France en mars 1954, pour voir les documents élaborés par Fridtjof Nansen tomber en désuétude au profit du "titre de voyage" pour réfugiés et apatrides. Le "passeport Nansen", cher au cœur de générations de rescapés arméniens, restera cependant valable pour les émigrés qui le détiennent… Débarquant à Marseille en 1924, Henri Verneuil (Achod Malakian) lui rendra d'ailleurs cet hommage empreint d'ironie : *"On nous conduisit dans un bureau tout gris pour les formalités de police. Un homme à la mine sévère examina longuement nos passeports Nansen (du nom de ce Norvégien qui, après avoir traversé le Groenland et l'Océan Arctique glacial, s'était dévoué aux problèmes des réfugiés)… Il avait dans sa main un très gros tampon qu'il tenait en suspens sur nos passeports, tandis qu'il vérifiait notre ressemblance avec les photographies d'identité. De ce tampon qui allait frapper, dépendait "notre pouvoir de rester". Et le tampon frappa (…). Cette fois l'inscription apparut sur le passeport : un mot encadré d'un rectangle. Ce mot, je n'ai pu le lire que plus tard. Apatride* (8)".

Cyril Le Tallec

(1) Il y a, à cette période, *"700 000 réfugiés arméniens dispersés de l'Europe balkanique à la Perse, du Caucase à l'Egypte"* (Anahide Ter Minassian, "La République d'Arménie", Editions Complexe, 1989, p. 257.

(2) *"Pour les Russes, c'est le 20 décembre 1921 qu'entre en vigueur le décret sur la déchéance du droit de cité de certaines catégories de personnes résidant à l'étranger"* (Dzovinar Kévonian, "Aux origines de la diplomatie humanitaire : la Société des Nations et les réfugiés", Relations Internationales n° 74, été 1993).

(3) Gabriel Noradounguian, ex-ministre des Affaires étrangères de l'Empire ottoman, a remplacé Boghos Nubar Pacha, malade, à la tête de la Délégation Nationale Arménienne.

(4) La question des réfugiés grecs, concentrés sur le territoire grec, est laissée à l'Office autonome constitué dans ce but.

(5) Michael R. Marrus, "Les Exclus", Calmann-Lévy, 1986, p. 113.

(6) Alexandre Khatissian fut Ministre-Président de la République d'Arménie, chargé des Affaires Etrangères (1919-1920).

(7) Dzoviar Kévonian, op. cit.

(8) Henri Verneuil, "Mayrig", Robert Laffont, 1985, p. 17.

Le casque à pointe et la pendule :

deux stéréotypes prussiens dans la caricature française de la guerre de 1870

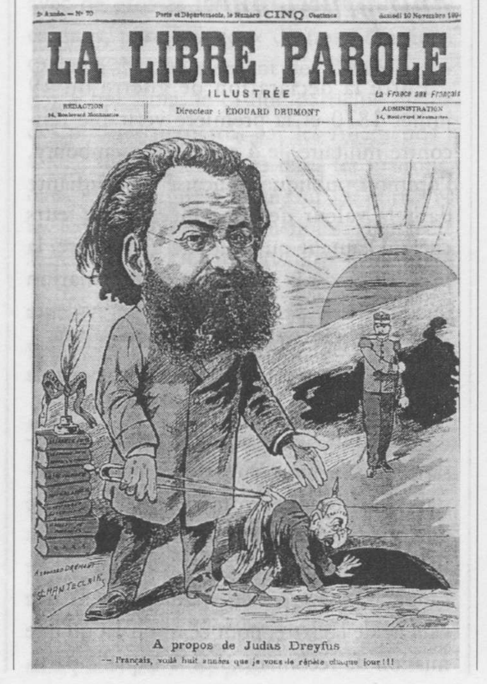
Dans l'avalanche d'images satiriques produite à la charnière des années 1870 et 1871, de la déclaration de guerre par la France à l'Allemagne jusqu'au Siège de Paris et à la Commune, les charges visant les Prussiens ou « le Prussien » occupent une place importante. Elles apparaissent logiquement dès le 19 juillet 1870, date à laquelle la France ouvre officiellement les hostilités. Leur apogée est incontestablement au mois d'août, alors que l'opinion publique apprend les défaites successives de l'armée française. Pour autant qu'on puisse dater ces charges plus par leur contextualité que par leur support souvent muet – ce sont principalement des feuilles volantes sans périodicité régulière –, une relative accalmie se manifeste sous le coup du choc produit par la capitulation de Napoléon III à Sedan, le 2 septembre. Puis on observe un regain du thème anti-Prussien, au moment de la signature du traité de paix de Francfort, le 10 mai 1871, dont les conditions imposées par Bismarck sont considérées comme exagérées et humiliantes par les Français. Dès les derniers jours de mai, l'iconographie satirique est mobilisée par l'écrasement de la Commune et par la répression versaillaise. Quelques charges ponctuelles liant la défaite et la Commune – du côté versaillais – et dénonçant l'irruption dans la capitale des troupes versaillaises constituées avec les soldats de l'Empire jusqu'alors prisonniers de Guillaume et restitués à Thiers pour l'occasion – dans les charges favorables aux communards – sont encore produites à la fin du mois de mai et au début de juin.



[Anonyme], Graine de poilu, carte postale patriotique, vers 1914-1918.

Jusqu'à la libération du régime de la presse en 1881, les caricatures françaises germanophobes disparaissent des journaux satiriques. Ainsi, en 1873, quand André Gill représente l'empereur Guillaume maculant la carte de l'Europe de « Bleu de Prusse », l'image est censurée de son titre et de sa légende (1). Ce cas de censure, s'il est le plus célèbre, n'est pas rare dans la presse illustrée de l'après-guerre de 1870. En dépit de ces précautions juridiques motivées par une volonté de ne pas aggraver des relations diplomatiques franco-allemandes déjà tendues, les stéréotypes du Prussien vont se maintenir tant dans les imaginaires que dans les caricatures qui reparaîtront dès les années 1890, notamment à la faveur de l'affaire Dreyfus. Les charges antisémites faisant,

Chanteclair, "A propos de Judas Dreyfus", in La Libre Parole illustrée, 10 novembre 1894.



vers 1898-1900, du capitaine Dreyfus un traître acquis à l'Allemagne sont limpides de ce point de vue. De même que les images produites pendant la Grande Guerre, qu'elles relèvent d'une opération de propagande ou qu'elles appartiennent à une véritable « culture de guerre ».

Dans de nombreuses caricatures antidreyfusardes et/ou antisémites, Dreyfus et ses défenseurs – qu'ils soient civils comme Ranc, Scheurer-Kestner, Zola, Clemenceau ou militaires à l'instar du colonel Picquart –, sont régulièrement coiffés du casque à pointe prussien. Une image satirique à la gloire d'Édouard Drumont, publiée en première page de son journal *La Libre Parole illustrée* (2) par le dessinateur Chanteclair, est très éloquente. Elle montre le champion de l'antisémitisme au pied

(1) Elle paraîtra sans titre dans *L'Eclipse*, 19 octobre 1873.

(2) Cf. Chanteclair, « À propos de Judas Dreyfus – Français, voilà huit années que je vous le répète chaque jour !!! », in *La Libre Parole illustrée*, 10 novembre 1894.

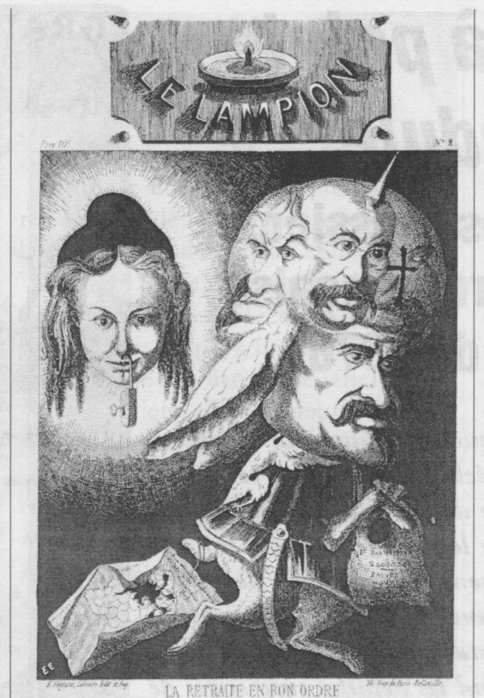
d'un égout où il s'apprête à jeter un Dreyfus lilliputisé qu'il tient au bout d'une paire de pinces. Outre les stéréotypes graphiques antisémites habituels – nez crochu, grandes oreilles et yeux globuleux –, le caricaturiste n'a pas oublié de doter Dreyfus d'un casque à pointe. Quelques années plus tard, toujours dans le cadre de l'Affaire, mais à son moment le plus vif, le dessinateur Caran d'Ache représente Zola quittant la France pour échapper aux poursuites judiciaires provoquées par « J'accuse ». Alors qu'on ignore encore qu'il a gagné l'Angleterre, toutes les spéculations sont permises. Celle que soutient Caran d'Ache dans « Les Fourgons de l'Etranger » (3) montre Zola à l'arrière d'un charriot de l'armée prussienne en partance pour l'Allemagne. Un soldat prussien coiffé d'un casque à pointe somnole derrière lui, tandis que dans ses bagages, l'écrivain a emporté des pendules. Cette image fixe en fait les deux stéréotypes du Prussien tels qu'ils apparaissent en 1870 dans la caricature : le casque à pointe et la pendule.

Entre 1914 et 1918, ces deux accessoires (ou attributs) perdurent dans l'imagerie et dans les imaginaires. Les caricatures, les jouets pour enfants, les affiches et les cartes postales satiriques maintiennent leur présence. Les pendules continuent d'encombrer l'espace allemand. Jusque dans les campements des régiments pilonnés par l'armée française, les dessinateurs préservent ces pendules devenues incongrues et dérisoires. Il en est de même pour le casque à pointe renversé et fiché dans le sol, qui sert de crachoir ou d'urinoir aux enfants coiffés d'un képi et armés d'une baïonnette, qui sont autant de rassurantes « graines de poilus ». Ces deux attributs devenus identitaires appartiennent à la culture française de l'Allemagne. Ils sont des raccourcis iconographiques que l'on retrouve jusque dans les dessins d'enfants (4), montrant à quel point les mentalités sont pétries de stéréotypes.

Or cette longue postérité de la pendule et du casque à pointe est directement issue de la caricature produite pendant la guerre de 1870. Aussi court fut-il, ce conflit a provoqué une imagerie satirique anti-prussienne dont les ressorts agissent encore plus de quarante ans après, sans souci manifeste de réactualisation ou d'adaptation. Cette vivacité des signes iconiques de la caricature peut passer pour un manque d'originalité.

(3) In *Psst... !*, n° 26, 30 juillet 1898.

(4) Voir ceux que reproduit Stéphane Audoin-Rouzeau, in *La Guerre des enfants, 1914-1918, essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1993. Ce livre est aussi une captivante étude de la mobilisation totale des enfants et de leur instrumentalisation durant le conflit.



Emile Evrard, "La Retraite en Bon Ordre", in Le Lampion, n°2, 1871.

Elle contre aussi l'idée reçue de sa rapide obsolescence, si souvent mise en avant. Toutefois, pointer du doigt et reconnaître l'efficacité des symboles ne suffit pas. Il convient aussi d'en faire l'archéologie, au sens où Michel Foucault l'entend. En l'occurrence, l'objet est double et partagé entre le rationnel – le casque à pointe réel et observable – et l'irrationnel – la pendule, l'horloge ou la montre fantasmées.

Premières images anti-prussiennes

Entre la déclaration de guerre du 19 juillet 1870 et la première véritable rencontre militaire, le 4 août à Wissembourg, l'opinion publique française est confiante dans la valeur de ses armées et de leurs chefs. D'autant qu'assujettie à l'Empire, la presse fait de la rétention d'information quand elle ne participe pas à une évidente entreprise de propagande et de désinformation, comme c'est le cas flagrant pour ce qu'elle appelle la « Bataille de Sarrebrück ».

Le 2 août, les troupes du général Frossard, ancien gouverneur du Prince impérial, franchissent la frontière et avancent de quelques kilomètres en territoire ennemi. Elles tirent quelques coups de feu et de canon. Des patrouilles circulent sur la rive gauche de la Sarre, pour ce qui n'est qu'une mission de reconnaissance, à laquelle participe le Prince impérial, âgé de quatorze ans. Puis, elles rebroussent chemin pour se retirer à l'arrière, sans penser à détruire ni les ponts de la Sarre, ni les lignes télégraphiques, pas plus que les voies ferrées. Le lendemain, la nouvelle est connue à Paris. Mais un communiqué officiel transforme cette modeste mission de reconnaissance et ces énormes erreurs stratégiques en une victoire héroïque, au cours de laquelle le Prince a reçu la révélation de la guerre et le baptême du feu. Une simple escarmouche est donc transformée en une bataille, par une hypertrophie de l'événement, qui inaugure véritablement la guerre dans l'opinion publique française. Il s'agit aussi de donner l'illusion d'une guerre-éclair et de pérenniser l'Empire par la descendance directe de Napoléon III, comme le confirme le texte de la dépêche adressée par l'empereur à Eugénie : « Louis vient de recevoir le baptême du feu : il a été admirable de sang-froid, il n'a nullement été impressionné par les décharges formidables de mitrailleuses, ni par la grêle horrible poussant l'ennemi à se retrancher. Nous étions en première ligne et les balles et les boulets tombaient à nos pieds. Louis a ramassé une balle qui est tombée tout auprès de lui. Il y a eu des soldats qui pleuraient en le voyant si calme. »

Il y a, dans le ton de ce communiqué qui s'inspire d'une lettre intime et familiale, une volonté manifeste d'héroïsation fondée sur la construction d'un récit *délirant* qui a valeur de chronique et de geste, et qui cherche à rassurer l'opinion publique. Mais le bruit se répand rapidement que cet événement n'est qu'un fantasme. Et, alors que les défaites des troupes françaises se succèdent ; alors que les bataillons sont en pleine débâcle devant l'invasion du territoire par les Prussiens, on s'amuse amèrement de cette anecdote. Dans son recueil de souvenirs intitulé *Le Siège de Paris, impressions et souvenirs*, publié en 1871, Francisque Sarcey racontera : « On s'amusa bien du rôle que la dépêche télégraphique, demeurée célèbre, faisait jouer à l'héritier présomptif du trône ; l'empereur contait à sa femme que le petit Louis avait ramassé une balle tombée à ses pieds et que le régiment en avait pleuré de tendresse. Le petit Louis ne fut dès lors appelé par le peuple de Paris que *l'enfant de la balle*. »

Il ne faut pourtant pas s'y méprendre : le climat de dérision de l'opposition républicaine qui sévit alors, en satirisant l'héroïsme de la famille impériale – par le biais d'une hypertrophie qui redouble et mime celle de la propagande –, n'altère pas (encore) le crédit dont jouissent les troupes françaises

dans l'opinion publique. Les caricaturistes font des Allemands de piètres soldats aux compétences militaires dérisoires. Les balles ennemies ne sont que d'inoffensifs « haricots soufflés ». Dans le même registre, les premières charges françaises anti-prussiennes sont très gouailleuses et franco-gauloises. Elles malmènent gentiment les Prussiens qui vont en découdre avec les Français. Une remarque de Charles Hugo est tout à fait symptomatique de cet état d'esprit : « On ne peut rien se figurer de plus étrange, de plus terrible et de plus ridicule à la fois qu'un régiment [de Prussiens] coiffé de paratonnerres. On se croirait à un carnaval guerrier. » (5) Une charge d'Alfred Le Petit (6) fait écho à ce détournement du casque à pointe, en montrant Guillaume de Prusse et le Prince Von Hohenzollern émergeant d'un ciel d'orage et d'éclair, retenus sur les pointes élancées des casques de deux de leurs soldats. En légende, le dessinateur restitue un dialogue :

Le roi de Prusse. – L'orage vient de ce côté, si nous nous en allions ?

Hohenzollern. – Nous sommes bien *haut placés* pour descendre, et le proverbe dit : Plus on est haut, plus la chute est grande.

Par le rapport texte-image, le « côté » dont il est question – celui du spectateur de la charge – est évidemment la France, d'autant plus invulnérable que l'ennemi est ridiculisé par la pointe faussement agressive, et finalement plutôt prophylactique, du casque qui arrête la foudre.

Le casque à pointe prussien est, dans la même veine dérisoire qu'infléchit ici le sens de la gauloiserie, l'objet de jeux de mots, comme dans une image antibonapartiste de Klenck, où Guillaume propose « un coup de chahut » à Eugénie, qui lui répond : « – Va donc vieux démoli ! c'est pas le tout d'avoir un casque, y faut casquer, v'là trois jours que j'rigole avec toi et t'as pas seulement payé un fiac… » (7)

Les premières victoires prussiennes et l'entrée des troupes allemandes sur le territoire français provoquent, début août, la stupeur générale. Dès lors, les caricatures changent de ton et entrent dans une phase agressive tant à l'égard de l'ennemi qu'à l'encontre de Napoléon III tenu pour unique responsable. Les dessinateurs multiplient alors une imagerie virulente où les stéréotypes du Prussien se fixent, se radicalisent et s'amplifient.

(5) In *Le Rappel*, 28 juillet 1870.

(6) In *La Charge*, 30 juillet 1870.

(7) In *Actualités Grognet*, n° 14, 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

Un climat de guerre et de défaite

Ouriel Reshef a analysé les incidences de la guerre sur les mentalités individuelles et collectives ; sur ce qu'elles ont individuellement produit en même temps que sur ce qui les a collectivement influencées. Ces « ravages de la guerre sur l'esprit humain » (8) équivalent à un état de psychose collective qui « provoque un phénomène d'énorme contagion mentale », que Gaston Bouthoul a décrit (9). Au cœur même de cet état psychique, l'imaginaire de la guerre se développe, forge ses stéréotypes et constitue les termes d'une mémoire à naître. Dans ce cadre anti-prussien, les images de casques à pointe et de pendules sont innombrables (10), dont la récurrence, l'économie et la teneur prolongées par l'imagination ont nourri une véritable rhétorique du Prussien. On en trouve des échos dans l'abondante littérature de l'après-guerre de 1870, entre autres chez Daudet ou Zola. Dès 1871, dans ses fameux *Contes du Lundi* (11), Alphonse Daudet raconte l'équipée du menuisier Bélisaire, de Montmartre jusqu'à Villeneuve-la-Garenne : « Moi, je n'y allais pas d'aussi bon cœur ; il y avait trop de casques pointus sur les routes. » (12) Par cet unique raccourci, Daudet évoque l'ampleur de l'occupation du territoire par les Prussiens sans même avoir à les nommer. Vingt ans plus tard, dans *La Débâcle*, Zola recourt à une identique économie, dans le récit de l'avancée des troupes allemandes que fait Silvine : « C'étaient, en bas, dans la rue, des hommes noirs, petits, l'air sale, avec de grosses têtes vilaines, coiffées de casques, pareils à ceux de nos pompiers. On m'a dit que c'étaient des Bavarois… » (13). Chez Zola, le casque participe même des pillages perpétrés par les Allemands : « […] tous se sont jetés dans les maisons, dans les boutiques, enfonçant les portes et les fenêtres, cassant les meubles, cherchant à manger et à boire, avalant n'importe quoi, ce qui leur tombait sous la main… Chez M. Simonnot, l'épicier, j'en ai aperçu un qui puisait *avec son casque*, au fond d'un tonneau de mélasse. » (14)

Au chapitre des « atrocités allemandes », les vols, pillages et rapines opérés par les troupes d'occupation sont également dénoncés par les caricaturistes français indignés. Dans sa volumineuse histoire de la guerre de 70, François Roth écrit : « [Les Allemands] ont un grave défaut, ils volent et principalement des pendules ! Je n'ai pas bien saisi l'origine d'une légende aussi répandue qu'invérifiable. On rapporte que Bismarck en aurait emporté une à titre de souvenir lors de son départ de Versailles. » (15). Ce goût des Prussiens pour les pendules est l'un de ces mythes produits par la guerre et soutenus par la caricature. Les dessinateurs multiplient cette imagerie du Prussien voleur d'horloges, de pendules et de montres, avant même que Bismarck ne quitte Versailles à la mi mars 1871. Il importe peu d'en chercher les origines, mais plutôt d'en souligner la vivacité, dont témoigne encore la littérature. Daudet fera même d'une pendule le « personnage » principal d'une nouvelle comique de ses *Contes du Lundi* (16).

Le casque à pointe et la pendule sont donc, dès le mois d'août 1870, les attributs du Prussien dans la vision française de l'ennemi, au moment où s'instaure un climat d'espionnite aiguë – que confirme le personnage trouble de Goliath dans *La Débâcle* de Zola – et alors que se manifestent des phénomènes citadins et ruraux de « Grande Peur » qu'Alain Corbin a étudiés pour le crime de Hautefaye. Le 16 août, dans cette minuscule bourgade de Dordogne, un jeune noble est « rôti » par la population convaincue d'avoir réglé son compte à un « Prussien ». En pleine levée massives d'hommes, ce village subit les rumeurs de l'arrivée proche des troupes allemandes et de la présence d'espions. Le terme de « Prussien » est alors polysémique, qui désigne à la fois un envahisseur, un occupant, un agent supposé ou un partisan de l'ennemi – beaucoup plus rarement un étranger (17) –. Après coup, l'un des auteurs du massacre reconnaîtra : « On disait que c'était un Prussien. Je n'en avais jamais vu. » (18) De fait, les Français n'ont pas revu l'ennemi d'Outre-Rhin depuis les Cosaques

(8) Cf. Ouriel Reshef, *Guerre, mythes et caricature*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1984.

(9) Cf. Gaston Bouthoul, *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1970, p. 330.

(10) Le fonds du musée d'art et d'histoire de Saint-Denis en est riche de plusieurs dizaines de pièces, que nous avons pu consulter grâce à l'aide amicale et généreuse de Sylvie Gonzalez, conservateur, Frédérique Barret, documentaliste, et Josée Delsaut, restauratrice.

(11) Cf. Alphonse Daudet, *Contes du Lundi*, [1871], nouvelle édition revue et considérablement augmentée, Paris, Bibliothèque Charpentier Fasquelle, 1929.

(12) *In* « Le Prussien de Bélisaire », *ibidem.*, pp. 89-96.

(13) Cf. Émile Zola, *La Débâcle*, [1892], Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1995, p. 167

(14) *Ibidem*, p. 168 (Je souligne dans le texte).

(15) Cf. François Roth, *La guerre de 70*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1993, p. 613.

(16) Cf. A. Daudet, *op. cit.*, « La pendule de Bougival », pp. 68-76.

(17) Cf. Alain Corbin, *Le Village des « cannibales »*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1990, p. 66.

(18) *Ibidem.*, p. 105.

de 1815. La caractérisation du Prussien devient donc une nécessité individuelle et collective, qui s'opère d'autant plus facilement que le champ de l'imaginaire y est largement propice. C'est dans ce terreau que surgiront massivement les casques à pointe et les pendules.

Typologie du Prussien

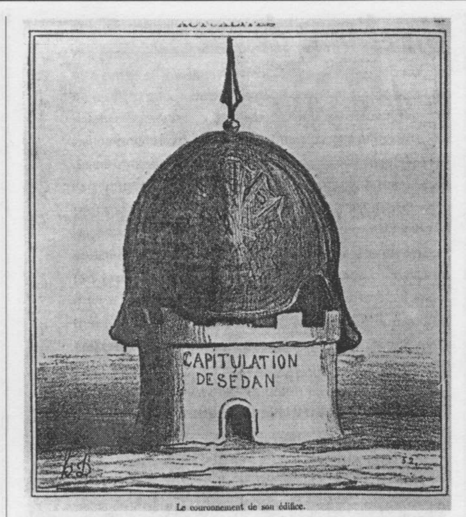
Le Prussien est d'abord invariablement un être grimaçant, au visage torturé par les déformations que lui infligent les dessinateurs, tant pour en faire la « victime » symbolique des codes admis de la caricature – par un renversement, puisqu'il est le vainqueur dans la réalité – que pour illustrer de manière tangible les défauts et les tares que lui attribue la rumeur française. La capacité tératologique de la caricature anti-prussienne aura d'ailleurs des répercussions durables. Revenons une fois encore à *La Débâcle* de Zola, où l'on peut lire ce portrait-type de « Bavarois trapu, à l'énorme tête embroussaillée de barbe et de cheveux roux, sous lesquels on ne distinguait qu'un large nez carré […]. » L'écrivain file aussitôt la métaphore : « Il était souillé de sang, effroyable, tel qu'un de ces ours des cavernes, une de ces bêtes poilues toutes rouges de la proie dont elles viennent de faire craquer les os. » (19) Dans de telles charges, le casque à pointe ne fait que parachever le discours et peaufiner la démonstration.

Mais les attaques des caricaturistes ne se focalisent pas exclusivement sur le visage. Elles se portent aussi sur l'ensemble du corps. En l'espèce, les dessinateurs jouent avec les extrêmes. Si le Prussien est un être maigrelet, c'est un signe pathologique de sa nervosité et un signe moral de sa cruauté ou de sa méchanceté. Bismarck sera toujours caricaturé sous cette constitution physique. Au contraire, à l'instar des charges de Guillaume, si le Prussien est gros ou gras, c'est par excès de voracité (alimentaire comme le cochon auquel il est parfois associé (20), ou territoriale, après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine), d'avarice et de matérialisme – c'est pourquoi il amasse des pendules –. On notera que dans les deux cas, les types physiques du Prussien anonyme et de leurs chefs se confondent dans l'imagerie satirique française.

Moins « accessoires folkloriques » et « pacifiques » qu'Ouriel Reshef ne les a

(19) Cf. É. Zola, *op. cit.*, p. 281.

(20) Zola évoque ces « cochons de Prussiens » qui prennent du terrain en marchant à quatre pattes (*op. cit.*, p. 74).



Honoré Daumier, "Le couronnement de son édifice", in Le Charivari, 22 septembre 1870.

définis (21), quelques attributs parfont le type du Prussien et la dénonciation de sa violence. Ainsi, la chope de bière permet d'en faire un soldat ivre et incontrôlable, en proie aux agissements les plus odieux. « Ils avaient tout cassé, tout pillé, tout mangé et tout bu. », poursuit Silvine (22). De même, la pipe recourbée, dite « bavaroise » que fume l'ennemi en fait-elle un incendiaire. Le trait est présent notamment chez Bertall, qui montre un Prussien assis sur une pile d'horloges et de sacs d'or, surveillant une marmite où « Paris cuit dans son jus », sous le regard attentif de Thiers, l'écumoire à la main. La fumée de sa pipe se mêle à celle émanant du brasier allumé pour la cuisson. Et dans nombre d'autres charges, les Prussiens admirent les maisons enflammées en fumant lascivement la pipe. Ce trait du Prussien incendiaire, pourtant très présent dans la caricature, semble avoir été occulté par le mythe contemporain de la pétroleuse communarde.

Technique de l'assemblage

Mais le type du Prussien anonyme tient surtout à l'assemblage de deux attributs : le casque à pointe et la pendule. *A priori*, rien ne lie ces deux objets qui forment un couple étrangement assorti. Pourtant, dans les charges anti-prussiennes, tous les voleurs de pendules portent des casques à pointe. Mieux encore : une charge de Paul Klenck (23) résume le Prussien à une horloge coiffée d'un casque à pointe. Le Prussien a disparu ; ou plutôt, il existe dans cette équation qui le contient – elle le recèle, en fait la somme et le retient –.

L'un des prototypes graphiques du Prussien amateur d'horloges est certainement la célèbre charge de Cham qui représente deux Prussiens, les poches, les paquetages et les bras chargés de pendules, tandis qu'à l'arrière-plan brûle une maison (24). Au-delà de la menace contextuelle contenue dans son titre – « Ils auront beau emporter les pendules, ils n'empêcheront pas l'heure de la vengeance de sonner » –, le type du Prussien est ici dévoilé dans toute son ampleur. Les caricatures usant de la pendule sont d'ailleurs exclusivement attachées aux Prussiens, dont elle devient un vocable identitaire. À la différence du casque à pointe, comme on le verra, elle ne survient pas dans les charges taxant des Français de trahison. Elle appartient donc pleinement à une définition de l'identité allemande comme culture spécifique du vol, du pillage et de la rapine.

Cette condensation d'une dimension culturelle allemande dans cet unique objet est flagrante chez le dessinateur Amelot (25) qui fait le portrait en pied d'un Prussien dans un intérieur encombré. S'il découvre qu'il ne pourra empaqueter le fruit de ses rapines – tableaux, meubles, tapis, bibelots, lampes, parapluies, objets culinaires… –, il ne renonce ni aux pendules ni aux montres à gousset qu'il a attachées à son sac, à sa ceinture et au bout de son fusil, comme par une sorte de monomanie. Cet attribut redondant s'inscrit parfaitement dans la lignée du XIXe siècle qui, avec Michelet, fait de l'ennemi un agresseur confondu avec les figures du criminel et du brigand. Son utilisation permet en plus de prolonger cette « criminalisation [de] l'ennemi extérieur » (26). Ainsi, jusqu'en 1918, l'Allemand sera-t-il, pour les Français, un « assassin » – en particulier un « assassin de l'humanité » – et un « barbare » s'opposant au Français cultivé. Or cette appréhension est présente dans la caricature anti-prussienne dès 1871, comme en témoigne la charge de Daumier visant Guillaume, sous le titre « Successeur de Charlemagne ». Daumier y montre le nouvel empereur coiffé d'une couronne « à pointe », assis sur un trône entouré de pendules, et tenant les insignes de son titre : un os-sceptre et un globe-horloge (27). La

(21) Cf. O. Reshef, *op. cit.*, p. 74.

(22) Cf. É. Zola, *op. cit.*, p. 170.

(23) In *Actualités Grognet*, 1870, planche non-numérotée, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(24) In *Le Charivari*, 10 janvier 1871.

(25) Cf. *Le Vainqueur et ses lauriers*, 1870-1871, planche non-numérotée, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(26) Cf. Michael Jeismann, *La patrie de l'ennemi, La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éditions, coll. « De l'Allemagne », 1997, p. 124.

(27) In *Le Charivari*, 6 avril 1871.

démonstration en est faite : si la culture allemande est réduite à une avidité matérielle nourrie par le pillage, la légitimité de l'empereur Guillaume ne repose que sur le butin de brigandages de guerre.

Il faut toutefois préciser que l'horloge est à cette époque, surtout dans les campagnes, un objet encore luxueux. Il symbolise, en outre, le foyer – souvent représenté dans les images par la métonymie de la cheminée –, par la régularité qu'il implique et surtout par sa centralité dans la maison. Peut-être faut-il aussi, à la suite d'Ouriel Reshef, prendre en compte certaines pratiques sociales liées à la pendule du foyer, que le maître de maison a le privilège de remonter, ou qu'on arrête à la mort d'un membre de la famille. Mais la pendule pourrait aussi être, dans une certaine mesure, un objet de mise en abîme du mythe du Prussien, par sa récurrence dans le *corpus* et sa redondance dans certaines charges. Selon les spécialistes, le mythe se niche et se développe au cœur du temps (28). La pendule volée déclinant le temps dérobé serait donc, dans la structure même de l'image, un objet métaphysique (français) dégradé à l'état d'objet utilitaire (prussien). Cette décadence de l'objet-attribut nourrit encore la définition culturelle française de l'ennemi, pour lequel la différence entre une pendule et une vulgaire louche de cuisine n'existe pas.

Le casque à pointe est l'attribut le plus limpide permettant d'identifier le Prussien. Il est présent dans une écrasante majorité de charges du *corpus* des images anti-prussiennes. Souvent trop grand, il masque partiellement les visages des Prussiens. Sa pointe en fait un objet agressif. Plastiquement, il permet de développer des effets de rigidité, de durs reflets métalliques déchirant l'obscurité, de synthétiser une silhouette ennemie en quelques traits, comme dans les *Ombres* de Belloguet (29). Mais il s'oppose surtout au képi de l'armée française dont le port plus varié préserve l'individualité.

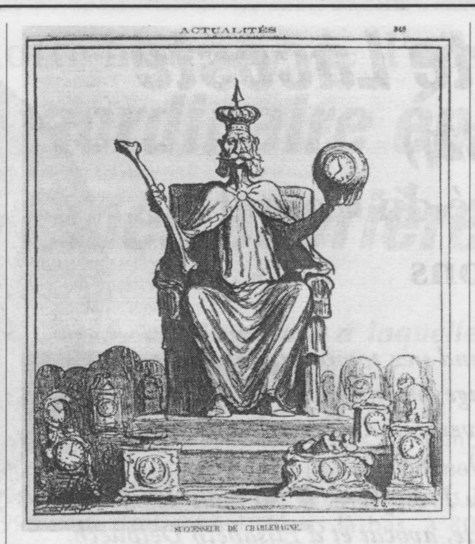
Une histoire de (couvre-)chefs

À l'instar de Duranty (30), on pourrait réduire cette « archéologie » des stéréotypes prussiens à une simple histoire de casque à

(28) Cf. notamment Mircea Éliade, *Aspects du mythe*, Paris, Gallimard, 1963.

(29) In *Guguss*, 16 juillet 1870.

(30) Cf. « La caricature et l'imagerie pendant la guerre (1870-1871) », in *Gazette des Beaux-Arts*, février 1872, pp. 155-172 ; avril 1872, pp. 332-343 ; novembre 1872, pp. 393-408.



Honoré Daumier, "Successeur de Charlemagne", in Le Charivari, 6 avril 1871.

pointe. Mais il s'agit aussi, pour une bonne part, d'abord d'une histoire, où les caricaturistes jouent inlassablement avec une nette opposition symbolique entre le casque à pointe et les couvre-chefs français.

Il existe en France une forte tradition iconographique de la coiffure politique symbolique. L'histoire du XIXe siècle pourrait d'ailleurs être résumée à une longue rivalité entre le bonnet phrygien – le *pileus* romain – révolutionnaire, la couronne royale et le bicorne napoléonien, régulièrement ressuscités et restaurés au gré des bouleversements politiques. Dès 1792, le bonnet phrygien (31) devient l'un des emblèmes de la République. Les célèbres allégories féminines peintes par Nanine Vallain (32) ou Jean Gros (33), entre 1793 et 1795, le brandissent au bout du fer de leur lance. Le curieux assemblage d'un bonnet phrygien en tissu et d'un fond aquarellé représentant l'ascension de deux aérostats (34) donne toute l'ampleur de la valeur symbolique condensée dans ce couvre-chef. Cette même condensation de l'identité politique se retrouve dans un tableautin de Karl August von Steuben – peintre allemand francophile – représentant *La Vie de Napoléon en huit chapeaux* (35), de l'ascension à la chute de l'empereur.

(31) Sur cet emblème, voir les incontournables travaux de Maurice Agulhon : *Marianne au combat*, Paris, Flamarion, 1979 ; *Marianne au pouvoir*, Paris, Flamarion, 1989 ; et *Marianne, les visages de la République*, Paris, Gallimard, coll. « Découvertes », 1992.

(32) *La Liberté*, huile sur toile, Vizille, Musée de la Révolution française.

(33) *La République*, huile sur toile, Versailles, Musée national du Château.

(34) Œuvre anonyme, tissu et aquarelle, 1794, Vizille, Musée de la Révolution française.

(35) Huile sur toile, 1826, Rueil-Malmaison, Musée national des Châteaux de Malmaison et Bois-Préau.

En 1870-1871, sous le coup des événements qui se succèdent, la France bousculée hésite alors entre plusieurs chapeaux, comme en témoignent les caricaturistes. Les partisans du Bonapartisme sont encore nombreux. Les républicains disposent d'un faible soutien. Et Thiers songe, un temps, à rappeler le comte de Chambord pour le mettre à la tête d'une monarchie constitutionnelle. Le bicorne, le bonnet phrygien et la couronne co-existent alors dans l'imagerie satirique, comme le montrent quelques charges contemporaines choisies. « Le garde rural » d'André Gill représente un massif soldat de l'Empire, battant la campagne accompagné de son sabre et coiffé de son volumineux bicorne (36).Dans « De profundis !! », Alfred Le Petit montre une squelettique Marianne coiffée du bonnet rouge à cocarde tricolore (37). Et de nombreuses charges de De Frondas visent Thiers transformé en poire couronnée.

Avec l'occupation du territoire français par les troupes allemandes et à la faveur de l'ingérence de Bismarck dans le règlement de la question du régime politique de la France devant succéder au Second Empire, nombre de caricatures d'inspiration républicaine ou même communarde opposent le casque à pointe avec le bonnet phrygien, comme Saïd montrant le dogue Bismarck, au pied des fortifications de Paris, lorgnant sans pouvoir l'atteindre le bonnet républicain qui brille au-dessus de la capitale (38). De même, dans sa série des *Guillotinés* (39), Faustin soumet-il Bismarck et Guillaume, coiffés d'une pointe de casque, au couperet de la guillotine elle-même chapeautée du bonnet à cocarde tricolore. Ces images posent d'une part que les Prussiens ne parviendront jamais à coiffer le *pileus* révolutionnaire. Mais le casque à pointe ou la seule pointe y désignent d'autre part infailliblement l'ennemi, que celui-ci soit le Prussien emblématique – d'une rhétorique concise, la caricature ne fait pas de distinction entre les Prussiens, les Badois ou les Bavarois de l'armée confédérée – ou ses interlocuteurs français soupçonnés de trahison : on retrouve ici, quoiqu'évidemment très atténuée, la même confusion des esprits qu'à Hautefaye.

Paris, septembre 1998

Bertrand Tillier

(à suivre)

(36) In *L'Éclipse*, 23 mai 1870.

(37) In *La Charge*, 21 mai 1870.

(38) Cf. *C'est un peu haut !...*, gravure polychrome, Saillant éd., 1870-1871, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(39) Série produite en octobre 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

Jean-Baptiste Lacoste

(1753-1821)

L'intrépide député du Cantal en missions



"... Brun aux yeux vifs avec un grand nez tombant, des lèvres fortes et dédaigneuses, l'ovale du visage encadré par une coiffure "en oreilles de chien", de longs cheveux ondulés : physionomie typique d'Auvergnat." (M. Leymarie).

J.-B. Lacoste est né dans la rue du Presbytère, le 30 août 1753 à Mauriac. Il était le fils de Jean Lacoste, avocat et d'Elisabeth Delpuech.

Il fit ses études dans un premier temps au collège de Mauriac, ensuite, alla-t-il faire son droit à Paris ? Rien ne le prouve. La trentaine venue, nous le retrouvons clerc en l'étude familiale.

En 1782 il épousa Marguerite Para. Lorsque éclate la révolution de 1789, le père Lacoste était "député par le roi" à l'Assemblé Provinciale d'Auvergne et le fils avait participé activement à la rédaction des cahiers de doléances.

Ayant embrassé avec chaleur les principes de la révolution, le voilà élu député par le département du Cantal à la Convention Nationale où il vote la mort du roi Louis XVI dans les 24 heures, sans appel ni sursis. "Il prit peu de part aux travaux de l'assemblé par suite de ses nombreuses missions, soit dans les départements de la Haute-Loire, Cantal, du Rhin et de la Moselle, soit auprès des armées de l'Est et du Nord où il montra une intrépidité sans égale.

Envoyé en Mars 1793 et le 25 juillet suivant, près des armées du Rhin et Moselle, cette mission lui fut renouvelée le 15 vendémiaire an II avec pleins pouvoirs pour reprendre les lignes de Kissembourg et sauver Laudau, et le 4 fructidor de la même année près des armées du Nord, et Sambre et Meuse, puis fut accusé plus tard par Faure d'avoir organisé en Alsace une commission révolutionnaire qui sous la direction de l'accusateur public Schneider, aurait terrorisé la région.

Avant cette accusation qu'elle est son rôle aux armées de l'Est : Ils étaient 9 représentants en mission, le 13 octobre 1793, "une mauvaise nouvelle parvenant aux oreilles du comité de Salut Public" : les impériaux s'étaient emparés de Wissembourg. Paris réagit immédiatement envoyant aux Armées de l'Est deux nouveaux : St. Just et Lebas, rappelant 7 anciens. Lacoste, ami de Robespierre restait en place.

Au canon

Hoche, soutenu par Lacoste, se vit confier le commandement des armées réunies de Moselle et du Rhin. Le 22 décembre, il réussit à chasser les autrichiens des positions de Reichoffen. "Ce jour-là, Lacoste tira du canon" (L. Peyronnet).

L'armée du Rhin battue à Kaiserlautern, le 9 prairial an II (28 mai 1794) après plus de dix mois passés en mission, Lacoste était rappelé à Paris.

À l'armée du Nord : Le 4 fructidor an II (21 août 1794), la Convention envoyait Lacoste à Valenciennes et Condé. Heureuse coïncidence : les deux villes se rendirent.

Il combattit au plus fort de la campagne de Hollande en accompagnant l'armée qui fit la conquête du pays.

La réaction thermidorienne met le 13 prairial an III (1er juin 1795) Jean-Baptiste en état d'arrestation. Il se vit accusé, à la séance du 1er juin 1795, par les députés Faure et Deutzer, d'avoir organisé la commission qui ensanglanta l'Alsace sous la direction du trop fameux Schneider.

Delahaye prit la défense de Lacoste, qui était alors malade. Il fut rendu à la liberté par l'amnistie de brumaire an IV (8 octobre 1795).

Il se relança dans la politique et brigua en vain les charges électives dans le Cantal. La cérémonie funèbre qui a eu lieu à Mauriac, le 28 vendémiaire, an VI, en mémoire de Hoche, avec son éloge civique par J.-B. Lacoste fut l'occasion de son retour à la politique. Les anciens Montagnards réapparaissent et tentent de reprendre les fonctions qui étaient leurs avant thermidor.

Brumaire change les données, J.-B. Lacoste prend le parti de Bonaparte.

Le 18 germinal an VIII, il fut nommé conseiller de préfecture, puis devient, le 9 frimaire an IX, préfet de Forêts (30 novembre 1801). Très vite la nostalgie du pays natal lui fit demander un autre poste. Le gouvernement lassé, finit par nommer Jourdan à sa place, sans lui proposer de nouvelle affectation.

Il fallut toute l'insistance du général Lefèvre "son protecteur" pour que Napoléon nomme Lacoste en 1809 Directeur des Douanes à Vienne. Il resta un an à ce poste. En 1810 il prit sa retraite "il a vendu sa maison de la ville et fait une petite maison aux Vaisses". (A.D.).

Pendant les Cent-jours, il proposa ses services à l'Empereur. Il est nommé préfet de la Mayenne, un poste qu'il n'eut d'ailleurs pas le temps d'occuper.

Compris à tort dans la loi du 12 janvier 1816, il fit des démarches et obtint, grâce au duc de Feltre qui prend sa défense (parce qu'il l'a sauvé sous la Terreur à Valenciennes), sa radiation de la liste d'exil.

Il se retira au Vaisses près de Mauriac, où il termina ses jours le 13 août 1821.

B. Vandeplas

Sources pour cette biographie : Article de Leymarie dans la R.H.A. , articles de L. Peyronnet, A.D. fonds J. Delmas... registre de délibérations de Mauriac, actes de naissances et décès concernant les Lacoste, Grand dict. Universel du XIXe, dict. hist. et biogr. de la révolution et de l'empire : J.-F. Robinet Biogr. des grands hommes de l'Auvergne (Aigueperse) 8°l20n15.

Jean-Baptiste LACOSTE (1753 - 1821)

Mémoire ajiste : notre histoire, vie d'ajistes à la Libération

L'extraordinaire épopée des caravanes ouvrières ajistes

Après une Caravane d'essai en 1945, en Auvergne à laquelle je participais, nous Ajistes de Loire-Inférieure, lançons en 1946 : 14 Caravanes Ouvrières.

Il s'agit d'emmener 2 semaines en auberge 12 jeunes : prolos d'usines, ouvrières dans la confection, apprentis des Chantiers Navals. 3 ajistes accompagnent celle de Masseube, dans le Gers : Josette pour l'intendance, Pierrot pour la route et moi, responsable après 18 mois d'ajisme.

Dans un week-end, 40 futurs cadres de 18-20 ans revoient : l'intendance, les menus, les premiers soins, l'orientation, le matériel, l'animation, les finances. Une équipe réserve les AJ et les trains. Les Comités d'Entreprise versent une subvention.

Toute la journée du départ, nous recherchons des sacs de copains pour les caravaniers, achetons du ravito, expédions vers l'AJ en train, nos patates et conserves, car la nourriture est encore rationnée. Après 5 ans de guerre, nous ne sommes pas rutilants. Personne n'a de duvet, seulement une couverture.

Les trains de 1946 sont rares, archi-bondés, locomotives et wagon ont été pillés par les nazis, les voies et ponts détruits par les maquis, les alliés ; le charbon manque. Privilégiés dans nos 2 compartiments réservés, on organise le couchage : une fille dans le filet, 4 jeunes tête-bêche sur les banquettes et 3 allongés sur le sol, dans la poussière, les escarbilles, les courants d'air.

Déception à Bordeaux, la correspondance du matin pour Agen n'existe pas. Elle partira seulement ce soir et pour Auch ; il faudra encore coucher en route. Le recours ? Le local des Ajistes bordelais où un copain repéré à son insigne, nous conduit.

Nous y mangeons, nous décrassons et rencontrons Nespoli Nevio, le responsable, qui en 1998 existe dans notre fichier ! – Venez avec nous au Rassemblement régional à Marmande, vous y coucherez et demain vous y prendrez votre train pour Agen.

Sitôt dit, sitôt fait ! Accueillis à bras ouverts au camp avec : bains, repos, jeux et repas préparé au feu de bois dans des gamelles prêtées puis dégusté sur l'herbe. Bonne veillée avec une cinquantaine de copains qui lancent les mêmes jeux et chants que nous.

Certains bivouaquent et prêtent leurs tentes à nos caravaniers, ravis de cette nuit de camping. Plusieurs nous accompagnent au train. A Auch le soir, il reste encore 25 km pour l'AJ de Masseube. 7 lions y partent à pied avec Pierrot. Les autres dorment au relais d'Auch d'où au matin, des copines nous conduisent au car pour Masseube.

L'AJ est très bien située près du Gers. Avec l'accord des proprios, nous dévalisons plusieurs cerisiers. Mais ces cures de cerises, ces balades dans les collines, ces veillées avec les Ajistes ne comblent pas nos jeunes. Comme la chèvre de M. Seguin, ils lorgnent déçus là-bas, à 80 km, les hautes cimes des Pyrénées.

Alors un projet fou germe, accroche, s'impose : *"partons dans les montagnes"*. La mér'Aub nous taquine :

– L'aventure ne vous effraie pas ?
– Elle nous attire !
– Et le voyage ?
– On le fera en stop.
– Le logement ?
– On bivouaquera !
– Les repas ?
– On les préparera !

Décision immédiate : "départ demain matin !" Tous s'activent joyeusement, bouclent leur sac, embarquent notre trésor de guerre : nos 50 kg de patates et 50 kg de conserves dans 5 caisses avec poignées que les gars transporteront. Les filles se chargent sur un bâton porté à deux, des gamelles et du matériel de cuisine emprunté à l'AJ.

Levés aux aurores et très excités, nous voilà tous partis sur la route, en 3 groupes de 5, chacun avec son responsable. A pied, en petits stops dans de voitures ou camionnettes compréhensives, nous progressons, nous nous dépassons avec de grands cris et gestes, et arrivons à Lannemezan d'où un camion nous embarque tous pour Arreau au pied des montagnes.

Installés dans un pré, avec l'accord du proprio, après un bon repas de patates bouillies au feu de bois avec de la margarine, veillée autour du feu magique où se racontent anecdotes et aventures de la journée. Enroulés dans leur couverture, émus de ce premier bivouac, les jeunes s'endorment sous les étoiles et passent une très bonne nuit... sur la dure.

Après un petit déjeuner au lait de ferme et le camp nettoyé, nous partons joyeux pour le col d'Aspin, là-haut à 1 500 m. Pour nous jeunes du Val-de-Loire, qui ne sommes jamais sortis de nos plats pays sans dénivelé, ces énormes masses de montagnes sont impressionnantes, écrasantes !

La grimpée par les raidillons des raccourcis, en traînant nos caisses de 20 kg, est très dure. Mais aguerris par 5 années d'épreuves, les jeunes ne geignent pas, ils marchent. Les caravanières, avec leurs gamelles, préfèrent les longs lacets de la route. Deux d'entre elles sont en sandalettes, avec des ampoules, mais elles ne traînent pas...

Affamés, torses nus sous le soleil qui cogne dur, nous franchissons enfin le col et nous nous écroulons sous les sapins. Nos patates bouillies de la veille, mangées froides avec la peau, plus du lard avec la couenne et de l'eau à volonté nous paraissent le meilleur repas du monde.

Bien requinqués et heureux, nous descendons en roue libre et en chantant sur Ste-

Argelès-Gazost, nous allons à la piscine.



Marie de Campan. Tout en boitillant, nos filles n'arrêtent pas de pousser des Oh ! des Ah ! Que c'est beau ! A nouveau dans un pré sentant bon l'herbe coupée, nous nous déchaussons après nos 26 km et soignons les ampoules.

Nous nous régalons d'une purée au feu de bois et patates sous la cendre avec des saucisses américaines au soja, pas délicieuses. Très enthousiastes, les caravaniers n'arrêtent pas de commenter notre journée. Nouveau bivouac à la belle étoile, bercés par l'Adour voisin. Vers 2h la pluie nous réveille et nous nous replions dans le foin d'une grange voisine repérée.

A pied, en chantant et charriant nos caisses sur la route de Bagnères de Bigorre, nous ne passons pas inaperçus ! Les indigènes nous saluent. Pendant que les caravaniers se baignent et se reposent au bord de l'Adour, Pierrot et moi partons en stop à Tarbes au ravito. Au relais nous y trouvons le Per-Aub (1) de l'AJ d'Argelès-Gazost qui nous invite dans son AJ.

Toujours à pied et en stop, nous y sommes le lendemain, au milieu d'un splendide cirque de montagnes. Le soir, nous nous régalons d'une soupe de légumes et d'un énorme *"Béton Ajiste"* (2) devant lequel finissent par caler nos insatiables jeunes. Ils participent bien à la veillée avec des copains du Mans qui dorment sur le parquet, laissent leurs lits à la caravane et tout le monde s'endort, suite à un beau chahut !

Après 2 journées de repos, grands jeux et baignades dans une belle piscine, nous en passons une autre à Lourdes : la Grotte des miracles, la Basilique, la tristesse locale, les nombreux magasins de bondieuseries, nous ont impressionnés, mais pas convaincus. Nous sommes heureux de retrouver la chaleureuse ambiance de l'AJ.

Pour notre dernière étape, nous grimpons au col du Tourmalet à 2 100 m et au Pic du Midi à 2 865 m. Montés en train puis en car jusqu'à Barèges, nous attaquons le col, sans caisses ni gros sacs et d'un pied léger, sauf celles en sandalettes ! 5 gonflés progressent directement par les pentes raides.



La caravane au col d'Aspin.

Avec la forte chaleur, la soif constante, que nous sommes ravis en débouchant au col, d'y voir scintiller... de la neige... en juillet ! Toute fatigue oubliée, nous en suçons, nous nous en frottons, nous nous battons avec et bien rafraîchis, nous nous jetons sur le ravito. Passage obligé à l'AJ du Tourmalet pour enrichir notre collection de tampons sur notre carte.

Chacun à son allure, nous continuons vers le Pic du Midi que seuls les plus rapides atteignent. Les autres se contentent du lac en-dessous. Pour ne pas manquer l'unique car, c'est la rapide dégringolade sur Barèges où foncent les garçons par les prés pentus. Nous avons grimpé 1 600 m, les *"en sandalettes"* aussi, sans se plaindre.

Nos dernières patates englouties en délicieuses frites à la graisse de bœuf, c'est notre soirée d'adieu, bien réussie. En partant, nos durs gars des Chantiers ont la larme à l'œil. Retour à Masseube après du stop, du car et de longues marches, où la Mer'Aub nous reçoit avec un excellent repas. Elle déniche même un camion de l'entraide française pour nous conduire à Auch où des copines sont à la gare pour nous souhaiter un grand au-revoir. A la correspondance d'Agen nous trouvons Souris le responsable avec qui nous achetons des fruits pour le retour.

Ainsi, tout au long de notre route, Ajistes, Per'Aubs nous ont accueillis, épaulés. La réussite de nos caravanes était aussi la leur. Quant à nos caravaniers, dans ces épopées où l'on marchait plus au dynamisme et à l'enthousiasme qu'à la *"pédagogie"*, ce furent les plus belles vacances de leur vie. N'idéalisons pas trop, les *"mousses et teneurs de tas"* des Chantiers n'étaient pas des anges mais parfois des gars très durs, qui ruaient dans les brancards, contestaient les responsables et retournaient au gros rouge au lieu de marcher et des filles draguaient dur.

Emballés par l'ambiance d'aventure, d'imprévu, ils entrèrent en masse aux AJ avec leur vitalité, leur rude langage, leur conscience de classe et l'Internationale. Et nous sommes devenus un ajisme très ouvrier. Participant à toutes les sorties et activités, retenant très vite nos chants, l'année suivante ils encadraient à leur tour des caravanes. En 1947, de Nantes et Saint-Nazaire, partirent, tenez-vous bien : 57, cinquante sept caravanes, 700 jeunes. Guy en encadra 7. Paulo et Germaine s'en allèrent plusieurs étés comme Per'Aubs bénévoles. Longtemps dans les chaumières nantaises l'on parla de ces *"Caravanes Ouvrières"*.

Quand aux deux sœurs *"en sandalettes"*, secouant la tutelle parentale, elles ont rejoint la grande famille ajiste, et s'y marièrent.

Georges Douart

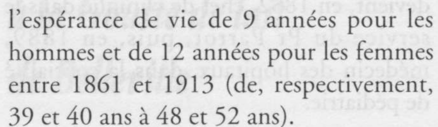
Ancien Ajiste

(1) Père Aubergiste. Le directeur en langage actuel.

(2) Bouillie de lait et farine dans laquelle se rajoute ce que l'on possède.

Entre natalisme et santé publique :
L'exemple de la Goutte de lait de Belleville

En 1870, la France essuie une dure défaite, qui se révèle être autant morale que militaire. Pendant toute la période qui suit jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'opinion publique entretient un fantasme patriotique, voire revanchard, qui lui fait attribuer la défaite à une infériorité démographique de la France devant la Prusse. Un fait est avéré : la population française augmente peu à cette époque ; elle passe seulement de 36,9 M en 1876 à 39,6 M en 1911. Mais, à y regarder de près, il semble que cette stagnation est plutôt imputable au taux élevé de la mortalité infantile.



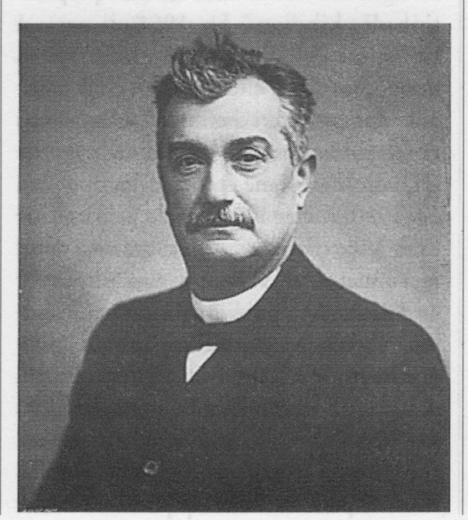
Entre 1890 et 1920, dans la presse, à la tribune de la Chambre des députés, dans les cercles intellectuels, on voit s'affronter, souvent avec véhémence, parfois avec violence, natalistes et *"repopulateurs"* à tout crin, et néo-malthusiens qui s'efforcent de populariser l'idée d'une *"procréation consciente et limitée"* comme voie d'émancipation sociale, et de répandre l'usage des moyens contraceptifs (1).

On voit aussi se mettre en place un arsenal nataliste très complexe, à la fois législatif et médical, qui comprend notamment la lutte contre la contraception et l'avortement (2) et le contrôle de la prostitution, en raison du péril vénérien. Un autre aspect de ce *"complot pour l'enfance"* est la création d'un réseau de *"gouttes de lait"*, dans le sillage des recherches pasteuriennes (3). La *"pasteurisation"* (procédé de stérilisation par la chaleur) est décisive pour le développement de l'industrie laitière. On commence à utiliser, à partir de 1888, des appareils stérilisateurs pour la conservation du lait ; celui-ci, embouteillé aseptiquement et bouché avec du liège paraffiné, ainsi plus commode à manipuler et à transporter, se conserve 15 jours.

La période de l'entre-deux guerres 1871-1914 valorise ouvertement les progrès de l'obstétrique, de la gynécologie, de la pédiatrie et de la puériculture. Des chaires nouvelles et des cliniques hospitalières s'ouvrent dans les facultés et les écoles de médecine. Les médecins français Tarnier, Parrot, Pinard, Variot, Budin, Marfan... deviennent des célébrités internationales. La formation professionnelle des sages-femmes et des accoucheurs est rénovée et un corps spécial des médecins-accoucheurs des hôpitaux de Paris, recrutés par concours, est créé en 1882. Les maladies infantiles figurent désormais parmi les maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire. Les consultations gratuites pour nourrissons se développent, notamment sous l'influence des sociétés protectrices de l'enfance qui se multiplient ; et la Société pour la propagation de l'allaitement maternel (1876), soutenue par les médecins, se donne pour but de faire régresser l'emploi des nourrices.

Ce *"complot pour l'enfance"* donnera des résultats appréciables : baisse de la mortalité infantile de 179/1 000 en 1865 à 113/1 000 en 1910, et allongement de l'espérance de vie de 9 années pour les hommes et de 12 années pour les femmes entre 1861 et 1913 (de, respectivement, 39 et 40 ans à 48 et 52 ans).

Docteur Gaston Variot



En juillet 1892, s'ouvre à Paris, au 126 boulevard de Belleville, un *"dispensaire gratuit pour les enfants malades"*. C'est la première consultation de nourrissons ouverte à Paris indépendamment d'un établissement hospitalier ; c'est là aussi que sont inaugurées les grandes distributions de lait stérilisé, à prix réduit, destiné à l'allaitement artificiel de centaines d'enfants. Le dispensaire de Belleville, rebaptisé en 1894 Goutte de lait de Belleville (4), va jouer un rôle considérable tant sur le plan local par les services qu'il rend à la population bellevilloise, que plus largement par l'exemple qu'il constitue et le mouvement qu'il impulse. Il est aussi représentatif de l'action de cette part du corps médical qui se tient à la croisée du souci de la santé publique et de la lutte contre la dépopulation.

Gaston Variot

Son fondateur, le Dr Gaston Variot (5), est né en 1855, en Bourgogne, dans une famille relativement aisée, d'origine paysanne. Il vient à Paris pour terminer ses études secondaires, au lycée Louis-le-Grand, puis il étudie à la Faculté des sciences de Paris. Lors de son stage dans le laboratoire du chimiste Wurtz, il découvre la recherche scientifique, sous l'influence du médecin et chimiste Armand Gautier (1837-1920) (6). Reçu

en 1877 au concours d'admission à l'internat des hôpitaux, Variot bénéficie de l'enseignement de grands médecins comme Théodore Damaschino (1840-1889) (7), et surtout le Professeur Jules Parrot (1829-1883), dont le nom est étroitement associé aux débuts de la pédiatrie en France ; médecin à la direction des nourrices, puis médecin en chef à l'hospice des Enfants-Assistés en 1867, il est, depuis 1879, professeur de clinique infantile à la Faculté de médecine de Paris (8). Variot étudie aussi l'histologie et l'anatomie pathologique avec le Pr Charles Robin (1821-1885) (9), un des fondateurs de la Société de biologie. Un temps séduit par l'anatomie, il échoue à l'agrégation, et cet échec, qu'il supporte avec amertume, va déclencher chez lui une vive aversion contre la Faculté.

Dès lors, la carrière de Gaston Variot s'oriente résolument vers la pédiatrie : il devient, en 1882, chef de clinique dans le service du Pr Parrot, puis, en 1889, médecin des hôpitaux, dans la spécialité de pédiatrie.

Préoccupé dès l'époque de ses études par la trop importante mortalité infantile dans les établissements de soins, il part étudier, en 1889-1890, en Angleterre, puis en Italie, l'organisation des hôpitaux d'enfants. Le rapport qu'il rédige à son retour, en 1890-1891, propose notamment la mise en place d'*"hôpitaux-dispensaires"* dotés d'un petit service d'hospitalisation pour les enfants légèrement atteints et non contagieux, et d'une pharmacie qui délivrerait des remèdes. Après s'être heurtée à maintes réticences, sa seconde proposition, l'édification hors ville de pavillons pour malades contagieux, conduit, dix ans plus tard, à la désaffection du vieil hôpital Sainte-Eugénie (qui avait été inauguré le 9 mars 1854 par l'Impératrice Eugénie, rue du Faubourg Saint-Antoine, et qui est démoli en 1902) et à la création de trois hôpitaux d'enfants obéissant à des critères plus modernes : l'hôpital Bretonneau (rue Carpeaux, 18e arrt., inauguré en 1900), l'hôpital Hérold (place Rhin-et-Danube, 19e arrt., hôpital pour adultes transformé en hôpital d'enfants en 1900), et l'hôpital Trousseau (rue du Général-Michel-Bizot, 12e arrt, inauguré en juillet 1901). Tous comportent un service d'isolement pour les cas douteux et des pavillons spécialisés pour les maladies contagieuses (diphtérie, rougeole, scarlatine et coqueluche).

Presque en même temps, Gaston Variot s'attaque à une autre cause de mortalité infantile : les troubles digestifs provoqués par des erreurs alimentaires. Toute sa vie, il se souciera de l'alimentation lactée du premier âge et mènera des recherches sur les différents modes d'allaitement artificiel et leur influence sur le développement pondéral et statural de l'enfant (10).

Variot est un bon clinicien, qui sait bien observer, et qui trouve des choses neuves : on lui doit la mise en évidence du stridor laryngé vestibulaire, de la cyanose congénitale paroxystique, de la microsphygmie permanente, de la progéria. Il est le premier pédiatre français à utiliser les rayons X (découverts tout récemment, en 1895, par l'Allemand Röntgen), pour l'étude des troubles de l'ossification et des affections intrathoraciques et digestives.



En 1894, le Dr Variot est médecin au service de la diphtérie de l'hôpital Sainte-Eugénie, puis il est chargé, à partir de 1900, de la crèche des nourrissons de l'hôpital des Enfants-Malades, où il installe notamment une *"biberonnerie"*, pièce carrelée de faïence réservée à la préparation des biberons. En 1908, il passe à l'hospice des Enfants-Assistés, où il devient médecin-chef de service ; il y installe une petite crèche modèle. Dans tous ces établissements, il prône l'hygiène infantile, l'enseigne et forme des disciples. En 1910, il crée l'Institut de puériculture de la Ville de Paris, où, malgré un conflit personnel assez violent avec le directeur de l'Assistance publique, Gustave Mesureur, il réussit à mettre en place un enseignement méthodique de la puériculture à destination des médecins, des mères, des futures mères et des infirmières-visiteuses. Il préconise par ailleurs l'ouverture d'instituts départementaux de puériculture, et la création de chaires de puériculture dans les facultés de médecine.

Il milite aussi avec le sénateur Paul Strauss et le Dr Budin à la Ligue contre la mortalité infantile, dont il est l'un des fondateurs en 1902, et anime la sous-commission *"Mortalité"* sur les causes de la mortalité des enfants de 1 à 14 ans, au sein de la Commission extra-parlementaire de la dépopulation.

Variot anime aussi seul, de 1901 à 1914, une revue, ***Le Journal de clinique et de thérapeutique infantile,*** devenu ensuite ***La Clinique infantile,*** où il signe beaucoup d'articles de fond, d'un grand intérêt, sur des questions d'hygiène et de pathologie, et aussi des articles polémiques très violents qui attaquent sans ménagements l'administration de l'Assistance publique. Variot est un caractère rude qui ne mâche pas ses mots, ce qui lui attire toute sa vie de nombreuses inimitiés.

C'est aussi un homme d'une grande ouverture d'esprit, qui trouve, au milieu de toutes ces activités, le temps de s'intéresser à l'anthropologie, à la préhistoire et à l'histoire de la médecine.

Quand éclate la Première Guerre mondiale, le Dr Variot a 59 ans et reprend du service comme médecin au Service de santé du gouvernement militaire de Paris. En 1918, il a la douleur de perdre ses deux fils, l'un, aviateur, dont l'avion est abattu au combat, et l'autre, médecin de marine, qui meurt au cours de la fameuse épidémie de grippe espagnole.

En 1920, il cesse toute activité hospitalière, mais garde sa consultation de la Goutte de lait de Belleville et, jusqu'aux derniers jours de sa vie, il donne des communications à la Société de pédiatrie et à la Société des hôpitaux de Paris.

"Peu de semaines avant de se coucher pour mourir [il s'éteignit à Paris le 25 février 1930], ce vigoureux vieillard exposait à notre tribune un sujet de pédiatrie qui lui était cher et nous entendions pour la dernière fois sa voix rude au débit martelé avec ses roulements d'r à la bourguignonne. L'œil était vif derrière le lorgnon en bataille ; les cheveux grisonnants bordaient avec indiscipline le front sourcilleux ; le visage avait gardé une expression d'assurance un peu ironique ; je ne sais quoi de hardi et d'imperturbable y défiait les empreintes de la fatigue et de l'âge. Mais il paraissait comme apaisé et pénétré d'indulgente philosophie à ceux qui l'avaient connu dans sa jeunesse et sa maturité, toujours en guerre

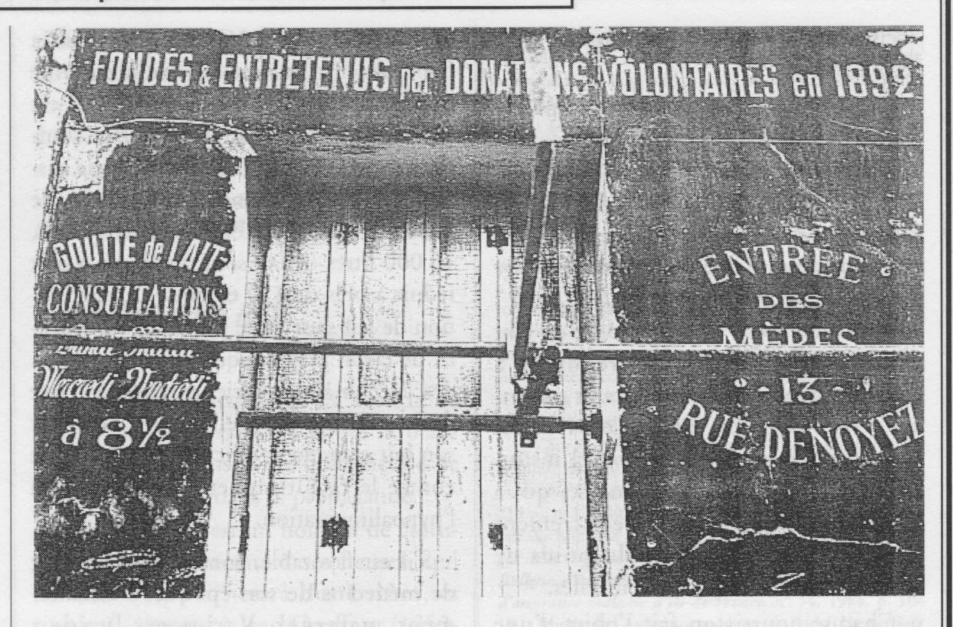
contre quelque chose ou quelqu'un, toujours chevalier fougueux d'une cause pour laquelle il se compromettait à fond, ne ménageant ni lui-même ni personne, hérissé, passionné, véhément, mais forçant le respect par l'ardeur de sa conviction, les scrupules de son désintéressement et l'intransigeance de son caractère" (11).

Le dispensaire pour les enfants malades de Belleville

Un journaliste rapporte ainsi les circonstances de sa fondation : *"En 1892, le Dr Variot était jeune médecin des hôpitaux de Paris. Ses fonctions au Bureau central de l'Hôtel-Dieu lui laissant des loisirs, il résolut d'organiser un dispensaire spécial pour les enfants du peuple dans l'un des quartiers les plus populeux et les plus misérables de Paris. Il avait un ami qui exerçait la médecine dans le haut de Belleville, le Dr Dufestel, et, faisant appel à la générosité de ses relations, il parvint à réunir un petit capital ; il obtint une subvention de la ville de Paris [5 000 fr], et découvrit un gymnase qui fut transformé pour sa destination nouvelle par l'architecte Claveau [...]. La Goutte de lait de Belleville ouvrit en juillet"*.

Parmi les premiers bienfaiteurs du dispensaire, le plus généreux est Gaston Variot lui-même qui apporte plus de 9 000 francs sur les 20 476 francs qui constituent la première dotation du dispensaire. Une souscription du journal *L'Intransigeant* apporte 700 francs, le journaliste Henri Rochefort 200 francs, le sénateur Bérenger, illustre repopulationniste, 500 francs. Dans le comité de patronage, on relève en 1892 les noms de l'homme politique et philanthrope Jules Simon (qui préside l'inauguration officielle du dispensaire des enfants malades de Belleville, le 23 octobre 1892), de l'économiste Frédéric Passy, et du sénateur et conseiller municipal Paul Strauss. Parmi les donateurs, il y a aussi beaucoup de gens modestes comme cette dame Marie Legrain, qui meurt en 1908, à l'hôpital Broca, en léguant tout son maigre avoir à la Goutte de lait de Belleville.

La Goutte de lait de Belleville, reconnue d'intérêt public en 1909, est une œuvre privée dont le Dr Variot assure le financement avec quelques philanthropes,



et qu'il dirige personnellement jusqu'à sa mort (12). Le personnel est bénévole et plusieurs médecins et spécialistes lui apportent gratuitement leur concours.

Belleville est un quartier très peuplé, avec une population à revenus modestes, industrieuse, où beaucoup de femmes sont obligées de travailler à l'extérieur et de confier leurs enfants pour la journée, qui à une grand-mère, qui à une voisine, qui à une nourrice. Les conditions de logement sont généralement médiocres ou franchement mauvaises, les notions d'hygiène totalement défaillantes. Le lait, acheté au rabais sous les portes cochères, est souvent de mauvaise qualité et provoque diarrhées et choléra infantiles. La mortalité des 0-1 ans, à Belleville, est de 24,5 %, alors qu'elle n'est que de 10 % dans le quartier des Champs-Elysées.

L'établissement que crée le Dr Variot à Belleville en 1892, n'est pas unique en son genre à Paris. C'est dans le même souci d'aider les mères à *"sauvegarder les bébés"* (c'est le titre d'un ouvrage de Variot (13)) que le Dr Pierre Budin, médecin-accoucheur à l'hôpital de la Charité, ouvre en 1892 la première consultation hospitalière de nourrissons, réservée aux bébés nés dans son service, et qui ne distribue que très peu de lait, la plupart des enfants étant élevés au sein. Cette pratique se développe aussi dans d'autres hôpitaux : le Dr Porak ouvre une nouvelle consultation à la Maternité en 1893, le Dr Boissard à Tenon, le Dr Paul Bar à Saint-Antoine, le Dr Bonnaire à Lariboisière. Les docteurs Henry de Rothschild et Dubrisay font de même dans leurs dispensaires. C'est une idée dans l'air du temps.

La vie quotidienne à la Goutte de lait de Belleville

La Goutte de lait se veut avant tout une *"école des mères - des mères du peuple"* (14), où l'on fait de la prévention et de la surveillance, et où l'on traite les nourrissons malades. C'est en fait l'expérimentation pratique de ces *"hôpitaux-dispensaires"* dont Variot prônait la multiplication en 1890-1891. Les statuts de l'Association de bienfaisance du Dispensaire et de la Goutte de lait de Belleville définissent ainsi ses missions : elle *"a pour but d'offrir aux familles pauvres, en faveur des enfants malades de Belleville : 1°. un service régulier de consultations gratuites, médicales, chirurgicales et spéciales ; 2°. la prestation également gratuite des médicaments ordonnés ; 3°. la fourniture gratuite ou à prix réduit du lait stérilisé pour l'élevage des jeunes enfants.* (15)*"* Les enfants y sont reçus de leur naissance à l'âge de 2 ans, et, selon Variot, environ 500 enfants y sont suivis en simultané.

La visite, hebdomadaire pour les nouveaux-nés, a lieu en général le vendredi matin à 8 h et demie, plus fréquemment si l'état de santé de l'enfant l'impose ; les enfants qui ont dépassé 6 mois et dont la croissance est normale, ne sont vus qu'une fois par quinzaine. La salle d'attente du dispensaire, où se fait le déshabillage des nourrissons, est un hall très spacieux, salubre, bien ventilé et bien chauffé, pavé de grès céramique ; il peut

accueillir une centaine de femmes avec leurs bébés.

La visite commence toujours par la pesée et la toisée, acte essentiel qui constitue, aux yeux du Dr Variot, *"la méthode la plus simple et la plus exacte pour apprécier l'état de développement d'un bébé"*. Il a coutume de dire que *"les enfants ont l'âge de leur taille et non l'âge de leur poids"*. Quand une mère ou une éleveuse vient au dispensaire chercher sa carte de lait à prix réduit, elle est invitée à venir présenter et faire peser son enfant. Le Dr Variot met au point en 1905 un nouvel instrument de mesure, le pédiomètre, qui a pour but de faciliter l'enregistrement simultané de la taille et du poids de l'enfant, sans manipulations inutiles.

Chaque nourrisson fait l'objet d'une fiche personnelle qui permet de suivre son développement physique ; on y note ses variations de poids, les quantités de lait prescrites, les maladies préexistantes à son entrée au dispensaire, les maladies familiales ou héréditaires, la dentition, etc. Le Dr Variot tire de ses observations de véritables statistiques qui enrichissent les tables de croissance des nourrissons (16).

L'étape suivante est la consultation qui se déroule dans le grand hall du dispensaire. Variot dit que *"rien ne plaît [aux mères] comme la consultation individuelle. Elles ont bien plus confiance"*. Un des médecins attachés à l'établissement examine chaque enfant et, le cas échéant, délivre une ordonnance ou décide de l'hospitalisation. Le médecin fixe aussi, au vu de l'évolution du poids et de la taille du bébé, la ration de lait que celui-ci doit recevoir. Les femmes s'attroupent autour des médecins et écoutent les conseils que reçoivent leurs compagnes. Elles bavardent aussi entre elles, comparent leurs enfants et se communiquent leurs observations et leurs réflexions. Cette pratique, conviviale, familière et rassurante, est sans doute un des éléments du succès de l'établissement.

Quand il ouvre ses portes, en 1892, le dispensaire des enfants malades de Belleville est conçu comme une polyclinique, avec toutes les spécialités médicales et chirurgicales de la pédiatrie. Mais, dès son ouverture - on est en juillet et il fait très chaud -, il doit faire face à un afflux particulier de nourrissons atteints de diarrhée estivale ou de troubles digestifs plus ou moins graves. Le Dr Variot connaît déjà les effets bénéfiques du lait stérilisé pour préserver les enfants de ces problèmes. Il s'adresse alors à la Compagnie Gallia pour obtenir du lait stérilisé de bonne qualité, à prix réduit. Le lait, qui est vendu 60 centimes le litre dans le commerce, est acheté 25 centimes par le dispensaire, qui fait bénéficier les mères de la même réduction. En moins de 4 mois, 16 000 litres de lait sont distribués à prix réduit à près de 150 enfants. La distribution de lait s'est donc imposée, à Belleville, de façon pragmatique, sous la pression des événements extérieurs, et La Goutte de lait s'est créée d'elle-même. Bientôt son but clairement affiché devient la lutte contre le rachitisme et l'atrophie liés à l'hypoalimentation.

S'il est favorable, comme bon nombre de médecins de son époque, à l'allaitement maternel, Variot est lucide : *"L'allaitement artificiel est étroitement lié au paupérisme dont il est une des plus tristes*



conséquences. Tant que les femmes seront obligées de travailler hors de chez elles, il y aura un grand nombre d'enfants privés du sein et condamnés au biberon". C'est donc la technique du biberon qu'il faut améliorer et surtout il faut abandonner le biberon à tube long, difficile à désinfecter complètement (et dont la loi prohibera l'usage à partir de 1910). *"Nous avons la certitude que le biberon, donné soigneusement par une mère instruite ou bien conseillée, permet d'élever un nouveau-né sans de grands risques"*.

Il faut aussi améliorer la qualité du lait donné aux enfants. La Goutte de lait de Belleville distribue d'abord du lait de vache non modifié, qui conserve donc toutes ses qualités nutritionnelles, stérilisé industriellement à 108° sur le lieu même de la production en Normandie, et embouteillé sur place en flacons d'un demi-litre, bouchés au liège et hermétiquement scellés. Le lait, qui est livré à Paris deux fois par semaine, en caisses de 20 bouteilles, se conserve sans altération pendant 8 à 10 jours. La Goutte de lait passe d'abord contrat avec la Société Gallia pour la livraison de lait stérilisé ; par la suite, le Dr Variot se ralliera au lait homogénéisé et au lait condensé sucré (Nestlé notamment), qui lui apparaîtront comme des formes perfectionnées du lait stérilisé.

Chaque matin, les mères rapportent les flacons vides de la veille et prennent la provision de la journée. Le lait leur est délivré dans un biberon à large goulot, facile à nettoyer soigneusement, et gradué, sur lequel elles peuvent lire directement la quantité de lait qu'elles doivent donner à chaque tétée au nourrisson, selon son âge. En 1911, on distribue ainsi journellement environ 150 à 200 litres de lait, soit 50 à 60 000 litres par an.

Le Dr Variot et ses assistants montrent une grande sollicitude envers les mères qui fréquentent la Goutte de lait. Ils ont, disent-ils, la *"préoccupation constante de se mettre à la portée des femmes du peuple, de leur donner du bon lait en quantité suffisante pour les aider à nourrir leur petit et surtout des conseils, peu nombreux, très clairs, qu'elles puissent suivre, dans les conditions très précaires de leur vie"*. Dès la première visite, on leur remet un petit carnet d'instructions simples, qui contiennent les notions essentielles de la puériculture : *"Les femmes du peuple n'ont pas le temps de lire, il faut leur présenter quelque chose qu'elles puissent conserver, comprendre et lire jusqu'au bout"*. Dans le vocabulaire usuel, on remplace les mots rébarbatifs d'*"hygiène infantile"* et de *"puériculture"* par l'expression : *"l'art d'élever les nourrissons"*.

Dès 1894, le Dr Variot donne, le soir, dans le grand hall du dispensaire, des conférences publiques, qui sont annoncées par les journaux. A partir de 1906, il organise aussi, à la demande de la Ville de Paris, dans les mairies et les préaux d'école, des conférences destinées aux mères, sous la présidence des conseillers municipaux de quartier. La propagande se fait aussi par des tracts, des affiches, des livrets donnés aux personnes qui viennent faire une déclaration de naissance dans les mairies, des cartons d'invitation distribués par l'intermédiaire des écoliers, etc.

L'œuvre de charité

Dispensaire médical de pointe, la Goutte de lait de Belleville est aussi une œuvre de charité, bien dans l'esprit des

œuvres philanthropiques de l'époque. Il ne suffit pas de s'inquiéter de la santé physique des petits Bellevillois, il faut aussi veiller à leur santé morale. Toutes les occasions de célébrer la famille y sont donc prétexte à événements.

A dates fixes, l'établissement est le cadre de manifestations récréatives dont les fêtes de Noël sont l'apogée. On choisit parmi les mères qui fréquentent la Goutte de lait, celles qui sont chargées de famille nombreuse et on réunit ainsi 400 à 500 jeunes enfants avec leurs mères dans le hall du dispensaire. On chante, on assiste à une représentation de Guignol, puis a lieu une distribution de vêtements, de friandises et de jouets, financée par des dons en argent ou en nature, notamment des grands magasins parisiens.

La fête de Noël du 26 décembre 1895 est plus solennelle qu'à l'habitude. Henri Clergue en témoigne : *"Vers trois heures de l'après-midi, la voiture présidentielle est annoncée. Un piano résonne et une cinquantaine de voix aiguës et fausses glapissent en chœur, avec conviction,* ***la Marseillaise****... Le Docteur Variot prend la parole : "Mes chers petits enfants, vous n'oublierez jamais ce jour heureux où Mme Faure est venue vous distribuer les étrennes de M. le Président de la République..." On applaudit et deux enfants appartenant à la classe ouvrière, une fille et un garçon, offrent aux charitables visiteuses du dispensaire un bouquet, puis récitent un compliment... Mlle Lucie Faure les charge de jouets et de bonbons, l'assistance tout entière applaudit chaleureusement lorsque jaillit un éclair blanc suivi d'un nuage de fumée. Des cris d'effroi se font entendre, vite calmés dès que la photographe de* ***l'Illustration*** *en a fourni l'explication... La distribution [dure] plus d'une heure... Au dehors, le boulevard est en fête... Mme Félix Faure et Mlle Lucie Faure à leur sortie du dispensaire ont été accueillies par d'enthousiastes acclamations qui les ont amplement récompensées d'avoir aussi utilement employé leur journée..."*

Il y a aussi beaucoup d'autres occasions de fête. Ainsi, le 18 mai 1924 : le Dr Variot organise une séance artistique et musicale au dispensaire de Belleville. Il a invité des artistes célèbres : Mme Collonna Romano, Mlle Nizan et M. Alcover, de la Comédie française, déclament ***L'Art d'être grand-père*** de Victor Hugo et d'autres œuvres exaltant les vertus familiales.

Ces manifestations artistiques introduisent la remise des diplômes de *"Mère spécialement méritante"*, que le Dr Variot a inventés. Ces diplômes, distribués par le comité des dames visiteuses aux femmes désignées comme appliquant soigneusement les conseils prodigués au dispensaire, sont assortis de récompenses en argent (le 1er prix est de 200 francs) ou en nature.

La place de l'art

La grande originalité de La Goutte de lait de Belleville est sans doute la place que tient l'art dans la vie quotidienne de l'établissement et dans sa propagande.

Gaston Variot est un homme de culture et de goût, mécène à ses heures, qui commande ou achète à des artistes, et tout spécialement à Jean Geoffroy (1853-1924) (17) et à José Frappa (1854-1904), des toiles et des dessins représentant des scènes ordinaires du dispensaire : la pesée, la consultation, les fêtes de Noël, etc. Ce sont des œuvres d'inspiration populiste, souvent naïves, voire réalistes, mais toujours touchantes, qui mettent en scène le petit peuple bellevillois, et surtout les femmes et les enfants.

Certaines de ces toiles ornent les murs de l'établissement, comme le triptyque de *"L'Œuvre de la Goutte de lait au Dispensaire de Belleville"* (1903) (18) ou le *"Noël des Petits au Dispensaire de la Goutte de lait de Belleville"* (1908) (19). D'une grande valeur pédagogique, ces œuvres sont aussi reproduites sous forme de gravures ou de cartes postales, largement distribuées, et elles assurent, avec le bouche à oreille, la publicité de l'œuvre auprès d'une population peu lettrée.

A Belleville, l'action de Gaston Variot et de son dispensaire est un réel succès. Des médecins comme lui, comme Léon Dufour et bien d'autres - car le mouvement des Gouttes de lait connaît un développement important (20) - font réaliser à la pédiatrie et à la puériculture, en ce début du XXe siècle, d'énormes progrès, et contribuent à faire reculer la mortalité infantile. Mais, pour humanitaires et généreux qu'ils étaient sans doute, ces hommes se sont aussi inscrit dans un contexte idéologique non dénué d'arrière-pensées politiques.

Christiane Demeulenaere-Douyère

---

(1) Sur le mouvement néo-malthusien français, voir Francis Ronsin, ***La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France, 19e-20e siècles,*** Paris, Aubier, 1980, 255 p., et Christiane Demeulenaere-Douyère, ***Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur,*** Paris, Publisud, 1994, 478 p.

(2) Cette action connaîtra son point culminant avec la promulgation de la loi de 1920 qui réprime la propagande antinataliste et la publicité pour les moyens contraceptifs quels qu'ils soient.

(3) Louis Pasteur (1822-1895) a publié son célèbre ***Mémoire sur la théorie des germes et ses applications à la médecine et à la chirurgie*** en 1866. Ses travaux ont démontré le rôle des micro-organismes dans la pathologie et l'importance de l'hygiène ; ils ont été à l'origine d'un intérêt nouveau pour la lutte contre la mortalité infantile, surtout à partir des années 1890.

(4) La paternité de l'appellation de Goutte de lait revient au Dr Léon Dufour, qui fonde le premier établissement de ce nom, en 1894, à Fécamp. Dufour et Variot, que lient une sympathie et une estime réciproque, partagent la même conviction qu'il faut porter une attention vigilante à l'alimentation des nourrissons pour leur assurer un développement satisfaisant et une bonne santé.

(5) Sur Gaston Variot, sa personnalité et son œuvre en général, voir : - Edouard Rist, ***Vingt-cinq portraits de médecins français (1900-1950),*** Paris, Masson, 1955, 219 p., p. 121-127 (notice sur Variot lue à la Société médicale des hôpitaux de Paris, le 19 décembre 1930). - *"A propos de la dépopulation : le Docteur Variot"*, Flandre 17-25, ***Bulletin d'information du personnel de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France,*** n° 54, 1984, p. 10-19. - Musée de l'Assistance publique de Paris, ***Un patriote aux origines de la puériculture. Gaston Variot (1855-1930),*** Paris, 1984, 71 p.

(6) Professeur de chimie médicale à la Faculté de médecine de Paris, A. Gautier est connu pour ses travaux sur le saturnisme, les composants organiques arsénicaux et sur l'origine des eaux minérales.

(7) T. Damaschino enseigne la pathologie médicale à la Faculté de médecine de Paris, à partir de 1873. Ses travaux portent surtout sur la syphilis infantile, la paralysie infantile, le muguet de l'œsophage et les maladies pulmonaires.

(8) Jules Parrot est connu par des travaux sur la syphilis, la tuberculose initiale de primo-infection, la mise en évidence du chancre pulmonaire d'inoculation, la description définitive de l'asthme, le rachitisme et les maladies infantiles.

(9) Directeur du laboratoire d'histologie zoologique de l'Ecole pratique des hautes études de 1868 à 1877, Ch. Robin est à l'origine des termes d'hématies et de leucocytes (1855).

(10) Voir notamment, dans les ***Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des sciences :*** *"Valeur nutritive du lait de vache stérilisé à 108° pour l'allaitement artificiel"*, t. 139, 1904 ; *"Les effets de l'hypersucrage du lait dans le traitement des dyspepsies avec intolérance gastrique"* (avec Lavialle), t. 157, 1913.

(11) Edouard Rist, notice sur Variot lue à la Société médicale des hôpitaux de Paris, le 19 décembre 1930.

(12) L'établissement fonctionne jusqu'en 1957.

(13) Gaston Variot, ***Comment sauvegarder les bébés. Enseignement de l'hygiène infantile donné à l'Institut de puériculture et à la Goutte de lait de Belleville,*** 1922. Beaucoup des citations de Gaston Variot figurant ensuite sont empruntées à cet ouvrage.

(14) Selon la belle expression de Georges Montorgueil, journaliste à ***l'Eclair.***

(15) ***Le dispensaire et la Goutte de Lait de Belleville pour enfants malades fondés et entretenus par donations volontaires. Organisation et fonctionnement de la Goutte de lait de Belleville 1892-1911,*** Paris, A. Davy, 1911, 34 p.

(16) Voir notamment, dans les ***Comptes rendus de l'Académie des sciences :*** *"Tables de croissance dressées en 1905 d'après les mensurations de 4 400 enfants parisiens de 1 à 15 ans"* (avec Chaumet), t. 142, 1906 ; *"Tables de croissance comparées des nourrissons élevés au sein et au biberon durant la première année de la vie"* (avec Fliniaux), t. 158, 1914.

(17) Sur Jean Geoffroy, *"peintre des humbles et des enfants"* et peintre ordinaire de la Goutte de lait, voir Musée de l'Assistance publique de Paris, ***Un patriote aux origines de la puériculture. Gaston Variot (1855-1930),*** Paris, 1984, p. 51-68.

(18) Tryptique (La pesée, La consultation et La distribution de lait) exposé au Salon de 1903, aujourd'hui conservé au Musée de l'Assistance publique.

(19) Œuvre exposée au Salon de 1908, aujourd'hui conservée au Musée de l'Assistance publique, n° 1694.

(20) En 1905, il existe une centaine de Gouttes de lait en France et une cinquantaine hors de France ; en 1912, il y en aura près de 200 en France.

LE TRAITEMENT DES MINEURS DÉLINQUANTS



Le long chemin de la répression à l'éducation

Pendant des millénaires, l'enfant a été considéré comme un être à dompter par la force et la contrainte, tout comme on le fait d'un cheval rebelle. C'est la fameuse « pédagogie noire » dénoncée par Alice Miller dans ses ouvrages.

Il faut dire que la violence a longtemps dominé la vie dans des proportions qu'on a du mal à imaginer aujourd'hui. Epidémies, famines, guerres ravageaient alors les populations. C'était une époque qui voyait couramment les habitants d'une place forte passés au fil de l'épée, quand celle-ci était prise par un ennemi, sans que cela ne soulève une émotion particulière. La mortalité infantile quant à elle, atteignait de telles proportions que la disparition d'un enfant en bas âge constituait un non-évènement.

A la rudesse des mœurs correspondait alors la rudesse des sanctions. Les enfants considérés comme responsables de leurs actes à 7 ans, subissaient au même titre que les adultes les pires supplices : bûcher, roue, noyade, pendaison,... Ce qui comptait alors, c'était bien plus de sauver son âme que son corps !

C'est avec la révolution de 1789 qu'émergent à la fois les premières théories sur une éducation comme alternative à la seule et unique politique de répression face à la délinquance juvénile ainsi que sur la notion de discernement. Un décret de juillet 1791 décide même de la nécessité de séparer enfant et adulte dans l'application des peines infligées, proposant ainsi la création des « maisons de correction ». Toutefois, il faudra attendre le premier tiers du XIXe siècle pour que ces intentions se concrétisent.

En 1836 ouvre l'établissement de la Petite Roquette, premier pénitencier pour enfants. S'y retrouvent des enfants et de jeunes adultes de 8 à 20 ans condamnés pour la plupart pour des crimes les plus sordides. L'un a écopé de deux ans de détention pour « vol d'un lapin et de deux canards ». L'autre a été condamné à 10 ans d'emprisonnement pour « incendie d'une récolte de froment et d'orge ». Mais il y a aussi là ceux qui, sur simple requête du chef de famille font un séjour de 3 à 6 mois renouvelable : c'est le trop fameux droit de correction paternelle. Chaque gamin est enfermé dans une cellule : il s'y repose, y travaille, s'y alimente et s'y instruit. Il n'en sort que pour le parloir, la promenade quotidienne et la messe. Isolement absolu et silence sont alors les maîtres-mots. La moindre incartade est punie de suppression de parloir, de promenade ou de pitance voire de cachot.

Parallèlement, la solution de la « régénération par la terre » fait son chemin auprès des autorités : ce sont les colonies agricoles dont la première à ouvrir est la Mettray en 1839. La loi du 5 août 1950 fixe le cadre de ces structures qui doivent élever les jeunes détenus « en commun, sous une discipline sévère, appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent ». Elle distingue les « colonies pénitentiaire » accueillant des enfants condamnés à moins de deux ans et les « colonies correctionnelles » réservés aux détenus ayant une peine supérieure à deux ans et aux « indisciplinés » des établissements précédents. Pour la gestion de ces structures l'administration fait largement appel à l'initiative privée. Mais, pour une mère M.E. Pelletier, fondatrice du « Bon Pasteur » d'Angers qui recommandait de ne jamais frapper les enfants et de les traiter avec bonté ou pour un Demetz fondateur de la Mettray qui mettait en avant l'importance de la vie affective dans la formation de la personnalité, combien de monstruosités vécues dans des dizaines d'établissements fonctionnant sur la base de sévices tant physiques que moraux.

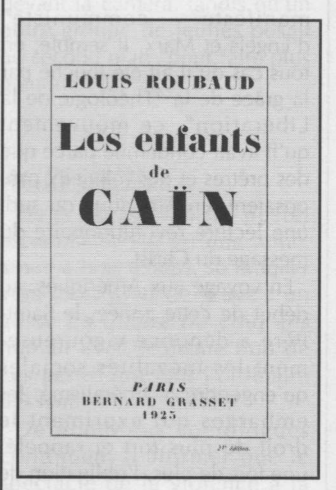


De nombreux propriétaires, voire des aventuriers sautent sur cette occasion de disposer d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Au cours des années, les domaines sont valorisés, les terres arides cultivées. Les enfants qui étaient auparavant condamnés à un ou deux ans de prison voient leur séjour prolongé jusqu'à leur 17 ou 18e année. C'est qu'il fallait bien le temps de l'adaptation : de trop courts séjours risquaient de voir les fournées d'apprentis quitter la colonie avant d'être devenus véritablement rentables. C'est un véritable retour à l'esclavage. A la différence peut-être que les esclaves devaient être achetés, alors que là ils sont fournis par l'administration et rapportent doublement du fait du versement de l'indemnité. Les conditions de vie sont infernales : sous-nutrition, mauvais traitements, hécatombes sanitaires, brutalités inhumaines... Il s'agit bien alors de briser les individus sous couvert de les corriger.

Ce système va durer presque cent ans. Et ce, grâce à la complicité de l'Etat et d'une opinion publique qui trouvait déjà qu'on dépensait décidément beaucoup d'argent pour cette racaille ! Mais la population environnante de ces colonies y a aussi contribué. Les paysans recueillaient alors les enfants qui s'évadaient contre un labeur gratuit ou les dénonçaient pour obtenir la prime de capture.

Campagnes de presse comme celle d'Alexis Danan, révoltes d'enfants, commissions parlementaires vont se succéder pour dénoncer la situation. Parmi les explosions qui surviennent et qui vont peser lourd dans la balance, citons celle qui embrase Belle-Ile en Mer en 1934 après qu'un colon se soit fait violemment battre pour avoir osé manger son morceau de fromage avant la soupe (le règlement stipulait qu'il devait l'être après !). Puis, c'est la mort de Roger Abel, 19 ans, à Eysse le 1er avril 1937, des suites d'une cascade de punitions barbares. La volonté de réforme s'impose cette même année sous la forme du détachement de personnel éducateur de l'éducation nationale. « Vingt jeunes instituteurs volontaires vont prendre la place des surveillants dans ce qui fut les bagnes d'enfants », « les pupilles de la Motte-Beuvron participent à la destruction des cages de fer où on les enfermait le soir » titre ainsi Paris-soir. Expérience difficile tant le tête à tête entre enfants réfractaires et moniteurs inspirés du scoutisme reste problématique ! Mais, la résistance farouche des gardiens et la passivité de l'administration ne permettront pas de trancher la question. Il faudra attendre la fin de la seconde guerre mondiale et le retour des camps de concentration d'hommes et de femmes bien décidés à tirer les leçons des horreurs qu'ils avaient connues pour voir résolument prise en main la réforme du traitement de l'enfance délinquante et pour que les bagnes d'enfants soient enfin fermés. Ce sera l'ordonnance de 1945 qui en donnant la priorité à la personne du délinquant sur l'acte qu'il a commis, en déférant le mineur devant un tribunal spécialisé, mettra en avant la logique éducative sur celle de la répression.

Jacques TREMINTIN



Dans ce livre paru en 1925, Louis Roubaux journaliste au Quotidien dénonce, après enquête, la vie des enfants dans les colonies d'Eysses, d'Ariane, de Belle-Ile, de Mettray, et Clermont et de Doullens.

Quelques extraits :

"J'ai quatre amis à la colonie correctionnelle d'Eysses. Le premier fait des émouchettes. Le second s'exerce à de menus travaux de ravaudage. Le troisième apprend la menuiserie. Le quatrième est en cellule. Il faut que je vous les présente, encore que nos relations soient peu suivies et notre amitié récente.

Trouvé (Frédéric) m'est apparu raide, les mains à la couture du pantalon, comme un petit soldat bien sage surpris en pleine corvée par un général inspecteur. Ses yeux bleus ne m'ont pas regardé en face, mais ils illuminent un visage de gamin peureux. Les joues sont pleines, les cheveux seront noirs quand la tondeuse le permettra. Trouvé (Frédéric) m'a montré son ouvrage. C'est une sorte de gros treillis à franges... pour préserver des mouches les chevaux. – Ça va maintenant ?... – Oui, monsieur le directeur... – Plus de mauvaise tête ?... – Non, monsieur le directeur ! – Pourquoi cet enfant de quinze ans fabrique-t-il des filets de ficelle ? – Il était il y a quelques jours à la cordonnerie où il apprenait un métier. Un de ses camarades lui a "manqué". Il est sujet à des colères. Les outils de cordonnier peuvent devenir des armes meurtrières. Ici, aux "émouchettes", on n'a que de la ficelle et ses mains. Pour quelle faute est-il à Eysses ? Il vient de la colonie pénitentiaire de Belle-Isle. Là-bas, les pupilles travaillent dans les champs, il n'y a pas de clôture à sauter. Il est parti deux fois, trois fois. On ne va pas bien loin ; la mer vous cerne de tous les côtés et l'on ne sait pas manœuvrer une barque... La troisième évasion vaut le châtiment suprême : le quartier correctionnel à Eysses. Mais avant Belle-Isle ? C'est une pupille de l'Assistance. On l'avait placé chez des cultivateurs. Il ne s'est pas entendu avec eux, il a mauvais caractère... Et avant ? Frédéric Trouvé a été rencontré dans une rue de Paris à l'âge de deux ans environ par un agent de ville qui l'a conduit au poste. Telle est son origine... et son délit.

Mon deuxième ami, Paul Boulin, le petit ravaudeur, raccommode des pantalons et des chemises de grosse toile dans un atelier tout pareil à celui-ci, sous la surveillance d'un même gardien bleu. Il vient de Saint-Maurice pour indiscipline. Il avait été envoyé là pour vol à l'étalage. Le tribunal qui l'avait acquitté comme ayant agi sans discernement, l'eût rendu à sa mère, mais sa mère, précisément, avait été arrêtée pour le même crime. Paul Boulin est un mauvais petit rouquin sournois. [...]

Mon troisième camarade, Jean Rigault, ressemble à un petit mendiant de Murillo. Il a de beaux yeux tristes et un visage mat. Son père a été broyé par une machine haut-le-pied en faisant la manœuvre ; sa mère ne s'est pas contentée de la pension ; elle s'est mise en ménage avec un drôle d'individu et le "môme" a été laissé seul sur les quais de Marseille. Mme Rigault a été déchue de ses droits maternels et Jean confié à un patronage. [...] Jean Rigault ramassait les copeaux, balayait, faisait les courses chez un menuisier. Il a eu la nostalgie de la Joliette et des sacs huileux d'où coulent toujours, par quelques déchirures, les savoureux cacahuètes. Il rabote aujourd'hui les planches dans l'atelier de la colonie correctionnelle. N'avait-il pas mérité une correction ?

Robert Guichard, mon quatrième ami, possède pour quelques jours encore, un logement particulier. L'hôtel où il demeure se compose d'un grand hall où "donnent" toutes les chambres. Guichard habite le numéro 18. Une première porte de bois s'ouvre sur une seconde porte grillagée. – Ouvrez la grille ! Mon ami est debout au garde à vous. C'est un grand gars blond, solide et râblé. – Repos !... On est dans de meilleures dispositions ? – Oui, monsieur le Directeur... – Tu veux retourner à la cordonnerie ? – Oui, monsieur le Directeur. – On va voir ça. Mais tu m'as fait une promesse. Quand M. le Surveillant ou M. l'Instituteur te feront une observation, tu ne répliqueras pas avec insolence. Mon ami courbe son front têtu. Il est mal logé. Il n'y a pas un meuble, pas une chaise dans la cellule où il doit se tenir debout toute la journée. La fenêtre grillée est assez haute pour ne pas laisser voir, même le ciel. – Et ton émouchette ? – Je la finirai aujourd'hui. – Si tu as fini ce soir, je te ramènerai à la cordonnerie. – Merci, monsieur le Directeur. – Allons, au revoir ! Le gardien referme la porte grillée... referme la porte de bois. Guichard est bien seul sous double porte et double serrure. En terminant son émouchette, il réfléchira. Son indiscipline lui avait valu toute une série de remontrances et de punitions légères : pain sec simple ou de rigueur, piquet. Ces jours-ci, M. l'Instituteur lui fit un peu de morale : – Enfin, Guichard, tu ne devrais pas oublier pourquoi tu es ici. Tu as tué ton père, Guichard ! – Oui, monsieur l'Instituteur. – Et tu as dépecé son cadavre. A ces mots, mon ami s'est cabré : – Ce n'est pas vrai ! Il est devenu pâle et a décoché à son chef ses injures les mieux choisies. Quand il fut apaisé, après quelques jours de cellule, il expliqua : – Je ne peux pas laisser dire des mensonges ; je n'ai pas dépecé, j'ai coupé le corps en deux morceaux seulement. Celui-là a été condamné à douze ans de prison et ne quittera pas la colonie avant sa trentième année."



SONDAGES GUIDÉS

Lorsqu'il s'agit de vérifier l'impact d'un message, il suffit souvent de poser une question qui oriente la réponse. Les spécialistes de la manipulation désignent cette pratique par la formule "leading questions". Demandez à un échantillon représentatif, s'il préfère être riche et en bonne santé plutôt que pauvre et malade !

Un sondage récent posait la question suivante à propos de la télévision : "Seriez-vous prêt à payer la redevance audiovisuelle pour avoir moins de publicité ?*" 69 % répondent : non ! On peut ajouter : "bien sûr !" A une autre question, posée sous forme affirmative, : "Les coupures de publicité prennent trop de place" 53 % répondent "oui" et les sondages ne disent pas s'ils ont le réflexe de zapper lorsque les images publicitaires apparaissent !

Les protestations contre le niveau trop élevé de la redevance sont entretenues depuis des décennies par des groupes de pression commerciaux. Depuis dix ans, les sources d'images cryptées ou à péage se sont multipliées. Elles trouvent aisément des clients qui ne se plaignent pas de payer trois, quatre ou cinq fois le montant de la taxe.

Vive le marché ! mais on peut aussi refuser l'imprégnation qui rappelle certaines méthodes totalitaires. ❑

* "France-soir", 19 janvier 1999.

ORWELL N'AVAIT PAS PRÉVU ÇÀ

Dans son roman *1984*, George Orwell a dressé un tableau des régimes totalitaires à la lumière de son époque. Depuis, les techniques de communication et les performances des systèmes ont créé les conditions d'une surveillance mémorisable.

Les moyens que le gouvernement des États-Unis accordait naguère avec prudence mais dans la discrétion à la *National Security Agency* (NSA) permettent d'écouter ou de lire tout ce qui passe par les canaux de communication mondiaux, par fil ou sans fil.

Grâce à la carte de crédit, On peut suivre les déplacements et les dépenses de n'importe lequel des citoyens, de toute nationalité.

Internet est un champ mondial ouvert à toutes les investigations. Demain, en France, la carte "Vitale" va abolir le secret médical.

Certes, toutes les garanties sont apparemment réunies. Une Commission ad hoc surveille le respect des libertés mais elle ne dispose que de faibles pouvoirs. D'ailleurs, le piratage et le viol des correspondances ajoutent un certain plaisir à l'usage des ordinateurs.

La littérature d'anticipation est riche d'imagination lorsqu'il s'agit de décrire les machines et leur performances. Peu d'auteurs ont deviné l'usage totalitaire qu'elles engendreraient dans la vie quotidienne. Un totalitarisme d'autant plus efficace qu'il est souvent invisible. ❑

POINT DE VUE AMÉRICAIN

Il est exact qu'une grande liberté d'expression est accordée aux citoyens des États-Unis. Ils ont habituellement le droit de s'exprimer dans des livres ou dans des articles que publient des revues confidentielles ou spécialisées. Malheureusement, la circulation de ces publications est étouffée par les grands éditeurs de livres ou de journaux et ce qu'il est convenu d'appeler l'environnement médiatique où la télévision occupe la plus grande part.

On connaît peut-être des auteurs contestataires Noam Chomsky ou Norman Mailer. On en découvre, par hasard, d'autres, comme Herbet Schiller, Jerry Mander ou Neil Postman qui dénoncent la fonction manipulatoire et normative de la télévision, en particulier. Le dernier cité écrit avec une lucidité qu'on aimerait croire banale : "Quand l'attention d'une population est retenue par des banalités, quand la vie culturelle se renouvelle dans une ronde perpétuelle de distractions, quand un quelconque babillage remplace toute conversation sérieuse, en bref, quand le public est considéré comme audience et ses activités comme une comédie, une nation court un risque : la civilisation devient mortelle." ("Amusing ourselves to death", 1985). Paul Valéry l'avait deviné en d'autres temps. ❑

"BIG BROTHER" POSTAL

On savait que les facteurs reçoivent une gratification lorsqu'ils acceptent de distribuer les liasses de prospectus publicitaires qui encombrent nos boîtes aux lettres *.

On apprend qu'une autre gratification leur est accordée lorsqu'ils fournissent aux annonceurs publicitaires, via La Poste, des renseignements sur les habitudes et les conditions d'existence des usagers de leur tournée *. ❑

* "Les facteurs deviennent les supplétifs de la publicité" - "Le Monde" 19 janvier 1999.

[Il est possible d'échapper partiellement au harcèlement publicitaire. Il suffit d'en faire la demande à l'adresse suivante : SNPVC, 60, rue de La Boétie, BP 438-08-75366 Paris Cedex 08.]

* "Les facteurs deviennent les supplétifs de la publicité" - "Le Monde" 19 janvier 1999.

QUI DIT QUOI À QUI ? POURQUOI ?

La réalité virtuelle désigne les procédés informatiques qui permettent de fabriquer des images qui n'existent pas mais ressemblent, à s'y tromper, à la réalité. La plupart des musiques de variété, aujourd'hui, ont recours aux synthétiseurs et autres "samplers" (échantillonneurs). A ces artifices, il faut ajouter les faux reportages, mis en scène avec des comédiens qui jouent la situation.

On disait jadis que certains directeurs de journaux n'hésitaient pas à "faire" l'événement pour le vendre à leurs lecteurs. D'autres se contentaient de répandre de fausses informations qui assuraient un succès de vente, quitte à démentir le lendemain, ce qui faisait encore vendre le journal.

Jadis, dans les couloirs de la Radio et de la Télévision d'avant l'ORTF, on se moquait des concurrents qui "bidonnaient" leurs reportages. Il semble que ce soit devenu une habitude à TF1. Après un faux reportage sur l'activité nocturne dans les catacombes de Paris, la chaîne de grande écoute diffusait, récemment, une fausse enquête de gendarmerie ("Le Canard enchaîné", 27-01-1999).

"France 2" a diffusé, le 31 janvier dernier, une rétrospective de l'information télévisée depuis le premier "Journal télévisé" en 1949. Il s'agissait plutôt d'une chronique de la désinformation. Qui dit la vérité ? Qui l'occulte ? Pourquoi ? A de rares exceptions près, les journalistes ont le goût de la vérité. Jadis, on dénonçait, à juste titre, la soumission de l'ORTF au pouvoir gaulliste. Le pouvoir affairiste, pour être plus habile, est encore plus efficace. ❑

MARX OU JÉSUS ?

On ignore si le Pape a relu récemment les Évangiles ou "Le manifeste communiste" d'Engels et Marx. Il semble, en tous cas qu'il ait été touché par la grâce de la "Théologie de la Libération", ce mouvement qu'il avait condamné parce que des prêtres et des religieux proposaient, en Amérique du sud, une lecture révolutionnaire du message du Christ.

En voyage aux Amériques, au début de cette année, le Saint-Père a dénoncé vigoureusement les inégalités sociales qu'engendre le libéralisme, les embargos qui expriment le droit du plus fort et rappelé, une fois de plus, l'obligation de respect dû à la dignité humaine.

Reçu dans un état du sud des États-Unis, où la croix enflammée appelle encore au meurtre des Noirs, il a eu le bonheur de recevoir les encouragements de Bill Clinton.

En voilà deux qui risquent de finir au Paradis mais est-ce bien un endroit fréquentable ? ❑

TURLUPIN

Le Littré nous apprend que ce mot désignait aux XIIIe-XIVe siècles des "sectes d'hérétiques qui se répandirent en France, en Allemagne et dans les Pays-Bas...". Ce fut aussi le nom

d'un personnage de la farce telle qu'on la jouait sur les tréteaux du Pont-neuf et à l'Hôtel de Bourgogne, avant Molière.

François Mauriac appliquait naguère ce sobriquet à Jean-Jacques Servan-Schreiber qui détectait un micro ou une caméra à distance et multipliait les "coups médiatiques". Un ancêtre de Nicolas Sarkozy, en quelques sorte. ❑

PETITE CHRONIQUE DES MÉDIAMENSONGES

"Le Monde" du 2 janvier dernier évoquait la mise en scène d'un faux témoignage provoqué par une chaîne de télévision publique allemande à propos des incidents de rue qui se sont déroulés dans un quartier de Strasbourg, dans les derniers jours de décembre dernier..

Les journalistes de la "Zweiter Deutsche Rundfunk" auraient payé 150 deutschemarks (environ 500 francs ou 150 euros) à un jeune pour qu'il accepte de témoigner, de dos, la nuit, devant la caméra, tandis qu'un autre groupe de jeunes posait au second plan "pour faire plus glauque". ❑

AGRESSION

Dans un bureau de poste, récemment, j'ai vu une arme, tenue à bras tendus, se braquer vers moi. Rien de grave : un gosse de quatre ou cinq ans mimait avec réalisme l'un de ces gestes qui font l'ordinaire des feuilletons télévisés.

De nombreux sociologues continuent d'affirmer que le spectacle de la violence à la télévision n'engendre pas la violence dans les comportements.

Faut-il brûler les sociologues ou s'attendrir sur la frimousse d'un gamin qui s'amuse ? ❑

VIOLENCE ET POLITIQUE

La politique, jusqu'à la diplomatie et même au-delà, engendre la violence à proportion des ambitions qu'elle suscite.

Depuis quelques temps, les Verts, au prétexte de changer le monde - ces naïfs - bousculent les avantages acquis d'un certain nombre de citoyens réalistes. Certaines femmes qui prétendent jouer un rôle en politique, au nom de l'égalité des chances et des compétences, ont, désormais, tout intérêt à ne sortir que sous escorte. Ce n'est pas par hasard si les chasseurs se déguisent en paras ou si certains paysans ressortent les fourches d'une imagerie populaire bien qu'inexacte : les sans-culottes n'étaient pas des nantis.

Le lendemain du sac du bureau de Dominique Voynet, "Arte" rediffusait une évocation de "La Cagoule", ce mouvement d'extrême-droite qui prétendait, avant la dernière guerre mondiale, étrangler la "gueuse" - entendez la République - après l'avoir purgée de ses vermines : francs-maçons et juifs. Quelques attentats spectaculaires montrèrent de quoi ils étaient capables. Cette détermination trouva tout naturellement le chemin du pouvoir à Vichy, en 1940... mais aussi à Londres. ❑

SCIENCE-FICTION ?

La crainte millénariste était encore tenue, il y a peu, par les esprits solides pour une manifestation d'irrationalité voire de superstition.

Un accident prévisible du progrès donne une consistance angoissante à l'entrée en l'an 2 000.

Aux États-Unis, dans la crainte d'une désorganisation complète des systèmes informatiques incapables de gérer les dates au-delà de 99, on s'apprête à encourage les citoyens à stocker des vivres, à ne pas utiliser les transports programmés - avions, en particulier - entre les prochains 31 décembre et 1er janvier, à retirer l'argent de leur dépôt bancaire.

On peut craindre alors une panique, généralisée par effet "boule de neige", qui pourrait engendrer un désordre monétaire auprès duquel les "cracks" ne seraient qu'incidents de parcours.

Barjavel n'avait pas prévu çà dans "Ravage". ❑

Les notes de lecture de J.J. Ledos

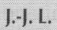
"LE PLUS JEUNE MÉTIER DU MONDE"

*par Sophie Fontanel **.

On ne peut pas en vouloir à une *"enfant de la balle"* d'être attirée par les lumières de la télévision. La *"Serre"*, c'est-à-dire Canal Plus, est à peine différente de ses concurrentes, panier de crabes et nids de serpents. C'est, hélas devenu, un univers impitoyable où la concurrence et la course à la réussite, ou seulement à la survie individuelle, entretiennent cynisme et déshumanisation sous l'épée de Damoclès des sondages. Sophie Fontanel a été happée un temps par ce *"jeune métier"* et la connotation avec un autre, plus vieux, est implicite dans le titre. Et puis : *"on s'use, à la lumière. Ce qui a été mis en vitrine, tout le monde sait bien qu'on ne peut plus le vendre..."*

Un roman ? Autobiographique, bien sûr, mais le genre n'est pas neuf ! Oh ! Combien de starlettes attirées par la lumière des studios parties enthousiastes, réduites à se consoler dans un témoignage. Pour résumer la substance du livre on pourrait se contenter de citer le *"prière d'insérer"* : *"Le plus jeune métier du monde, c'est la télévision. Dans cette chaîne, la Serre, chacun se sent un peu roi du monde. Président sentimental, animateurs trop gâtés, vedettes essoufflées, chef de l'argent cynique..."* Pour faire semblant d'exister ou pour oublier, on s'étourdit : *"Certains se mirent à danser sur la table. D'autres mangèrent de l'argent. De pleines poignées de billets de banque qu'ils faisaient passer avec du champagne. D'autres jouirent. Ils attrapèrent des femmes aux coudes et les secouèrent jusqu'à en faire tomber du plaisir..."* Salut l'artiste désabusée qui risque cette définition : *"...la télévision c'est l'apnée du cerveau."*

Ce n'est pas l'aventure individuelle qu'il faut lire mais la description d'une machine à broyer les siens et les autres. Sophie Fontanel a un certain talent d'écriture. Elle pourra l'exploiter ailleurs.


J.-J. L.

* Éditions NiL, 110,00.

Un réquisitoire de la désinformation : POKER MENTEUR

Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres

*par Michel Collon **.

Un nouveau genre se développe dans la littérature politico-journalistique : l'appel à la vigilance face aux risques de désinformation, désignés comme *"médiamensonges"*.

L'ouvrage de Michel Collon, une publication quasi-confidentielle, est d'abord un document précieux sur l'histoire récente de la Yougoslavie, un *"pays impartageable"* tant les ethnies y sont imbriquées. Ce constat conduit à chercher les causes et les responsables de la crise qui s'acharne depuis plusieurs années à démembrer la région. L'analyse de l'auteur rejoint celles du général Gallois et du journaliste Jacques Merlino.

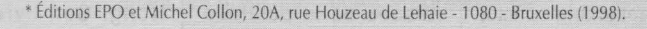
L'exposé des motifs de la crise est un cours de géopolitique contemporaine. Dès la chute du *"rideau de fer"*, en 1989, les États-Unis et l'Allemagne ont eu le souci commun de contrôler les routes du pétrole et du gaz, dominer l'Europe de l'est, affaiblir et maîtriser la Russie, installer des bases militaires, assurer le droit de passage sur trois routes essentielles pour le commerce est-ouest. Dans cette perspective, les deux puissances complices se seraient entendues pour se découper des zones d'influence qui excluraient la République serbe, coupable de vouloir maintenir l'unité réalisée une première fois en 1918 sous la couronne des Karageorgevitch et à nouveau, en 1945, sous la forme d'une République fédérative fondée à l'initiative d'un front national issu de la résistance antifasciste.

Ce gros ouvrage de près de 400 pages est surtout riche de citations de textes peu connus, voire de contradictions, de fausses nouvelles et de démentis sur les manœuvres et les coups tordus programmés par les services secrets et exécutés par des mercenaires sans état d'âme. Dans le même temps, les organisations internationales occupent le terrain officiel de la désinformation, et distribuent des vivres sous le regard incrédule des caméras.

L'auteur établit un lien entre ces conflits internes et la nouvelle volonté *"impériale"* à peine masquée sous les promesses d'une économie mondialisée. Le Fonds Monétaire International, dans le rôle du Père Fouettard, n'est jamais loin des zones de troubles.

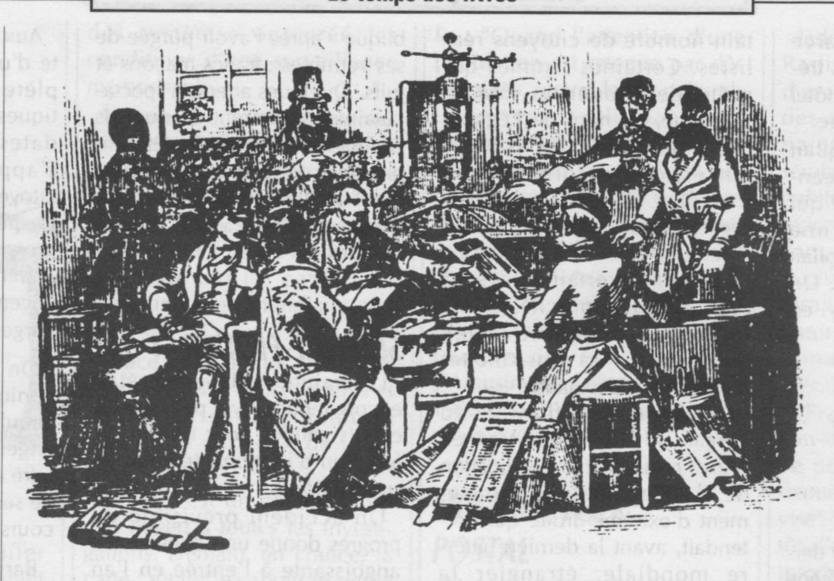
On comprend que les moins malhonnêtes des médias passent sous silence un tel ouvrage.

J.-J. L.


* Éditions EPO et Michel Collon, 20A, rue Houzeau de Lehaie - 1080 - Bruxelles (1998).







Le temps des LIVRES

1939, LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE
par Yves Santamaria

La question du pacte germano-soviétique est peu abordée dans l'historiographie française qui revient fréquemment sur Munich pour évoquer les origines de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant le sociologue Georges Friedmann, peu de temps auparavant compagnon de route du PCF et admirateur de l'URSS, pouvait noter dans son *Journal de guerre* (Gallimard, 1987) en date du 7 septembre 1939 :

« Staline et son Politburo, par ce pacte, ont déclenché la guerre. Auparavant, elle était possible, elle n'était pas inévitable. Brusquement, pour des intérêts d'Etat (...), toute l'idéologie "de la paix" a été annulée, foulée aux pieds. Hitler a attendu la ratification du pacte par le Conseil suprême des soviets pour bondir sur la Pologne. Voilà un fait qui est frappant. Staline joue la guerre et sert l'hitlérisme par ce coup de théâtre. »

Les réflexions personnelles de Georges Friedmann, notées au jour le jour du 6 septembre 1939 au 28 juin 1940, ne seront publiées que plusieurs années après sa mort, survenue en 1977. Il y a là tout un symbole de la difficulté à traiter du pacte germano-soviétique dans la France de l'après-guerre, y compris avec plusieurs décennies de recul. Cependant, avec l'implosion de l'empire soviétique, les travaux sur les aspects les plus controversés de la politique étrangère de l'URSS ont pu reprendre dans un climat un peu plus serein.

Yves Santamaria propose la seule synthèse récente sur cet événement fondamental dont la signification devrait être à tout le moins interrogée pour comprendre les causes de la guerre, mais aussi pour juger de la recevabilité d'une comparaison entre fascisme-nazisme et stalinisme. L'auteur replace le pacte dans le contexte de l'évolution des relations internationales depuis la fin de la Première Guerre mondiale, en retrace les principales étapes, puis les conséquences avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le partage de la Pologne, l'annexion des Etats baltes, l'agression soviétique contre la Finlande, puis l'affrontement entre les « deux étoiles jumelles » (Trotsky) après le 22 juin 1941. Il présente la manière dont les deux parties s'efforcèrent de faire oublier leur précédente alliance et comment l'URSS réussit à faire passer sous silence, jusque et y compris au moment du procès de Nuremberg, le pacte et ses conséquences avec ses nouveaux alliés de la coalition antihitlérienne. Avec la guerre froide, la question revient pourtant sur le devant de la scène, en particulier aux Etats-Unis. Finalement, Yves Santamaria conclut en soulignant la part d'énigmes, d'interrogations et d'incertitudes que cet événement recèle encore permettant à différentes écoles historiographiques des interprétations radicalement différentes. Ainsi, pour les uns l'alliance avec l'Allemagne est un « fer au feu » pour Staline, tandis que d'autres considèrent l'URSS comme une championne déçue de la sécurité collective. Enfin, les derniers, à la suite du livre de Victor Suvorov, *Le Brise-Glace* (trad. fr. Olivier Orban, 1989), développent l'idée d'une opération préventive contre l'URSS en juin 1941, celle-ci se préparant elle-même à une offensive éclair contre l'Allemagne.

Dans ce tableau riche et informée, il manque pourtant un point essentiel sur lequel l'auteur ne s'arrête pas suffisamment : c'est l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la politique suivie par le Parti communiste allemand – entièrement dictée par la direction de la IIIe Internationale, c'est-à-dire par Staline lui-même – dans les années et les mois qui précèdent le 30 janvier 1933. S'il est nécessaire d'évoquer les relations entre l'Allemagne de Weimar et l'URSS dans les années vingt, il est encore plus important d'éclairer les raisons de la politique aberrante et suicidaire suivie par le PC allemand en 1932-1933, puis l'épisode de l'incendie du Reichstag et du procès de Leipzig, pour revenir aux sources des tractations secrètes entre nazis et staliniens dès 1933, comme l'avaient compris, chacun à leur manière, d'anciens communistes comme Ruth Fischer, Walter G. Krivitsky, Arthur Koestler ou Jan Valtin.

C. Jacquier

Bruxelles, Éditions Complexe, 1998, 142 p., 110 F.



LA GRANDE FAMINE DE MAO
par Jasper Becker

Jasper Becker est l'ancien correspondant à Pékin du quotidien britannique *The Guardian* (1985-1990), spécialiste de la BBC pour la politique asiatique. Il dirige actuellement le bureau de Pékin du *South China Morning Post* de Hong Kong. Son livre a été publié sous le titre original de *Hungry Ghosts. China's secret Famine* (Londres, John Murray Ltd, 1996). Le chapitre sur la Chine du *Livre noir du communisme* (Laffont, 1997) tire de cet ouvrage ses principales informations sur la famine de la fin des années cinquante et précise : « il s'agit à notre connaissance du seul ouvrage synthétique sur la famine consécutive au grand Bond ». On ne peut que se féliciter de sa rapide traduction française.

Au début des années soixante, la Chine de Mao remplace l'URSS dans l'imaginaire des gouvernants occidentaux et de l'opinion publique comme pays du « socialisme réalisé ». Hommes politiques et journalistes s'y rendent et à leur retour, chacun y va de son article ou de son livre. L'histoire se répète, et comme leurs prédécesseurs des années vingt et trente, tous ne voient que ce que l'on veut bien leur montrer et prennent les vessies du capitalisme d'Etat pour les lanternes du socialisme.

La Chine est alors censée sortir de l'arriération et de la féodalité pour construire en quelques années un véritable paradis communiste qui révolutionne non seulement l'économie, mais aussi l'agronomie, la science, la vie quotidienne, etc. Au même moment, le pays s'enfonce dans la plus grave famine qu'il ait connue, répétant moins de trente ans après les aberrations de la politique d'industrialisation forcée et d'étatisation des terres de Staline, lors des premiers plans quinquennaux du début des années trente. En effet, l'auteur démontre le caractère spécifique de cette famine, « entièrement due à l'erreur humaine » et dont la « cause principale était le poids excessif des prélèvements en grains de l'Etat ». Il souligne bien que si la Chine a toujours été une terre de famine du fait de l'organisation de son agriculture et de l'importance de sa population, celle qui suit le grand Bond en avant

n'est comparable qu'à la famine de 1932-1933 en Ukraine, tant par ses proportions dramatiques que par ses causes politico-économiques. Et dans les deux cas, l'aveuglement des États occidentaux et des institutions internationales sera à la mesure d'une tragédie qui s'accomplit dans le silence des innombrables victimes, le mensonge des propagandes totalitaires et l'ineptie ou la lâcheté de la plupart des experts, journalistes et hommes politiques occidentaux. Becker peut donc très justement conclure sur « l'échec de l'Occident » et rappeler qu'au pire moment de la famine un Edgar Snow, une Han Suyin, un ancien directeur de la FAO, Che Guevara, Gunnar Myrdal et beaucoup d'autres déclaraient qu'il n'y avait pas de famine en Chine. La France ne fut pas en reste, *Le Monde* en tout premier lieu. La palme revint sans doute à François Mitterrand qui déclara à *L'Express* (23 février 1961), à l'issue d'un voyage de trois semaines en Chine où il avait été reçu par Mao, que ce dernier n'était pas du tout un dictateur. « L'emprise qu'il exerce, déclarait le futur président de la république, lui est conférée par le pouvoir qu'il a sur son peuple, et qui n'est pas le produit d'un fanatisme démagogique fortement soutenu par une police d'État ». Mao était donc un « humaniste », un « type d'homme nouveau », et Mitterand insistait à plusieurs reprises pour dire qu'il n'y avait pas de famine en Chine…

Le livre de Jasper Becker est donc à lire pour comprendre une des tragédies majeures de la Chine contemporaine, mais aussi pour garder à l'esprit qu'elles sont toujours possibles. Les mêmes causes produisent les mêmes effets et la démence des uns s'ajoutent à la bêtise ou à la lâcheté des autres. La postface sur la famine actuelle en Corée du Nord (dernièrement niée dans *Le Monde*) vient très justement le rappeler !

C. J.

Paris, Éditions Dagorno, 1988, 524 p. 150 F.

Wei Jingsheng

LETTRES DE PRISON

1981-1993

Entre 1979 et 1998, cet homme aura connu 9 mois de liberté

Plon

CHINE
PARTI COMMUNISTE : LE DIALOGUE IMPOSSIBLE

par Wei Jingsheng

Les Droits de l'Homme

DÉCLARATION

"Dans un monde où règne l'ignorance, penser devient un crime".

Au cours de ces vingt dernières années, Wei Jingsheng – l'auteur du plus célèbre dazibao affiché en décembre 1978 sur le "Mur de la Démocratie" à Pékin, "la 5e modernisation : la démocratie" (1) – en aura passé dix-huit derrière les barreaux. Alors que la communauté internationale vient de fêter avec emphase à Paris le 10 décembre 1998 le 50e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (2), il nous livre avec ses "Lettres de prison" (3), adressées pour partie à ses frères et sœurs mais essentiellement aux autorités du pays, un réquisitoire implacable du régime communiste chinois.

Il dénonce tout d'abord ses conditions de détention ainsi que celle de ses co-détenus. En vue de leur amélioration et pour obtenir également la révision de son procès (4), il entreprendra six grèves de la faim, dont trois auront duré respectivement 50, 80 et 110 jours, qui lui laisseront de graves séquelles notamment sur le plan cardiaque. L'administration pénitentiaire cherche à le pousser à bout afin qu'il "craque" et va jusqu'à installer dans sa cellule des droits communs à qui on fait miroiter une remise de peine qui "me dérangent tellement que je ne peux ni lire le jour ni dormir la nuit".

Dans ses lettres à ses frères et sœurs, il dévoile un aspect méconnu de sa personnalité, celle d'un vulgarisateur scientifique et d'un inventeur qui veut "être utile au peuple et à la société". Mettant en parallèle l'abondance de l'ensoleillement et la quantité de rivières en Chine du Nord avec la terrible pauvreté des paysans, il réfléchit "aux moyens de maîtriser l'énergie solaire et hydraulique… mon but est de donner aux paysans accès à de meilleurs outils et à de nouvelles sources d'énergie". Il invente un "auto-cuiseur pressurisé avec minuterie pour *économiser l'énergie" ou encore un "briquet-*tempête" en faisant travailler son imagination qui lui permet ainsi en pensée de s'évader de sa cellule où il est confiné 24 h/24 : "L'imaginaire représente la moitié de la beauté de la vie".

Il se découvre également un goût pour le commerce : "Je pense souvent que lorsque je sortirai de prison, je pourrai m'installer dans la région de mes ancêtres (5) et me lancer dans les affaires parce que les conditions qui y règnent me garantissent de faire au moins aussi bien que les entrepreneurs ruraux du sud du Jiangsu ou de Wenzhou."

Mais il sait que la priorité pour lui c'est le combat politique. Aussi la majorité de ses lettres, adressées aux dirigeants du parti communiste chinois "expriment (-elles) surtout mes tentatives pour convaincre le parti d'adopter certaines mesures favorables au pays qui auraient pu atténuer quelque peu les souffrances de la population". Dénonçant la duplicité du régime, il n'hésite pas à le comparer au régime nazi et se livre en contrepoint à un vibrant plaidoyer en faveur des droits de l'homme.

Rappelant que "le peuple est le pilier de la nation et que les citoyens doivent avoir la possibilité de contrôler ceux à qui ils délèguent leur autorité, il dénonce le qualificatif de "socialiste" que revendique le régime chinois : "Il suffit de s'emparer du pouvoir et de se parer des habits du socialisme pour légitimer n'importe quoi" ; ainsi que la pseudo "dictature du prolétariat" : "En réalité, jamais la classe ouvrière n'a joui d'un privilège quelconque, ni même des droits fondamentaux dont jouissent les citoyens d'une démocratie". Après avoir qualifié Mao de "dictateur fasciste", il apostrophe Deng Xiaoping, traité de "dictateur péquenot" : "Vos valeurs, votre idéologie et votre modèle social sont semblables à ceux de Hitler." Entre autres exemples, il s'élève contre les fausses rumeurs dont sont émaillées les journaux et revues soumis à la censure du Parti, et fait un parallèle avec le "fameux point de vue de Goebbels qui prétendait qu'un mensonge répété cent fois devient une vérité". Par leur attitude les dirigeants chinois ont perdu la confiance du peuple, mettant ainsi en danger l'avenir du pays. Pour lui, en l'état de la situation, "seuls les droits de l'homme sont les garants d'une paix et d'une prospérité *durables" alors que le point de vue du Parti* à leur sujet est "le même… qu'autrefois les nazis".

C'est pourquoi Wei s'insurge contre les prétendues "valeurs asiatiques" qui, restreignant les droits individuels au prétexte de protéger les droits de la collectivité, ne constituent qu'un paravent idéologique à l'autoritarisme du Parti. "Si on retire les verres teintés des préjugés et qu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que chinois et étrangers sont en réalité absolument semblables". Il n'a pourtant eu que peu de contacts avec les traditions européennes et base son raisonnement sur la tradition humaniste chinoise qui aboutit aux mêmes conclusions : les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont "la somme des espoirs et des aspirations qui se font jour naturellement et qui n'ont pas besoin d'être enseignés… les droits de l'homme répondent à des critères objectifs qui ne peuvent être modifiés ni par les lois ni par la volonté du gouvernement. Ces critères s'appliquent à tous les régimes et à tous les individus et interdit à qui que ce soit de disposer de privilèges. Il s'agit de 'droits naturels de l'homme que chacun acquiert en naissant'."

C'est par la culture et l'éducation qu'on pourra les maintenir et les faire perdurer "en jetant les bases d'un développement économique et social durables" au service du peuple, et non soi-disant en son nom. M. Jiang Zemin à bon entendeur salut !

J.-J. Gandini

(1) Critique directe des "quatre modernisations" prônées par Deng Xiaoping et axées uniquement sur le développement économique.

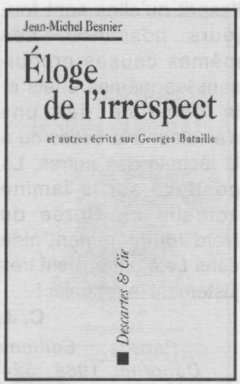
Voir "la 5e modernisation et autres récits du Printemps de Pékin" textes traduits et annotés par Huang San et Angel Pino, Ed. Ch. Bourgeois 1998, 380 p., 130 F.

(2) Wei y sera finalement présent après un premier pas de deux de l'Elysée qui ne voulait pas "froisser" les relations diplomatiques et commerciales France/Chine.

(3) "Lettres de prison 1981-1993", traduit par Marie Holzman, Ed. Plon 1998, 308 p., 140 F.

(4) Le 16 octobre 1979 – il a été arrêté le 29 mars – il est condamné à 15 ans de prison et 3 ans de privation de ses droits civiques pour "communication d'informations militaires à des étrangers" et "propagande et agitation contre-révolutionnaire".

(5) La province de l'Anhui, en Chine centrale, à 400 km à l'ouest de Shanghai.



ÉLOGE DE L'IRRESPECT ET AUTRES ÉCRITS SUR GEORGES BATAILLE

par Jean-Michel Besnier

Déjà auteur d'un livre remarqué sur Georges Bataille, *La Politique de l'impossible. L'intellectuel entre révolte et engagement* (La Découverte, 1988), Jean-Michel Besnier propose, avec ce nouveau livre, un recueil d'articles sur l'auteur de *La Part maudite* qui interroge la figure d'« intellectuel pathétique » de Bataille, son célèbre article sur « la structure psychologique du fascisme » dans *La Critique sociale,* la place de Bataille dans les auteurs classiques de la philosophie universitaire ou son texte sur Lascaux et la naissance de l'art.

Dans une société marquée par une pesante obligation de respect, l'auteur trouve en Bataille un antidote et une incitation à la réflexion loin de la bienséance et des conformismes dominants. Son livre, intelligent et bien écrit, incite à la réflexion avec un irrespect tonique dans une période où prédominent « politiquement correct » et bons sentiments frelatés.

Pourtant, il est difficile de toujours suivre l'auteur dans son appréciation de l'itinéraire politique de Bataille, et sa tentative de réfuter ceux qui, tel Daniel Lindenberg (*Les Années souterraines,* La Découverte, 1990), ont noté ses fascinations successives pour les diverses figures de la tentation totalitaire dans ce siècle. Pour en comprendre l'origine, il lui aurait fallu sans doute délaisser quelque peu une étude stricte et désincarnée des textes pour remettre son auteur en situation à tel ou tel moment de sa vie et admettre la propre « part maudite » qui sous-tend son œuvre elle-même.

C. J.

Paris, Descartes & Cie, 1998, 142 p., 98 F.

AVIS DE RECHERCHE

Nos collaborateurs Fabrice Masanès et Bertrand Tillier préparent une édition des écrits du caricaturiste **André Gill (1840-1885).**

Si vous détenez ou connaissez des lettres, poèmes, pièces de théâtre et autres manuscrits de Gill, nous vous remercions de les contacter :

Groupe d'Etudes André Gill, 46 rue Léon-Frot, 75011 Paris. Tél/Fax : 01.44.24.21.41 ou 01.30.61.94.98.



LES JOURNALISTES EN FRANCE 1880-1950

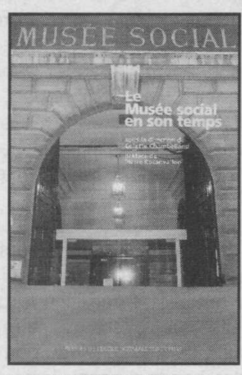
par Christian Delporte

Christian Delporte, spécialiste de l'histoire des médias, nous explique, dans ce livre, la naissance et la construction de la profession de journaliste entre 1880 et 1950.

Liberté d'expression, indépendance à l'égard du pouvoir politique ou de l'argent, règles morales, mission d'informer, service public : il y a un siècle, ces thèmes agitaient déjà le monde de la presse. On s'interrogeait sur les effets du bouleversement des techniques, de l'afflux de nouvelles toujours plus rapides et incontrôlables, de la massification de l'information, de la concurrence entre les titres, de l'irruption de la finance dans les affaires de presse. On s'alarmait de l'image déplorable des journalistes qu'on disait volontiers médiocres, arrivistes, corrompus, soumis. Mais le journalisme a défini son espace et les journalistes ont affirmé leur existence professionnelle.

Cet ouvrage s'attache à la période la plus fondamentale de leur histoire. Elle relie les années 1880, temps de la liberté conquise et de l'émergence d'une information de masse, au seuil des années 1950, époque où s'écroulent les grandes utopies.

Seuil, 454 pages, index, 160 F.



LE MUSEE SOCIAL EN SON TEMPS

sous la direction de Colette Chambelland, préf. de Pierre Rosanvallon

La plupart des chercheurs ou simples amateurs se piquant d'une histoire populaire chère à Gavroche ont fréquenté ce lieu singulier qu'est la bibliothèque du Musée social. L'hôtel particulier du 5, rue Las Cases renferme effectivement une documentation exceptionnelle couvrant la plupart des champs de l'histoire sociale. Que ce soit en économie politique, en sociologie, en littérature de combat (journaux ouvriers, congrès, livres, brochures) et en archives privées (1), les auteurs et les courants les plus antagonistes cohabitent sans problèmes sur les rayonnages de la bibliothèque. Les grandes idéologies qui ont marqué le mouvement ouvrier côtoient ainsi les mouvements réformateurs bourgeois qui se sont illustrés sur des terrains aussi divers que l'assistance aux pauvres (les œuvres de bienfaisance), le logement social, l'hygiénisme, la participation aux bénéfices, etc.

En fait, le grand mérite de ce volume est d'éclairer le lecteur sur les fondateurs du Musée et la finalité qu'ils entendaient donner à cette institution fondée en 1894. Dans la première partie, l'ouvrage montre les diverses facettes de ce mouvement réformateur original, fervent adepte de la paix sociale (les fondateurs du Musée étaient souvent des disciples de Frédéric Le Play) et qui participa – c'est le sens de la contribution de Janet Horne – à l'émergence de l'Etat providence. Par ses enquêtes de terrain, ses rapports et publications, l'implication de ses membres dans la nébuleuse philanthropique si foisonnante en cette fin de XIX[e] siècle, le Musée social s'inscrit dans une mouvance bourgeoisee qui refuse le libéralisme du laissez-faire et qui surmonte ses convictions antiétatistes pour appuyer l'action régulatrice des pouvoirs publics. De fait, il fut rapidement surnommé "l'Antichambre de la Chambre". A côté du Comte de Chambrun, le mécène qui investit sa fortune dans l'aventure du Musée par seul goût de l'économie sociale, les figures de Jules Siegfried et de Léopold Mabilleau (pour la Mutualité) sont représentatives de cette forme d'engagement qu'a pu susciter la misère sociale de l'époque.

Colette Chambelland rappelle à juste titre que les 19 contributions réunies dans ce volume ne prétendent pas à une histoire complète de l'institution. Le lecteur lira ainsi, dans la deuxième partie, plusieurs études s'attachant à décrire les réseaux et les champs d'influence du Musée social (Société française des Habitations à bon marché, ancêtre des HLM, le Conseil supérieur du Travail, le chômage, l'urbanisme, etc.), chacune de ces questions étant traitée par un spécialiste reconnu (S. Magri, M. Dreyfus, R.H. Guerrand, M. Winock, A. Gueslin...).

"Le champs de recherches reste très largement ouvert" indique C. Chambelland dans sa conclusion. Nous espérons que ces recherches seront poursuivies, notamment en ce qui concerne l'histoire ouvrière. La section des Associations ouvrières et coopérative me paraît sur ce point passionnante. Son responsable, Léon de Seilhac, participa (en tant qu'observateur, bien entendu) à de nombreux congrès ouvriers, parmi lesquels il faut citer celui de Limoges en 1895, qui marque la naissance de la CGT. Ce même Léon de Seilhac entretenait des rapports particulièrement amicaux avec Fernand Pelloutier, le secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail de 1895 à 1901. De même, il est intéressant de souligner que le libraire attitré du Musée social fut un autre anarchiste syndicaliste, Paul Delesalle, lorsqu'il se retira de ses responsabilités à la CGT pour s'établir libraire en 1907. C. Chambelland a bien souligné cette ouverture d'esprit des animateurs du Musée social :

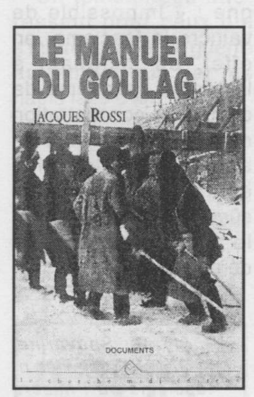
"La présence massive de documents socialistes, syndicalistes, anarchistes, communistes a attiré d'abord des militants (où pouvait-on lire en 1900 les Temps Nouveaux ou la Neue Zeit ?), puis des chercheurs. On à même pu dire qu'involontairement, la bibliothèque faisait de la publicité au socialisme en mettant à la disposition de tous tant de journaux et congrès socialistes." (p. 371)

Le Musée Social en son temps, en replaçant clairement les protago-

nistes dans leur contexte intellectuel, témoigne que tel ne fut pas le cas. Il n'en reste pas moins que l'expérience du Musée social – en tant que lieu de recherche exclusivement consacré à la question sociale – n'a pas, à notre connaissance, d'équivalent.

Anthony Lorry

(1) Pierre Naville, Alfred Rosmer, Robert Garric, Jean Gauchon... Paris Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 1998, 402 p.



LE MANUEL DU GOULAG

par Jacques Rossi

L'auteur, jeune Français de bonne famille installé en Pologne, a adhéré en 1928, à 19 ans, au parti communiste polonais pour combattre la misère et l'injustice. Rapidement repéré par l'appareil du parti pour ses dons d'étudiant polyglotte, il sillone l'Europe comme agent de l'Internationale Communiste jusqu'en 1937 où il est rappelé et pris dans l'engrenage des « purges ». Condamné à dix ans de camp, sa peine est prolongée de dix nouvelles années en 1948. Il est libéré en 1956 après le XX[e] congrès du PCUS, pour être envoyé en relégation en Asie centrale. Cinq ans plus tard, il parvient à quitter l'URSS pour la Pologne et, de là, les Etats-Unis puis la France. Il avait donné un entretien à *Gavroche* (n° 49) sur son expérience du Goulag, puis publié sur le même sujet un recueil de nouvelles, *Fragments de vie* (Elikia, 1995).

Le *Manuel du Goulag* est paru en russe à Londres en 1987, puis à Moscou en 1991, en anglais à New York en 1989, et en japonais en 1996. Nul n'étant prophète en son pays, l'édition française est seulement sortie en 1997. Cela démontre une nouvelle fois – s'il en était vraiment besoin – le manque de courage de l'édition française et sa soumission à des impératifs commerciaux à courte vue.

Il faut donc féliciter le Cherche Midi pour la publication de cet ouvrage, dictionnaire précis et rigoureux du Goulag de A – comme absence (*otloutchka*) : « L'absence d'un détenu (...) six heures après l'appel du soir est considérée comme une évasion (Recueil des lois de l'URSS en 1930, 22 : 248, art. 50). » – à Z, comme Zour, zone à régime renforcé (*zona oussilennogo rejima*). Le seul terme de camp ne compte pas moins de huit pages où sont égrenés ses différentes nuances, types et significations : les camps camouflés, les camps d'invalides, ceux à régime particulier ou sévère, ceux pour « épouses des traîtres à la patrie », etc. Sont aussi évoqués les évolutions du système des camps à partir de leur création dès 1918. L'auteur souligne notamment que nazis et soviétiques ont échangé leur expérience sur la question : « Peu avant l'attaque de l'URSS par l'Allemagne hitlérienne, une commission spéciale du Goulag se rend chez le tout nouvel allié allemand pour étudier le système pénitentiaire hitlérien. » Un nouvel élément hautement symbolique à verser dans le dossier des relations soviéto-nazis !

L'ouvrage est complété par des dessins de l'auteur (cachot, mirador, zeks dans diverses situations, portrait de Boris Shamaiev, président du comité de grève à Norislk en 1953) et de riches annexes présentant notamment des tableaux comparatifs entre la ration quotidienne des détenus dans les différents types de camps du Goulag et celle accordée aux prisonniers sous les tsars, démontrant que les autorités soviétiques ont remplacé le knout des bagnes tsaristes par « un dosage de la faim soigneusement étudié ».

Pour Jacques Rossi, « on juge une révolution comme un arbre, d'après ses fruits. (...) Refuser de voir ce qu'est le marxisme-léninisme est tout simplement malhonnête. Dire que c'est Staline seul, c'est une manière – toujours malhonnête – de se voiler la face. (...) Pour justifier le communisme au nom d'un idéal de générosité, il faut d'abord s'ingénier à rester aveugle à l'horreur du régime totalitaire, liberticide qu'immanquablement les communistes imposent à toute nation qu'ils ont réussi à subjuguer. Il faut s'évertuer à rester aveugle aux montagnes de morts innocents. Il faut réussir ce tour de force avant de pouvoir se targuer de son noble engagement pour un bel idéal de générosité. » (*La Nouvelle Alternative*, n° 50, juin 1998)

C. J.

Paris, Le Cherche Midi éditeur, 1997, 334 p. 145 F.

LES IRRÉGULIERES

par Gérard Guégan

Signalons ce roman dont la première version est parue dans les années 1970. Gérard Guégan y évoque les années de poudre. L'aventure d'un groupe prêt à verser dans la lutte armée. Ce roman fut à l'origine d'une crise dans un des hauts lieux de la littérature subversive. Vingt-cinq ans après, il nous offre une suite, les principaux protagonistes reviennent avec leurs cortèges d'ombres, de combats perdus et d'interrogations rétrospectives sur les « erreurs de jeunesse », les anciens militants sont interpellés par une nouvelle génération avide de connaître l'histoire de leurs prédécesseurs et de ne pas renouveler leurs erreurs, même si la communication semble parfois difficile. En bref, un hymne à la vie toujours à recommencer.

SB

Flammarion, 1999, 325 p. 119 francs.

LA PHARMACIE DU GHETTO DE CRACOVIE

par Tadeusz Pankiewicz

La pharmacie où travaillait T. Pankiewicz fut incluse dans le périmètre du ghetto de Cracovie, lors de sa création par les nazis le 3 mars 1941. Bien que non-juif, les circonstances firent de l'auteur un témoin privilégié et solidaire du drame de ses habitants en même temps que la pharmacie devenait une sorte de fragile îlot d'humanité et de résistance dans la démence du temps.

Depuis son officine, l'auteur se fait le chroniqueur de la vie quotidienne du ghetto jusqu'à l'issue fatale de sa destruction les 13 et 14 mars 1943 et de la déportation de ses habitants.

Sur la question controversée de l'attitude souvent qualifiée de passive des victimes – il n'y eut pas d'insurrection comme à Varsovie –, il apporte un témoignage mesuré et plein d'humanité. Selon lui, la majorité des habitants du ghetto était animée par le faible espoir de survivre. Il explique :

« Je me suis efforcé de me mettre dans leur peau et de comprendre le psychisme d'individus ou de groupes entiers avec lesquels j'ai été en contact à cette époque. J'en suis arrivé à cette conviction : s'il en avait été autrement, tous ceux sur lesquels on tirait auraient dû implorer la pitié, s'humilier ou essayer de fuir. Il y aurait eu des manifestations incontestables de peur et de couardise. Or, je n'entendis point de supplications, je ne vis point de pleurs. On regardait la mort tranquillement dans les yeux, avec résignation, mais aussi avec fierté. Les Allemands ne purent voir leurs victimes épouvantées, implorant la piété en bredouillant. »

Au début des années quatre-vingt, l'auteur, aujourd'hui décédé, avait été honoré du titre de Juste parmi les nations par les autorités israéliennes pour son aide en

faveur des habitants du ghetto. Son livre s'ajoute à la liste des témoignages les plus accablants sur la « destruction des Juifs d'Europe » (Raul Hilberg).

C. J.

Arles, Solin/Actes Sud, 1998, 208 p., 108 F.



REGARDS SUR LA PRESSE

Jusqu'au 31 mars la Médiathèque de Lorient et l'Université de Bretagne Sud programment une série d'expositions et de conférences sur le thème Regards sur la presse : le fait divers.

A retenir la soirée du 19 mars sur *"Société et faits divers"* et celle du 26 sur *"Création littéraire et faits divers"*. Affiches et photos de films sont exposées dans le hall de la médiathèque ainsi qu'une sélection de journaux étrangers datés du même jour.

Contact la Médiathèque de Lorient, Tél. 02.97.64.10.11.

NETTOYAGE DU PAYSAGE !

En France, plus que partout ailleurs, le paysage est sous le joug des afficheurs. Des **centaines de milliers de panneaux et d'enseignes** le réduisent à l'état de "pub-tréfaction". Par dizaines de milliers, ces panneaux démesurés, ces enseignes géantes, sont **en infraction avec la loi** de 1979 sur la publicité. Face à ce vandalisme à grande échelle, perpétré souvent en toute illégalité, **les pouvoirs publics** (y compris le ministère de l'Environnement) restent inertes. **Contre :** la transformation des entrées de ville et des villages en poubelles publicitaires ; le favoritisme qui consiste à sacrifier certains quartiers "parce que c'est la zone" ; la protection dont bénéficient les grands délinquants de l'environnement.

Manifestation nationale : "Nettoyage du paysage" le samedi 20 mars 1999, à 15 h, à Paris. *(angle des rues Beaubourg et Rambuteau, métro Rambuteau).*

MA GUERRE D'ESPAGNE À MOI

par Mika Etchebéhère

Parmi les témoignages sur la guerre d'Espagne, celui de Mika Etchebéhère est un des plus extraordinaires.

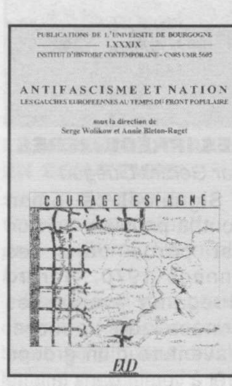
Les Etchebéhère sont d'abord un couple, amants passionnés, amoureux éperdus de la Révolution. Hippo est fils de français basque immigrés en Argentine. A dix-neuf ans, en 1920, il fonde une revue libertaire *Insurrexit ;* c'est là qu'il rencontre Mika. Ils adhèrent au PC d'où il est exclu deux ans plus tard en 1925. Mika, d'un an sa cadette, est née d'une famille de juifs russes réfugiés dans ce pays. Après le PC, comme tous les révolutionnaires sans révolution ils parcourent l'Europe. A Paris, ils se lient à Kurt Landau, futur victime des petits soldats de Staline, et participent à la fondation de "Que faire". Hippo est tuberculeux, ils se retrouvent en Espagne, quelques mois avant le pronunciamiento. C'est la que commence le récit de Mika Etchebéhère.

Son témoignage est aussi fort que celui d'Orwell. Mika explique la guerre. Les descriptions politiques sont faites par de fines touches impressionnistes : une conversation avec Alfred et Marguerite Rosmer lors d'un séjour à Paris, explique qu'avec les armes et les brigades « viendront les tchékistes, tout l'appareil de police », un échange avec un combattant qui explique que l'on paye les armes au prix d'une démission totale. Mika raconte la vie, la tragédie des combats, la mort aussi. La fin brutale est présente à chaque page ; après une exécution pour l'exemple, elle écrit : « Au fond je [le] détestais et lui souhaitais peut-être la mort dans l'abstrait, mais cette mort-là donnée par nos mains – je ne devais pas me désolidariser de ceux qui l'avaient tué – m'était insupportable. Il fallait à tout prix oublier cette mort, les nôtres et aussi les autres, celles d'en face. » Hippo, fauché par une balle le 16 août 1936. Mika continue le combat, non par fidélité à sa mémoire mais parce qu'« [elle] appartient à cette guerre et ne peut la servir qu'ici [au front], parce qu'elle n'est pure qu'ici, loin de la non-intervention et de toutes les autres cuisines politiques ». Même si la politique pénètre jusqu'au front, les attaques sournoises contre le POUM se multiplient. Cette guerre est décrite à travers un microcosme, celui d'une colonne. Le récit est fort, les personnages sont décrits avec humanité. Il faut rester au front, tenir une cathédrale avant de pouvoir quitter ce guêpier, soigner les blessés, protéger les autres de la mort, de la peur. Extraordinaire, son témoignage l'est également car c'est l'une des seuls femmes – sinon la seule – à avoir dirigé une colonne après la militarisation des milices. La fierté de cette femme est étincelante. Lorsque le dirigeant d'une des colonnes anarchistes, Cipriano Mera, la voyant en pleurs, après la mort d'un de ses combattants, il lui déclare « Vaillante comme tu es ! tu pleures ! Bien sûr, tu es une femme après tout. » La réponse est cinglante « C'est vrai, femme après tout, et toi, avec ton anarchisme, homme après tout, pourri de préjugés comme n'importe quel mâle. »

La force de ce récit est sa pureté, ses descriptions simples, sans héroïsme, lucides et limpides. Loin des hommages convenus, c'est le récit de ceux qui étaient venus donner un sens à leur vie, à leur mort, avec le secret espoir de mourir sans trahir.

Sylvain Boulouque

ACTES SUD 1998
392 p 63 F


PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE
LXXXIX
INSTITUT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - CNRS UMR 5605
ANTIFASCISME ET NATION
LES GAUCHES EUROPÉENNES AU TEMPS DU FRONT POPULAIRE
sous la direction de
Serge Wolikow et Annie Bleton-Ruget
COURAGE ESPAGNE
EUD

ANTIFASCISME ET NATION LES GAUCHES EUROPÉENNES AU TEMPS DU FRONT POPULAIRE

par Serge Wolikow & Annie Bleton-Ruget (dir.)

Après avoir examiné le « bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs » (*Une Histoire en révolution ?*, EUD, 1996), l'Institut d'histoire contemporaine de l'université de Bourgogne s'interroge sur les notions d'antifascisme et de nation à l'époque du Front populaire. Les contributions sont regroupées autour de trois thèmes : « anciennes et nouvelles solidarités internationales », « mouvement ouvrier et cultures politiques nationales » et « l'antifascisme et les questions nationales ».

Les deux notions centrales du titre ne font malheureusement pas l'objet d'une définition préalable. Réfléchir sur la problématique de l'antifascisme, ce devrait être aussi et avant tout proposer une définition topique du fascisme à partir de l'accession au pouvoir de Mussolini en 1922. Dès lors, le Komintern s'empare du terme de « fascisme » et l'instrumentalise à son profit pour stigmatiser ses adversaires et ses concurrents, y compris à l'intérieur du mouvement ouvrier. Boris Souvarine (1) avait été sûrement l'un des premiers à souligner les perversions d'une utilisation tous azimuts d'un terme qui, le plus simplement du monde, ne signifiait pas autre chose qu'une politique de « contre-révolution préventive », selon la forte expression de l'anarchiste italien Luigi Fabbri (2).

Les contributions de ce volume illustrent, avec plus ou moins de bonheur, la rencontre de ces deux thèmes dans le domaine habituel d'études et de recherches de chacun des auteurs. La notion même d'antifascisme ne fait pas l'objet d'une interrogation systématique sur la genèse des politiques de Front populaire par le Komintern au milieu des années trente, après son abandon de la dénonciation du « social-fascisme ». De même en ce qui concerne les procès de Moscou, la grande terreur en URSS ou la signature du pacte germano-soviétique, points aveugles de la bonne conscience antifasciste, des années trente à nos jours. Comme l'écrivait Victor Serge dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* (Seuil/Points-Politique, 1978, p. 356) à propos de la politique des staliniens en Espagne : « Impossible de vaincre le fascisme, en effet, en instituant à l'intérieur un régime de camps de concentration et d'assassinat contre les antifascistes les plus énergiques et les plus sûrs ; et en perdant ainsi le prestige moral de la démocratie. »

C. J.

(1) B. Souvarine, « Ni kérenskisme, ni fascisme ou : misère des comparaisons superficielles », Bulletin communiste, n° 6, 27 novembre 1925, p. 84-87.

(2) Gaetano Manfredonia, La Lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme, Paris, Editions du Monde libertaire, 1994.

Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1998, 272 p., 120 F.

REVUES



TERRES ARDENNAISES N° 64 ET 65

Ces deux numéros de la revue reprennent le journal de Madame Lefebvre, née Marie Chatelin, qu'elle avait écrit pendant la première guerre. Marie avait 18

ans en 1914. Pendant quatre ans, dans les Ardennes, elle ne connut que l'occupation allemande. Le témoignage de cette jeune fille n'est pas déterminant sur le plan historique. Avec sa naïveté et ses défauts, ce récit reste toutefois un document important, relatant les menus faits, les détails qui ont impressionné cette jeune personne, qui aurait préféré une autre vie que celle que lui ont imposé les événements.

Un témoignage intéressant pour ceux qui s'intéressent à la guerre autrement que par les hauts faits d'armes.

Terres Ardennaises, 21 Rue Hachette, 08000 Charleville-Mézière. Les deux numéros, 90 F.



RECHERCHE SOCIALISTE N° 5

Une fois encore, Recherche Socialiste conserve l'initiative dans l'exposé des grands débats qui, en apparence, pourraient poser problème.

En effet quoi de plus pertinent en philosophie politique que le concept de "réduction du temps de travail" et sa résolution possible dans l'Union européenne. Lié à la clé de l'emploi, ce chapitre est traité dans un premier temps par Martine Aubry, puis par Maurice Braud. Prolongeant la pensée de Léon Blum, la portée idéologique vise ainsi à "enraciner dans la conscience des peuples les vertus de l'internationalisme".

Poursuivant sa démarche politique, la revue nous permet de retrouver un petit fils de Marx, Jean Longuet, ses apprentissages, ses engagements.

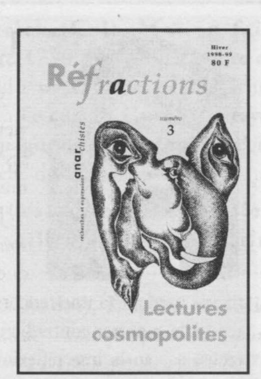
Au chapitre journalistique, Denis Lefebvre relate l'histoire de Nord-Matin de 1944 à 1967, et Claude Estier nous raconte les 15 ans de l'Unité.

Enfin la rubrique Document nous propose une étude inédite sur "Art et Socialisme" rédigé par Maurice Dexonne, avec la collaboration de Claude Lévis-Strauss.

Recherche Socialiste sous-tend par le rappel des prédicats de base et l'explication historique les principes universels qui en découlent et doivent être les nôtres dans la gestion quotidienne de la Cité.

E. Commun

Ours, 86 Rue de Lille, 75007 Paris. Le numéro 60 F.



RÉFRACTIONS N° 3

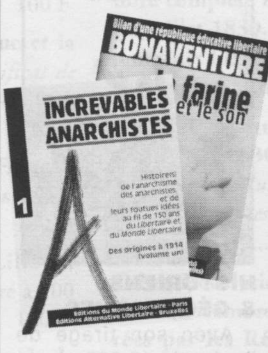
La littérature, c'est bien connu, aide à vivre. Dans ce numéro, Réfractions est parti feuilleter le vaste monde à la recherche de livres dont l'anarchisme est le héros, flânant parmi les époques et les genres.

L'anarchisme peut-il faire de la grande littérature ? En d'autres termes, littérature et idéologie peuvent-elles se féconder l'une l'autre ? Ou encore, les bonnes intentions ne garantissent jamais les bonnes histoires.

L'anarchisme sait-il parler du monde contemporain ? Dans ce numéro peu de romanciers vivants ; ce dont il est question sont des écrivains de l'ailleurs.

Notons au passage un coup chapeau à l'égard de *Gavroche,* sous la signature de Jean-Manuel Traimond : "En France encore, la presse de vulgarisation historique, est, à l'exception notable de Gavroche, aux mains de la droite, souvent de l'extrême droite... ", ainsi qu'un compte rendu du N° 100 de notre revue par notre vieux complice, J.-J. Gandini, qui nous confortent dans notre raison d'être.

Réfractions, B.P. 33, 69571 Dardilly Cedex. Le numéro 80 F.

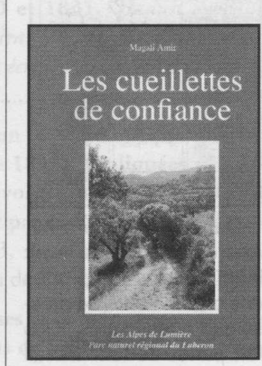


Les éditions du Monde Libertaire viennent de publier 4 premières brochures d'une série d'une dizaine rassemblant les meilleurs textes d'increvables anarchistes.

Se trouve ainsi retracée l'histoire du mouvement anarchiste. Alors que se manifeste un renouveau du mouvement libertaire et donc une volonté de s'informer sur l'anarchisme, son histoire et ses propositions, voilà une initiative qui va faire des heureux.

A noter également la sortie de *La Farine et le son,* bilan éducatif, pédagogique, institutionnel, sociologique, politique... de Bonaventure, cette tentative d'une école libertaire menée depuis 5 ans sur l'Ile d'Oléron. Même si les participants adultes racontent leurs bonaventures, ils se défendent de vouloir... faire école. Ils ont seulement semé et font partager la récolte en espérant que d'autres sèmeront à leur tour pour être nombreux à goûter le pain de la révolution sociale.

Editions du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Increvables Anarchistes 20 F la plaquette. La Farine et le son 30 F.



LES ALPES DE LUMIERE N° 129 LES CUEILLETTES DE CONFIANCE

par Magali Amir

Les Alpes de Lumière, en collaboration avec le Parc naturel régional du Lubéron, consacrent ce numéro aux plaisirs et savoirs traditionnels des plantes en Lubéron.

Des habitants du Lubéron racontent tout ce qu'ils faisaient ou voyaient leurs parents faire avec des plantes, cueillies autour des maisons ou plus à l'écart des villages : se soigner, certes, mais aussi varier la nourriture, entretenir la maison, jouer...



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 105

Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)

Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex

CCP 5027 58 E ROUEN

Leurs témoignages montrent une familiarité avec la nature, un savoir traditionnel en rapport avec le végétal, restés jusqu'à eux vivaces.

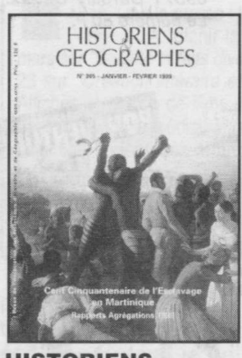
Les Alpes de Lumière, Salagon, 04300 Mane. Le numéro 125 F.



Dans son numéro 49, André Baur illustre avec leurs dessins les propos des dessinateurs de presse qu'il a rencontrés. Il les fait parler de leur travail au quotidien contribuant ainsi à nous les rendre plus proches, plus complices.

Un entretien avec Matoub Lounès réalisé sur une radio locale de Thionville en 1996 par André Baur vient nous remettre en mémoire l'assassinat de ce *"maquisard de la chanson"*. Manière aussi de rappeler que chanter ou dessiner ne se pratique pas partout impunément. Ainsi, Plantu raconte qu'au Soudan un dessin sur un ministre peut amener son auteur en prison : *"le dessinateur savait qu'il allait avoir des problèmes. Il a fait son dessin, il l'a donné à l'imprimerie et il a préparé sa valise... Le soir, les gens de la sécurité était là."*

Contact : André Baur, 24 rue du Chardon, 57100 Thionville.



HISTORIENS & GÉOGRAPHES

Avec son tirage de l'ordre de 12 000 exemplaires la revue *Historiens & Géographes* est un outil de connaissance reconnu et soutenu non seulement par ses lecteurs abonnés mais par des milliers d'autres qui la découvrent ou redécouvrent à l'occasion de la lecture d'un sujet qui les intéresse.

Dans le dernier numéro paru à côté des rubriques habituelles, un dossier sur le 150e anniversaire de l'esclavage 22 mai 1848 "Devoir d'histoire, devoir d'enseignement". A lire aussi un entretien avec Philippe Chazal directeur de la chaîne Histoire lancée depuis juillet 97. Une chronique Internet claire fait un point bien renseigné sur l'actualité des sites dans l'enseignement d'histoire et de géographie.

98, rue Montmartre, BP 6015, 75060 Paris Cedex 02. Tél. 01.42.33.62.37.

LE CABOCHARD NOUS A QUITTÉS



Surnommé « le cabochard », **Roger Codou** est décédé le 23 janvier 1999, à l'âge de 93 ans. « Le cabochard », c'est aussi le titre de ses souvenirs paru en 1982. et sous-titrés : « Mémoires d'un communiste, 1925-1982 ».

J'ai eu la chance de le rencontrer l'année dernière à l'occasion de son anniversaire et j'avais été frappé par sa curiosité intacte pour les questions sociales et politiques. Quelque temps auparavant, il avait même participé à une rencontre organisée par des libertaires en Bretagne, et, confiait-il, avait tenu à leur porter contradiction, notamment au sujet de la *« violence révolutionnaire »* dont il récusait – après une réflexion continue fondée sur son expérience personnelle – l'usage vu comme le remède universel aux problèmes du monde contemporain.

Roger Codou était aussi un homme qui considérait l'amitié comme une valeur essentielle sinon première. Jusqu'au soir de sa vie, il lutta pour la réhabilitation de son ami Spartaco Guido, un ancien des Brigades internationales comme lui, combattant de l'Organisation spéciale du Parti communiste et organisateur de l'attentat contre le FeldKommandant de Nantes en octobre 1941. Alors que Spartaco avait été fusillé avec plusieurs de ses camarades le 17 avril 1942, une rumeur calomnieuse se répandit sur son compte après guerre : on l'accusait sans preuves d'avoir dénoncé ses camarades puis d'avoir fui en Espagne franquiste. La rumeur se nourrissait du fait que sa dépouille était introuvable et certains en concluaient qu'il s'en était sorti vivant. Selon l'habituelle pratique stigmatisée par George Orwell, le nom de Spartaco Guido fut enlevé de la liste des Brigadistes sur ordre du PC. La sépulture de Spartaco fut retrouvée à la fin des années 1980 et, en 1996, il fut reconnu comme étant *« mort pour la France »*. Sans la constance de l'amitié de Roger Codou pour Spartaco, par delà la mort, il n'est pas certain que son camarade de combat en Espagne ait retrouvé l'honneur.

Après avoir rompu en 1956 avec le PC – il se trouvait à Budapest lors du déclenchement de la répression soviétique – il fut écarté de l'Association des volontaires en Espagne républicaine.

En 1996 encore, lors du 60e anniversaire de la création des Brigades internationales, Roger Codou, authentique combattant puisque blessé à deux reprises, ne fut pas convié à se joindre à ses camarades d'Espagne pour participer aux cérémonies de Barcelone. En France, ces cérémonies étaient organisées sous la responsabilité de militants qui n'ont rien perdu du sectarisme de leur jeunesse et qui, parfois, au contraire de Codou, remplissaient plutôt des fonctions *« policières »* au sein des Brigades, à Albacète, sans avoir jamais, par conséquent, appartenu à des unités combattantes.

Roger Codou ne fut pas le seul à subir cet ostracisme venu d'un temps lointain. D'autres véritables combattants, libertaires ceux-là, ne furent pas non plus invités à se joindre aux adhérents de l'AVER. Je ne crois pas qu'il en ait été affecté. Il en avait déjà *« trop »* dit sur certains épisodes de l'histoire des Brigades, notamment dans un film tourné par des cinéastes allemands (Ute Bönnen et Gerald Endres, International Brigaden. Freiwillige in spanischen Bürgerkrieg, 1996). Bien entendu, cela n'impliquait nullement le reniement de son engagement aux côtés des républicains espagnols. Roger Codou n'était décidément pas du côté de l'histoire *« sainte »*...

Salut Roger.

J.L. Panné

L'amateur de livres


L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

REVOLUTION FRANCAISE

Barthou (Louis), Le Neuf Thermidor. Hachette 1926, 127 p .... 50 F

Bayet (Albert), Histoire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Sagittaire 1939, 173 p. (rousseurs) .... 80 F

Bertaud (Jean-Paul), La vie quotidienne des Soldats de la Révolution. Hachette 1985, 326 p .... 45 F

Biré (Edmond), Paris en 1793. Gervais Paris 1888, 400 p. (défraîchi, couv. ref.) ..... 80 F

Biré (Edmond), Journal d'un Bourgeois de Paris pendant la Terreur. Lib. Ac. Perrin 1895-1898, 5 vol. br. (T.5 dérelié) ..... 600 F

Blondel (Spire), L'Art pendant la Révolution. Laurens (s.d.), rel toile éd. 307 p, ill. (défraîchi) .... 100 F

Chuquet (Arthur), Les guerres de la Révolution :

- **T.1- La première invasion prussienne (11 août-2 sept 1792)** .... 100 F
- **T.2- Valmy** .... 100 F
- **T.3- La retraite de Brunswick** .... 100 F
- **T.4- Jemappes et la conquête de la Belgique** .... 100 F
- **T.5- La trahison de Dumouriez** ..... 100 F
- **T.6- L'Expédition Custine** .... 100 F
- **T.7- Mayence (1792-1793)** .... 100 F
- **T.8- Wissembourg (1793)** .... 100 F
- **T.9- Hoche et la lutte pour l'Alsace (1793-1794)** .... 100 F
- **T.11- Hondschoote** .... 100 F

Cobb (Richard), La protestation populaire en France (1789-1820). Calmann-Lévy 1975, 322 p .... 60 F

Cochin (Augustin), La Révolution et la Libre-Pensée. Plon 1924, Rel. d. bas. dos à nerfs (LII+292 p) .... 300 F

Fitzpatrick (Gal), Motion faite le 16 décembre 1796 dans la Chambre des Communes du parlement de la Grande-Bretagne, en faveur du Général Lafayette et de ses compagnons d'infortune. A Paris An V - 1797. Relié d.toile 108 p .... 360 F

Fleury (Vicomte), Les derniers jours de Versailles. Lib. A. Perrin 1929, 240 p .... 100 F

Latreille (André), L'Eglise catholique et la Révolution. *Tome premier : Le pontificat de Pie VI et la crise française (1775-1799).* Hachette 1946, 280 p. .... 100 F

Lefebvre (Georges), La Révolution Française. PUF coll. Peuples et Civilisations 1963, 698 p. index et carte dépliante .... 180 F

Lefebvre (Léon), Le théâtre de Lille au XVIII[e] siècle. Impr. Lefebvre 1894, tiré à 100 exemplaires, 115 p .... 150 F

Lejeune (Gal), De Valmy à Wagram près de Napoléon. *Mémoires.* Firmin-Didot 1895. 417 p. .... 100 F

Lenotre (G.), Le Tribunal Révolutionnaire (1793-1795). Lib. Ac. Perrin 1947, 370 p .... 60 F

Lumet (Louis), Les écoles en 1792 et en 1914-1917. *Ouvrage de propagande pour le lancement d'un emprunt.* De Boccard 1917. 79 p. ill. .... 80 F

Madelin (Louis), La France du Directoire. Plon 1922, 281 p .... 70 F

Marat (J.-P.), Les Chaînes de l'Esclavage. Adolphe Havard 1833. Rel. romantique d'époque avec un portrait en front. .... 500 F

Maron (Eugène), Histoire littéraire de la Convention Nationale, Poulet-Malassis 1860, Rel. d. bas. verte, dos à nerfs (lég. frotté), 359 p. .... 200 F

Mathiez (Albert), La Réaction Thermidorienne. Lib. A. Colin 1929, 325 p. ill. index .... 130 F

Maugras (Gaston), Journal d'un étudiant pendant la Révolution 1789-1793. *Journal de Edmond Géraud.* Plon 1910, Rel. d. ch. dos à nerfs. (VII+331 p) .... 350 F

Michelet (Jules), La Convention. R.Simon 1937, 286 p .... 50 F

Musée Carnavalet, Guide explicatif. Libr. centrale des Beaux-Arts 1903, 228 p .. 100 F

Orléans (Philippe d'), Mémoires de S.A.S. Louis-Antoine-Philippe d'Orléans duc de Montpensier. *Mémoires sur son séjour dans les prisons de Marseille sous la Terreur et sur son émigration.* Baudoin 1824. Rel. pl. bas. .... 400 F

Saladin (Député de la Somme), Rapport au nom de la commission des vingt-et-un. *Créée par décret du 7 nivôse an III pour l'examen de la conduite des Représentants du Peuple Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Barrère, membres de l'ancien Comité de Salut Public, et Vadier, membre de l'ancien comité de Sûreté générale.* Rondonneau Paris, 28 Ventôse, an III. Rel. d.toile, 261 p........................ 350 F

Terrade & Batiffol, Versailles pendant la session des Etats Généraux (5 mai-6 octobre 1789). Bernard Versailles 1889, 95 p .... 100 F

REVOLUTION DE 1830

Ambs (J.-B.), La liberté reconquise ou histoire complète et détaillée de la Révolution de Juillet 1830. Terry s.d. (1830 ?), édité au profit des blessé. Br. de 268p. avec une grav. dépl. en front. (défraîchi) .... 120 F

Börne (L.), Lettres écrites de Paris pendant les années 1830 et 1831. *Traduit de l'allemand par F.Guiran et précédé d'une notice sur l'auteur et ses écrits.* Paulin P. 1832, rel. d. bas. .... 250 F

Cabet, Révolution de 1830 et situation présente (novembre 1833), expliquées et éclairées par les Révolutions de 1789, 1792, 1799 et 1804 et par la Restauration. Deville-Cavallin 1833, 2 vol. en un rel. d. toile (léger accident au dos) .... 200 F

Fiévée (J.), Causes et conséquences des événements du mois de juillet 1830. A.Mesnier 1830, rel. d. toile, 111 p .... 180 F

Reynaud (Paul), Les trois glorieuses. Hachette 1927, Rel. d.ch. rouge, dos à nerfs avec motif (drapeau). .... 150 F

(X...), La Garde royale pendant les événements du 26 juillet au 5 août 1830. *par un officier employé à l'état major.* A. Dentu 1830. Rel. d.toile, 128 p .... 180 F

REVOLUTION DE 1848

Blanc (Louis), Discours politiques (1847-1881). Germer-Baillière Paris 1882, Rel. d.chagr. Prix municipal de la ville de Paris, 454 p .... 150 F

Lamartine, Trois mois au pouvoir. Michel Lévy 1848, belle rel. romantique d'époque. (coiffe et coin frottés) 328 p .... 350 F

Ménard (Louis), Prologue d'une Révolution. Cahiers de la quinzaine 1904, 285 p .... 150 F

Normanby (Marquis de), Une année de Révolution d'après un journal tenu à Paris en 1848. H.Plon P. 1858, 2 vol. rel. bas. rouge. .... 500 F

Procès des treize en première instance. *Compte-rendu du procès.* Dentu 1864, Rel. d.toile 189 p.. 250 F

Quinet (Mme E.), Edgar Quinet avant l'exil. Calmann Lévy 1888, Rel. toile (Bibl.), 455 p .... 120 F

Ténot (Eugène), Paris en décembre 1851. *Etude historique sur le coup d'Etat.* Le Chevallier 1868, Rel. d. bas. rouge à faux nerfs, fleurons dorés. Bel exemplaire .... 300 F

Ténot (Eugène), La province en décembre 1851. *Etude historique sur le coup d'Etat.* Le Chevallier 1868, même reliure que le précédent (dos légèrement frotté) .... 250 F


ML